



Programme
Alimentaire
Mondial



SAUVIER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Évaluation des besoins essentiels

Note d'orientation

Janvier 2023

VAM | Analyse de la Sécurité alimentaire

Note d'orientation sur l'évaluation des besoins essentiels

© Janvier 2023, le Programme alimentaire mondial (PAM), Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi.

Traduction, basée sur: Essential Needs Assessment Guidance Note, Janvier 2023, World Food Programme (WFP), Research, Assessment and Monitoring Division.

Tous droits réservés. La reproduction est autorisée sauf à des fins commerciales, à la condition que le PAM soit reconnu comme la source originale.

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies
Via Cesare Giulio Viola 68/70, Parco de' Medici
00148, Rome – Italie

Arif Husain

Économiste en chef et directeur
Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi
Tél. : + 39 06 6513 2014 – Email : arif.husain@wfp.org

Eric Branckaert

Évaluation, Ciblage et Surveillance
Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi
e-mail : eric.branckaert@wfp.org

Naouar Labidi

Chef – Unité de l'Évaluation et du ciblage (Needs Assessment and Targeting Unit - RAMAN) – Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi
e-mail : naouar.labidi@wfp.org

Lena Hohfeld

Unité de l'Évaluation et du ciblage (Needs Assessment and Targeting Unit - RAMAN)
Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi
e-mail : lena.hohfeld@wfp.org

Lorenzo Moncada

Unité de l'Évaluation et du ciblage (Needs Assessment and Targeting Unit - RAMAN) – Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi
e-mail : lorenzo.moncada@wfp.org

Angela Di Perna

Unité de l'Analyse de l'Économie et du Marché (Economic and Market Analysis Unit – RAMAE) – Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi
e-mail : angela.diperna@wfp.org

Le champ de travail des analyses de besoins essentiels

Cette note d'orientation fait partie d'un ensemble de documents d'orientation sur les analyses de besoins essentiels. Le champ de travail des analyses de besoins essentiels du PAM consiste en une collaboration entre la Division de la Recherche, de l'Évaluation et du Suivi (Research, Assessment and Monitoring - RAM) et la Division des Transferts monétaires et bons (Cash-Based Transfers - CBT) du PAM.

Pour faire part de vos commentaires sur cette note d'orientation, contactez l'un des auteurs ou écrivez aux divisions RAM ou CBT au siège du PAM : wfp.vaminfo@wfp.org et cbt.globalsupport@wfp.org

Remerciements

Cette orientation a grandement bénéficié des contributions de collègues occupant diverses fonctions, sur le terrain et au siège. En particulier, les experts de la Division de la Recherche, de l'Évaluation et du suivi (RAM) du PAM et des Transferts monétaires et bons (CBT) ont apporté des commentaires précieux sur les versions antérieures de ce document. Nous sommes extrêmement reconnaissants envers nos collègues et partenaires qui ont partagé leurs expériences et leurs bonnes pratiques avec nous pour éclairer ce guide et ses applications. Des remerciements particuliers vont à Sergio Regi, Nynne Warring, Claudia AhPoe, and Yvonne Forsen pour leur contribution aux versions antérieures du présent document d'orientation.

Table des matières

Préface – l’approche des besoins essentiels	1
À propos de cette note d’orientation	5
1. Le cadre des besoins essentiels	6
2. Les questions d’analyse qui guident une évaluation des besoins essentiels	7
3. Le processus d’évaluation des besoins essentiels	10
4. Collecter des informations sur les besoins essentiels : l’approche des méthodes mixtes	11
5. Indices utilisés pour l’évaluation des besoins essentiels	13
5.1 Les indicateurs et modules standards	13
5.2 Les indicateurs de besoins essentiels	13
5.2.1 La capacité économique à répondre aux besoins essentiels (ECMEN)	15
5.2.2 L’indice de stratégie de survie pour les besoins essentiels (LCS-EN)	20
5.2.3 Les indicateurs d’endettement	22
5.2.4 L’indice de privation multidimensionnelle (MDDI)	24
5.2.5 L’indicateur des besoins perçus (HESPER)	29
5.3 Combiner les indices pour comprendre les besoins essentiels	31
6. Estimer le nombre de personnes incapables de satisfaire leurs besoins essentiels	32
7. Établir le profil de vulnérabilité	34
8. Analyse de la réponse pour les besoins essentiels	39
9. Ajuster les processus : les évaluations rapides des besoins essentiels	41
10. Tableau récapitulatif : réaliser l’évaluation des besoins essentiels	43
Abréviations	48
Références	49
Annexe 1 – Types de dépenses à inclure dans le MEB et l’ECMEN	50
Annexe 2 – Bonnes pratiques pour l’analyse des données des dépenses	52
Annexe 3 – le LCS pour les besoins essentiels - liste de stratégies	52
Annexe 4 – Guide étape par étape pour ajuster le MDDI au contexte	52

Liste des graphiques

Graphique 1. Les analyses de besoins essentiels	4
Graphique 2. Le cadre conceptuel des besoins essentiels du VAM	6
Graphique 3. Les questions d'analyse qui guident l'évaluation	7
Graphique 4. Le processus standard d'évaluation des besoins essentiels	10
Graphique 5. Classification globale de la vulnérabilité basée sur l'ECMEN, le LCS-EN et le SCA	33

Liste des tableaux

Tableau 1. Résumé des utilisations recommandés d'indices, leurs atouts et leurs limites	14
Tableau 2. Les indices d'endettement pour les évaluations des besoins essentiels	22
Tableau 3. Indices, pondération et seuils pour l'indice de privation multidimensionnelle	24
Tableau 4. Indices les plus communs dans l'établissement du profil de vulnérabilité	34
Tableau 5. Les flux de l'analyse de l'évaluation des besoins essentiels	43

Liste des encadrés

Encadré 1. Synergies entre l'évaluation des besoins essentiels et d'autres guides d'évaluation du PAM	6
Encadré 2. Les analyses de besoins essentiels en milieu urbain	7
Encadré 3. Utiliser des données à distance pour les évaluations des besoins essentiels	12
Encadré 4. Utiliser le MEB de survie comme seuil supplémentaire	15
Encadré 5. Considérations à prendre en compte pour le module des dépenses	17
Encadré 6. Les étapes du calcul des dépenses des ménages pour l'ECMEN et pour l'évaluation de la vulnérabilité économique, selon le module des dépenses du PAM	17
Encadré 7. Analyse approfondie : utiliser l'ECMEN pour le suivi des résultats de l'assistance	18
Encadré 8. Analyse approfondie : explorer l'écart économique	19
Encadré 9. Créer une liste des LCS-EN	21
Encadré 10. Utiliser le module du LCS-EN (dans le cadre d'une ENA) pour les analyses IPC	21
Encadré 11. Les niveaux de sévérité de MDDI	25
Encadré 12. Analyse basée sur le MDDI	26
Encadré 13. Besoins perçus basés sur l'HESPER : un exemple du Kasai, en République démocratique du Congo	30
Encadré 14. Du profil au ciblage	35
Encadré 15. Exemples d'établissement du profil de vulnérabilité dans les évaluations des besoins essentiels	36
Encadré 16. Évaluations rapides des besoins essentiels pendant la crise de la COVID-19	42

Préface – l’approche des besoins essentiels

Que signifient les besoins essentiels ?

Cette note d’orientation sur l’évaluation des besoins essentiels fait partie d’un ensemble de documents d’orientations sur l’analyse des besoins essentiels. Cette préface introduit brièvement le concept de besoins essentiels, le raisonnement qui sous-tend l’ensemble des documents d’orientation pour l’analyse des besoins essentiels, en quoi consiste cette analyse et comment les différents éléments analytiques peuvent être utilisés.

Le concept de besoins essentiels trouve son origine dans l’approche des besoins fondamentaux proposée par l’Organisation internationale du Travail (OIT). Le rapport de l’OIT sur la Conférence mondiale de l’emploi de 1976 a défini les besoins fondamentaux en termes de consommation privée des ménages de biens tels que la nourriture, les vêtements et le logement, et de services tels que l’approvisionnement en eau, l’assainissement, l’éducation et les transports publics.¹ Depuis lors, **les besoins de base – ou essentiels – ont été largement définis dans plusieurs cadres analytiques comme les biens et services essentiels requis de manière régulière ou saisonnière par les ménages pour assurer leur survie et un niveau de vie minimum, sans recourir à des mécanismes de survie négatifs ni compromettre leur santé, leur dignité et leurs moyens d’existence essentiels.**²

Ce qui est considéré comme essentiel dépendra grandement du contexte et de ce que les individus eux-mêmes considèrent comme les aspects les plus importants et qui sont nécessaires pour assurer leur survie et leur bien-être.

Cela équivaut à une définition opérationnelle pour un concept hautement contextuel. Cette définition n’est pas une liste universelle de ce qui constitue des besoins essentiels. Le droit international humanitaire et les droits de l’Homme proposent un point de départ utile pour cela, protégeant les droits des populations touchées par une crise liée à la nourriture, l’eau, l’assainissement, l’habillement, le logement et les soins de santé vitaux. Cependant, ce qui est considéré comme essentiel dépendra grandement du contexte et de ce que les individus eux-mêmes considèrent comme les aspects les plus importants nécessaires pour assurer leur survie et leur bien-être. Afin de passer du concept à l’analyse et à l’action concrètes, **toute définition des besoins essentiels doit toujours être contextualisée** et vérifiée par le biais de consultations auprès de la population d’intérêt et d’autres parties prenantes.

Pourquoi le PAM s’intéresse aux besoins essentiels ?

L’analyse des besoins essentiels, de la façon dont les individus y répondent et des lacunes ou des contraintes rencontrées pour les satisfaire enrichit la compréhension de l’insécurité alimentaire, de ses facteurs et ses relations avec la satisfaction d’autres besoins. Une compréhension approfondie des besoins essentiels aide à concevoir des réponses efficaces en matière de sécurité alimentaire.

Parmi les besoins essentiels, la nourriture est primordiale. Souvent, la nourriture est le besoin pour lequel les ménages pauvres dépensent la plus grande part de leurs ressources. Mais la capacité d’un ménage à répondre à ses besoins alimentaires et nutritionnels dépend également de sa capacité à répondre à d’autres besoins essentiels. Lorsque les ménages disposent de ressources limitées, ils devront constamment établir des priorités entre des besoins souvent tous aussi urgents. Ils peuvent avoir à choisir entre dépenser de l’argent pour les soins de santé ou les frais de scolarité ou pour acheter différents types de nourriture. Dans le même temps, être en mauvaise santé ou avoir un accès limité à l’eau potable a un impact négatif sur la capacité d’un ménage à assurer sa sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela illustre l’importance d’analyser ensemble les besoins essentiels et explique la nécessité d’adopter le prisme des besoins essentiels comme une démarche pour comprendre la sécurité alimentaire et concevoir des interventions de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Reconnaître ce lien entre la sécurité alimentaire et la satisfaction d’autres besoins essentiels est primordial dans les activités visant à atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). Le plan stratégique du PAM pour 2017-2021 souligne que pour atteindre l’ODD 2 – éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire améliorer la nutrition et promouvoir l’agriculture durable – le PAM doit intégrer dans son objectif de sauver des vies, une stratégie pour changer des vies. Cela signifie s’efforcer d’avancer vers des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition durables tout en comprenant comment la réalisation de l’ODD 2 est liée à la réalisation progressive d’autres ODD.

Bâtir des partenariats stratégiques pour des synergies plus fortes est essentiel pour améliorer la sécurité alimentaire. L’ODD 17 – renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser – reconnaît le rôle crucial des partenariats dans l’obtention de résultats holistiques et durables pour les populations touchées. Un autre accord international clé, la Grande Négociation, a engagé ses signataires à travailler ensemble de manière plus efficace et harmonieuse afin de mieux assister le nombre croissant de personnes vulnérables touchées par les crises dans le monde.

¹ L’emploi était considéré à la fois comme un moyen et une fin; la participation à la prise de décision a également été incluse.

² Voir le *Glossaire terminologique du secteur des transferts monétaires du Cash Learning Partnership (Glossaire CaLP)*; et *Save the Children UK, 2018*.

Dans ce contexte et sur la base des bonnes pratiques du PAM et de ses partenaires, un module analytique intégré a été élaboré afin de fournir des conseils sur la manière d'analyser les besoins essentiels. Cet ensemble de documents s'appuie sur les orientations et la recherche existantes ainsi que sur l'expérience pratique et les leçons apprises. Il est conçu en vue de fournir des résultats analytiques qui peuvent être utilisés pour éclairer la prise de décision stratégique et opérationnelle et la conception de programmes.

Étant donné que l'analyse, la compréhension et l'assistance des individus afin qu'ils puissent satisfaire à leurs besoins essentiels n'est pas par définition l'affaire d'une seule agence, l'ensemble de documents élaborés par le PAM constituent un point de départ analytique pour la collaboration inter-institutions. Il propose des approches basées sur des données et des indices quantitatifs, mais permet également une flexibilité analytique, soulignant l'importance de la collaboration, de l'enquête qualitative et de l'adaptation contextuelle.

Les analyses de besoins essentiels sont particulièrement pertinentes lorsque le PAM et ses partenaires cherchent à soutenir les stratégies et politiques gouvernementales telle que la conception de systèmes de sécurité sociale, en tant que boîte à outils pour soutenir la conception d'évaluations conjointes multipartites, ou d'interventions conjointes, harmonisées ou complémentaires. Les analyses de besoins essentiels se sont avérées utiles dans divers contextes, des camps de réfugiés aux situations d'insécurité alimentaire chronique. Elles sont souvent très pertinentes pour évaluer la situation des populations urbaines pauvres : les ménages urbains dépendent fortement des marchés pour répondre à leurs besoins alimentaires et autres besoins essentiels, y compris le logement ; le coût élevé de la vie et les sources de revenus instables les rendent vulnérables aux chocs, obligeant les ménages à choisir entre différents besoins essentiels en période de difficultés.

Que sont les analyses de besoins essentiels ? L'ensemble d'outils d'analyse

L'ensemble d'outils d'analyses de besoins essentiels du PAM est composé de trois parties :

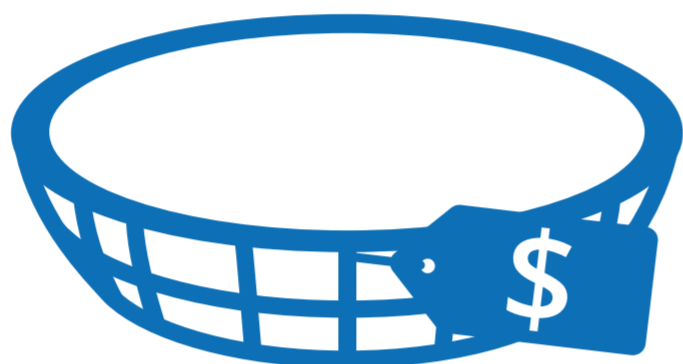
L'évaluation des besoins essentiels est une évaluation du ménage et/ou de la communauté qui aide à comprendre si et comment les individus répondent à leurs besoins essentiels. En tant que tel, il se concentre sur l'aspect demande des besoins essentiels. L'évaluation vise à identifier et analyser les besoins essentiels et les lacunes, à estimer le nombre de personnes dans le besoin et à établir leur profil en décrivant leurs principales caractéristiques. Il vise à répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les besoins essentiels de la population et comment y répond-elle ?
- Quels besoins essentiels ne sont pas satisfaits et pourquoi ?
- Combien de personnes sont incapables de satisfaire leurs besoins essentiels ?
- Qui sont les personnes incapables de satisfaire leurs besoins essentiels ?
- Où sont les personnes incapables de satisfaire leurs besoins essentiels ? et
- Comment aider les ménages à satisfaire leurs besoins essentiels ?

L'évaluation des besoins essentiels favorise l'utilisation d'analyses qualitatives et quantitatives. Il propose une série d'indices de besoins essentiels qui reflètent divers aspects des besoins essentiels et la capacité d'un ménage à y répondre, y compris des mesures de la capacité économique des ménages à satisfaire aux besoins essentiels, les privations relatives à différents besoins essentiels, la manière dont les ménages font face lorsqu'ils peinent à satisfaire leurs besoins essentiels et comment ils établissent des priorités entre les besoins non satisfaits.

Un ensemble d'outils d'analyse intégré a été élaboré pour fournir des conseils sur la façon d'analyser les besoins essentiels. Ce paquet s'appuie sur les orientations et la recherche existantes ainsi que sur l'expérience pratique et les leçons apprises.

Le Panier de Dépenses Minimum (MEB) examine les besoins qui sont satisfaits, partiellement ou entièrement, par le marché. Il fixe un seuil monétaire, défini comme ce dont les ménages ont besoin pour répondre à leurs besoins essentiels. Le point de départ pour construire un MEB est généralement les données sur les dépenses des ménages. Ces données sont analysées et triangulées avec des informations sur les besoins sectoriels pour obtenir une mesure du coût minimum des besoins essentiels en fonction du modèle de demande réel et des priorités de consommation de la population d'intérêt. Les données sur les dépenses peuvent être recueillies dans le cadre de la collecte des données d'évaluation des besoins essentiels. Une fois construit, le MEB constitue un élément clé parmi l'ensemble des indicateurs d'évaluation des besoins essentiels car il est utilisé pour identifier les ménages qui ont la capacité économique de satisfaire leurs besoins grâce au marché.



L'analyse de l'approvisionnement examine l'offre de biens et services essentiels et examine si le marché et/ou l'offre publique peuvent soutenir la demande liée aux besoins essentiels. Il intègre des méthodes quantitatives pour examiner le fonctionnement de base du marché, y compris des évaluations de marché selon la méthodologie de l'indice de fonctionnalité du marché (MFI) avec une enquête qualitative de l'offre et de l'accès.

Les trois outils d'orientation sont conçus de manière à pouvoir être utilisés indépendamment les uns des autres, ou ensemble.

Une analyse exhaustive de besoins essentiels nécessiterait d'entreprendre une évaluation des besoins essentiels, l'établissement d'un MEB et la réalisation d'une analyse de l'offre. Cette combinaison est recommandée pour une analyse plus exhaustive complète car chaque élément complète les autres.

Une analyse complète des besoins essentiels nécessiterait d'entreprendre une évaluation des besoins essentiels, d'établir un panier de dépenses minimum et de réaliser une analyse de l'approvisionnement.

La compréhension fondamentale des besoins essentiels acquise à partir de l'évaluation des besoins essentiels peut permettre d'avoir des renseignements sur l'analyse de l'offre. Les résultats peuvent aider à focaliser une analyse de marché plus approfondies sur les besoins les plus critiques, tandis que les données des ménages peuvent être utilisées pour comprendre comment les ménages perçoivent l'offre et la qualité des services essentiels ainsi que l'accès à ces services. Dans le même temps, une analyse approfondie de l'offre de biens et services essentiels enrichit la compréhension de la demande des ménages et permet à l'analyste d'identifier les potentielles interventions : quels sont les besoins qui peuvent être satisfaits par le marché ? Existe-t-il une demande effective, et des interventions relatives à l'offre ou à la demande, ou une combinaison des deux, seraient-elles mieux adaptées pour aider la population d'intérêt ? Le MEB relie l'offre et la demande en ce sens qu'il identifie un seuil monétaire pour répondre aux besoins essentiels à travers le marché. Il permet l'évaluation des besoins essentiels pour identifier les ménages ayant une capacité économique suffisante. Il présente également de fortes complémentarités avec l'analyse de l'offre car il permet de révéler les modes de consommation du marché. Concernant l'analyse de l'offre, elle apporte des informations importantes pour une analyse basée sur le MEB car elle met en évidence les biens et services qui sont fournis de manière adéquate.

L'analyse des besoins essentiels propose un cadre facile à mettre en œuvre, tout en fournissant la flexibilité et les détails nécessaires pour s'adapter à différents contextes.

L'approche analytique s'appuie sur différentes écoles de pensée issues des domaines de l'action humanitaire, du développement et de l'analyse de la pauvreté. Elle combine des idées de l'approche du coût des besoins essentiels pour les seuils de pauvreté monétaire, qui considère la pauvreté comme la privation de consommation, avec des perspectives de pauvreté multidimensionnelles issues des approches du développement humain et des capacités. Grâce à cette combinaison, les analyses de besoins essentiels fournissent un cadre facile à opérationnaliser, tout en offrant la flexibilité et les détails nécessaires pour s'adapter à différents contextes et produire des informations pertinentes pour la prise de décision programmatique.

Si ces trois éléments d'analyse doivent être menés ensemble autant que possible, il existe des situations dans lesquelles un seul élément est nécessaire, par exemple quand l'analyse est étalée dans le temps ou quand différents collaborateurs sont en charge de différents éléments d'analyse. Chaque note d'orientation est conçue comme un document autonome, permettant aux analystes de la suivre sans référence aux autres.

Une série de notes d'orientation sur l'opérationnalisation et les bonnes pratiques documentées complète l'ensemble des outils analytiques. Cette série apporte des conseils concrets sur la façon dont les résultats des analyses de besoins essentiels peuvent être traduits dans la conception de programmes et éclairer la prise de décision. Les analyses de besoins essentiels identifient les secteurs où les ménages ont des difficultés à satisfaire leurs besoins essentiels, évalue le coût de la satisfaction de ces besoins sur le marché et si les biens et services essentiels nécessaires sont disponibles. En tant que telles, elles constituent la base de

la conception des programmes pour les interventions du côté de la demande et de l'offre. Les résultats peuvent, par exemple, être utilisés pour informer le ciblage et la priorisation des bénéficiaires, la sélection de la modalité de transfert, la définition des valeurs de transfert et d'autres caractéristiques de conception du programme. Elles sont adaptées au suivi des besoins dans le temps et à l'évaluation de l'efficacité des programmes. Cet ensemble de documents sera continuellement mis à jour afin de refléter les nouveaux apprentissages.

Bien que les analyses de besoins essentiels puissent éclairer la conception du programme, elles n'apportent pas nécessairement une réponse aux besoins essentiels. Les analyses de besoins essentiels et l'ensemble des outils analytiques peuvent être une offre de service, en particulier pour aider des gouvernements à concevoir des politiques, des stratégies et des programmes aux niveaux national et local.



Graphique 1. Les analyses de besoins essentiels

À propos de cette note d'orientation

Les évaluations des besoins essentiels aident à comprendre si les individus répondent à leurs besoins essentiels, et comment ils le font. Elles visent à identifier et à analyser les besoins essentiels et les contraintes dans la manière dont ces besoins sont satisfaits, à estimer le nombre de personnes incapables de subvenir à leurs besoins essentiels et à déterminer le profil de ces ménages en décrivant leurs principales caractéristiques. L'évaluation des besoins essentiels favorise l'utilisation d'analyses à la fois qualitatives et quantitatives. Elle propose une série d'indices des besoins essentiels qui capturent divers aspects des besoins essentiels et la capacité des ménages à y répondre. Il s'agit notamment de mesures de la capacité économique des ménages à répondre aux besoins essentiels, de la privation de différents besoins essentiels, de la manière dont les ménages font face lorsqu'ils luttent pour répondre à leurs besoins essentiels et de la manière dont ils établissent des priorités entre les besoins non satisfaits.

Cette note d'orientation s'adresse à un large public, notamment les analystes et le personnel du programme du PAM, les organisations partenaires et les gouvernements. En tant que partie intégrante des analyses de besoins essentiels, l'évaluation des besoins essentiels est un outil complet pour la programmation et l'analyse de besoins conjointes ou coordonnées. Ce guide définit le cadre et les outils nécessaires pour planifier et mener une évaluation des besoins essentiels et montre comment les résultats peuvent être utilisés pour éclairer

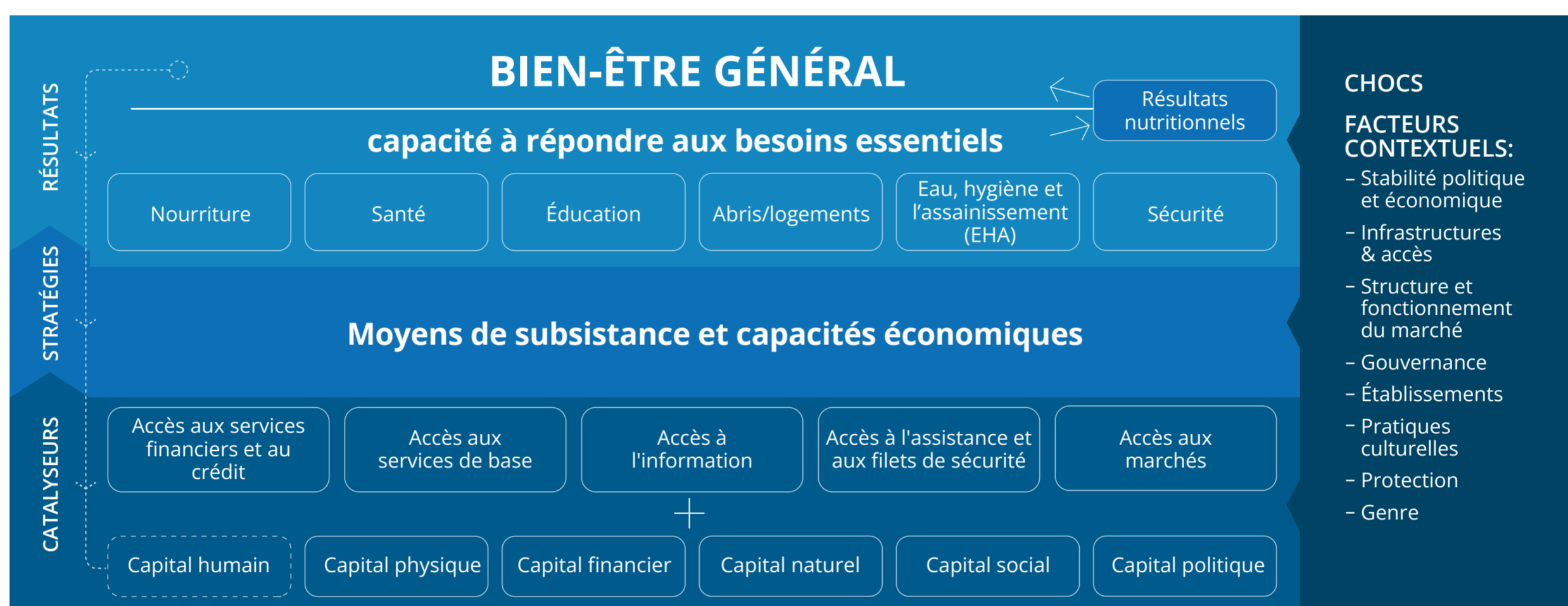
la prise de décision programmatique. L'approche d'évaluation s'appuie sur l'expérience du PAM en matière d'analyse de la sécurité alimentaire, élargissant la perspective pour couvrir tous les besoins essentiels. Les directives du PAM sur l'évaluation de la sécurité alimentaire, en particulier pour l'analyse complète de la Sécurité alimentaire et de la Vulnérabilité (CFSVA), fournissent des informations techniques approfondies sur des aspects tels que l'échantillonnage et l'analyse statistique. Ces aspects sont pertinents pour les analyses de besoins, mais aussi, comme des compléments d'analyse à cette note d'orientation.

Cette note d'orientation se compose de cinq parties. La première partie (sections une à quatre) décrit le cadre théorique de l'évaluation des besoins essentiels, ainsi que ses objectifs et son processus. La deuxième partie (section cinq) présente les indices des besoins essentiels utilisés dans l'évaluation. La troisième partie (sections six à huit) explore comment les résultats peuvent être utilisés pour estimer le nombre de personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels, comment établir leur profil et comment en tirer des conclusions pour déterminer la réponse à adopter. La quatrième partie (section neuf) introduit le concept d'évaluations rapides des besoins essentiels comme alternative lorsque les données ou le temps sont limités. Ce guide se termine par un tableau récapitulatif (section dix) qui donne un aperçu de l'ensemble de l'évaluation et fournit des informations supplémentaires dans l'annexe.

1 Le cadre des besoins essentiels

Le cadre théorique des évaluations des besoins essentiels repose sur l'idée que la satisfaction des besoins essentiels est une nécessité pour le bien-être. Il adopte une perspective familiale, reconnaissant l'influence des facteurs communautaires et individuels sur la nutrition et le bien-être. Les ménages adoptent certaines stratégies de survie basées sur les moyens d'existence en

fonction de leur accès aux actifs, aux institutions et aux services et de leurs capacités économiques. Ceux-ci influencent leur capacité à répondre à leurs besoins essentiels et donc leur bien-être. Pour comprendre comment les ménages répondent à leurs besoins essentiels, quels sont les besoins qui ne sont pas satisfaits et pourquoi, l'évaluation des besoins essentiels utilise des indices qui mesurent différents aspects du cadre théorique (à revoir). Ce dernier se base sur le cadre conceptuel de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du PAM et est donc basé sur les idées qui sous-tendent le cadre des moyens d'existence durables.



Graphique 2. Le cadre conceptuel des besoins essentiels du VAM

Encadré 1 SYNERGIES ENTRE L'ÉVALUATION DES BESOINS ESSENTIELS ET D'AUTRES GUIDES D'ÉVALUATION DU PAM

L'approche et les indices décrits dans cette note d'orientation sont entièrement compatibles avec d'autres types d'évaluation du PAM et peuvent être intégrés à ces évaluations de manière à les compléter. Cependant, les évaluations des besoins essentiels sont plus fiables lorsqu'elles font partie d'analyses de besoins essentiels plus larges qui comprennent une analyse de l'offre et un MEB.

Les évaluations du PAM qui sont compatibles avec les évaluations des besoins essentiels incluent les éléments suivants :

1. Une analyse complète de la Sécurité alimentaire et de la Vulnérabilité (CESVA) et des évaluations de la Sécurité alimentaire d'urgence (EFSA2) : une approche des besoins essentiels donne une image plus globale des facteurs sous-jacents qui peuvent conduire à l'insécurité alimentaire.
2. Les évaluations en 72 heures, qui visent à fournir une gamme d'informations pour une réponse immédiate dans les 72 heures suivant une catastrophe. Dans de telles situations, les populations affectées sont susceptibles d'avoir de multiples besoins essentiels. Il est important que les évaluations de 72 heures fassent le point sur cet éventail plus large de besoins afin d'éclairer la conception de l'intervention.
3. L'Approche conjointe des Évaluations de la Nutrition et de la Sécurité alimentaire (JANESA) mise en place par le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) : une approche des besoins essentiels peut fournir un large éventail d'informations qui aident les analystes à déconstruire la complexité des éléments déterminants directs et indirects de malnutrition, y compris les liens avec l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité économique.

La décision d'intégrer ou non une approche des besoins essentiels dans ces évaluations dépendra du contexte, des besoins en informations et du temps disponible. L'intégration pourrait signifier l'ajout d'un ou plusieurs indices de besoins essentiels à l'évaluation. Cependant, une approche plus complète comprenant la collecte de données qualitatives est généralement recommandée, en particulier la première fois qu'une perspective des besoins essentiels est utilisée dans une zone donnée.



Encadré 2

LES ANALYSES DE BESOINS ESSENTIELS EN MILIEU URBAIN

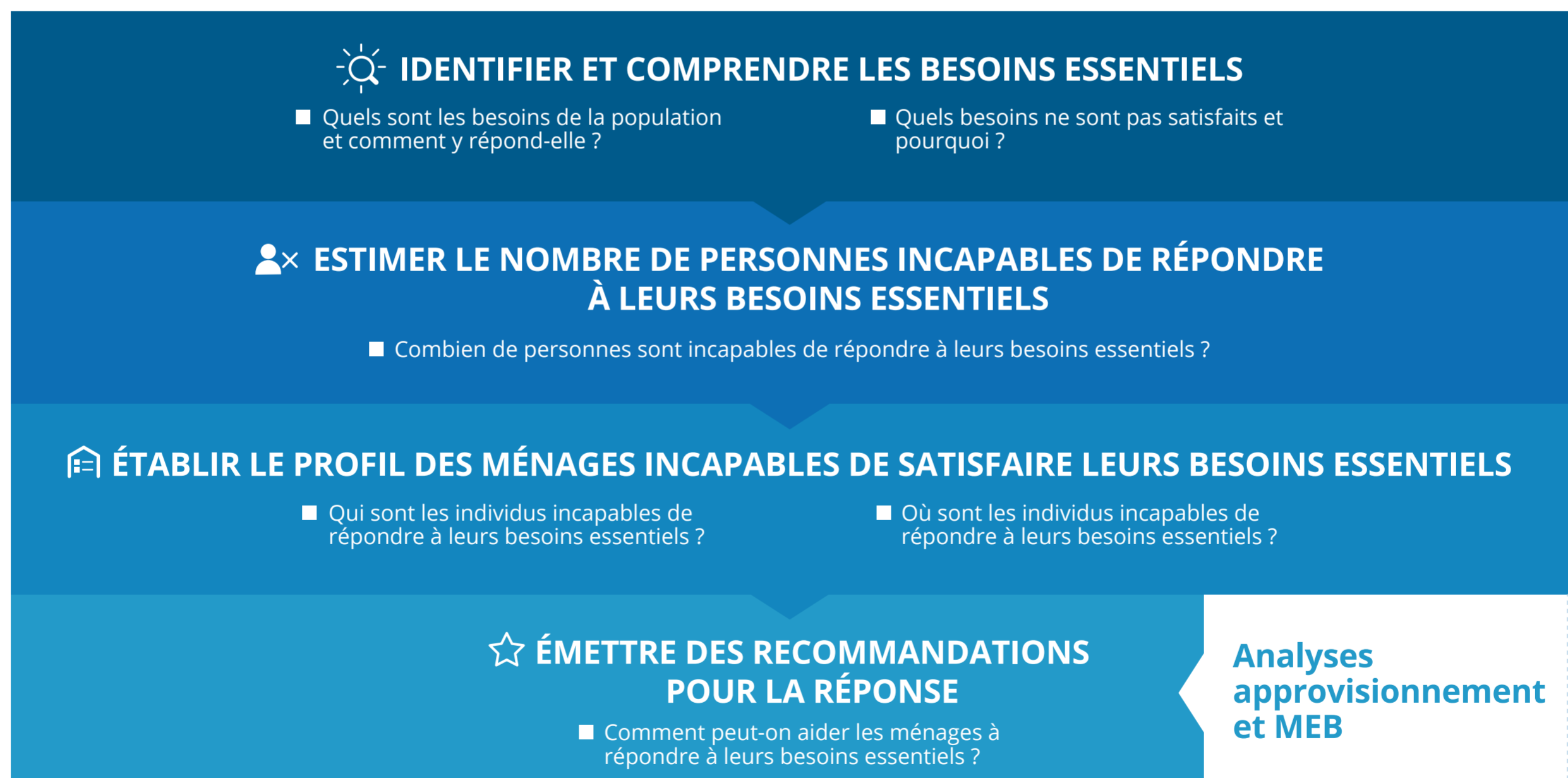
Mener des évaluations en milieu urbain présente des défis spécifiques : la diversité, la fluidité et la complexité des sources de revenus rendent plus difficile la définition des ménages urbains en groupes homogènes. En effet, de nombreux citoyens pauvres vivent dans des quartiers informels et ont tendance à être plus mobiles que les ménages ruraux, et les ménages urbains adoptent d'autres comportements de consommation. Le loyer, par exemple, peut représenter une part importante des dépenses d'un ménage urbain par rapport à un ménage rural. Adopter une approche analytique des besoins essentiels reconnaît que les ménages urbains vulnérables peuvent être confrontés à de multiples privations interdépendantes et doivent donner la priorité à des besoins concurrents tels que les dépenses de logement, d'alimentation, de santé et d'éducation. Les ménages urbains peuvent ne pas avoir accès aux services de base, aux réseaux sociaux tels que la famille élargie et aux filets de sécurité et ont peu de capacité à faire face aux chocs. Une évaluation des besoins essentiels nous aide ainsi à mieux comprendre les causes profondes de la vulnérabilité multidimensionnelle dans le contexte urbain et nous permet de mieux répondre aux besoins urbains.

Voir l'encadré 15 pour des exemples d'analyses de besoins essentiels en milieu urbain. Une note d'orientation du PAM sur les évaluations en milieu urbain devrait être publiée dans le courant de l'année 2021.

2 Les questions d'analyse qui guident une évaluation des besoins essentiels

Les évaluations des besoins essentiels abordent plusieurs questions d'analyse clés afin d'éclairer la conception de programmes qui répondent aux besoins essentiels d'une population. Les évaluations

cartographient d'abord les besoins essentiels de la population d'intérêt, puis utilisent cette compréhension pour établir le profil des personnes qui ne sont pas en mesure de répondre à ces besoins et d'estimer le nombre de personnes dans cette situation. Ces résultats sont ensuite utilisés pour formuler des recommandations pour élaborer une réponse. Vous trouverez ci-dessous les six questions d'analyse directrices auxquelles toute évaluation des besoins essentiels devrait chercher à répondre.



Graphique 3. Les questions d'analyse qui guident l'évaluation

IDENTIFIER ET COMPRENDRE LES BESOINS ESSENTIELS

Quels sont les besoins de la population et comment y répond-elle ?

L'évaluation commence par identifier les besoins essentiels de la population d'intérêt. La liste n'est pas fixe : ce qui compte comme essentiel dépend souvent du contexte et de ce que les gens considèrent comme les aspects les plus importants nécessaires pour leur bien-être. Les cadres humanitaires internationaux offrent un point de départ solide, protégeant les droits des ménages touchés par la crise l'alimentation, à l'eau, à l'assainissement, à l'habillement, au logement et à des soins de santé vitaux. Cependant, la définition des besoins essentiels doit être adaptée au contexte de chaque opération. Une évaluation des besoins essentiels doit commencer à partir d'une large liste de besoins et, par un examen des documents ou une collecte de données qualitatives et, si possible en collaboration avec des partenaires, identifier les besoins les plus pertinents pour la population d'intérêt, en identifiant celui où la population est la plus susceptible de connaître la privation. Ce processus de sélection permet de concentrer les efforts d'analyse dans les étapes d'évaluation ultérieures.

L'évaluation doit également tenir compte de la manière dont les ménages accèdent généralement à ces besoins et comment ils y répondent. Certains besoins sont-ils satisfaits par les services publics (par exemple, la gratuité des soins de santé ou de la scolarité), ou les besoins sont-ils satisfaits par le marché ou par la production propre ?³ Les ménages font-ils des achats au comptant, contractent-ils des dettes pour subvenir à leurs besoins ou reçoivent-ils gratuitement certains biens ou services ? En outre, la durabilité de la capacité à répondre aux besoins doit être étudiée. Les ménages sont-ils capables de répondre à leurs besoins sans recourir à des stratégies de survie non durables ? Y répondent-ils en fonction de leurs propres capacités ou dépendent-ils du soutien des autres, y compris de l'aide humanitaire ?

Quels besoins essentiels ne sont pas satisfaits, et pourquoi ?

L'évaluation des besoins essentiels doit montrer dans quelle mesure la population d'intérêt est capable de répondre à chacun des besoins essentiels identifiés. Cela s'applique à tous les types de besoins, qu'ils soient satisfaits par le marché, la production propre ou l'approvisionnement public.

Après avoir établi les besoins qui ne sont pas satisfaits, l'évaluation doit ensuite analyser pourquoi les ménages sont incapables de répondre à ces besoins. Les analystes devraient enquêter sur les raisons critiques et structurelles de l'incapacité à répondre à ces besoins. Celles-ci peuvent impliquer des problèmes d'accès (économiques, physiques ou sociaux), ou des problèmes liés à la disponibilité, la qualité ou la connaissance et l'utilisation de certains services ou biens. Comprendre pourquoi les ménages sont incapables de répondre aux besoins essentiels est crucial pour concevoir une réponse appropriée aux causes profondes de la privation.

Les problèmes d'accès qui empêchent les ménages de répondre à leurs besoins essentiels et les principales causes de ces obstacles sont très pertinents pour définir la portée de l'analyse de l'approvisionnement. L'évaluation des besoins essentiels identifie les secteurs sur lesquels l'analyse de l'approvisionnement doit se concentrer lors de l'enquête sur l'approvisionnement en biens et services et comment cet approvisionnement améliore ou limite la capacité des ménages à répondre à leurs besoins essentiels.

ESTIMER LE NOMBRE DE PERSONNES INCAPABLES DE SATISFAIRE LEURS BESOINS ESSENTIELS

Combien de personnes sont incapables de satisfaire leurs besoins essentiels ?

Guidée par ces questions, l'évaluation des besoins essentiels utilise des données pour identifier les ménages vulnérables et estimer le nombre de personnes incapables de satisfaire leurs besoins essentiels dans la population d'intérêt.

Afin d'estimer le nombre de personnes confrontées à la privation liée à leurs besoins essentiels, les analystes définissent les « groupes de vulnérabilité » des besoins essentiels à l'aide d'une analyse détaillée d'une combinaison d'indicateurs de besoins essentiels. Les groupes sont utilisés pour classer les ménages en « gravement vulnérables », « modérément vulnérables » ou « non vulnérables », puis le nombre de personnes dans chaque groupe est calculé.

³ Pour donner une image globale de la situation, ces informations éclairent l'analyse de l'offre, qui à son tour complète l'évaluation des besoins essentiels avec des informations sur les marchés et sur les services publics et leurs coûts.

🏠 ÉTABLIR LE PROFIL DES MÉNAGES INCAPABLES DE SATISFAIRE LEURS BESOINS ESSENTIELS

Qui sont les ménages incapables de satisfaire leurs besoins essentiels ?

L'évaluation des besoins essentiels décrit les caractéristiques des ménages incapables de satisfaire leurs besoins essentiels.

Les acteurs humanitaires et de développement et les autorités locales sont souvent confrontés au défi de concevoir des critères qui ciblent avec précision les personnes qui en ont le plus besoin. L'évaluation des besoins essentiels identifie des types de profils de vulnérabilité qui sont en corrélation avec une incapacité à répondre à divers besoins essentiels. Ces profils peuvent être d'une grande valeur lors de la définition des critères de ciblage.

Où sont les ménages incapables de satisfaire leurs besoins essentiels ?

Une évaluation des besoins essentiels est généralement réalisée pour fournir des informations sur une large population d'intérêt, dans le but d'identifier les zones où les ménages sont incapables de répondre aux besoins essentiels.

Contrairement aux évaluations des besoins sectoriels, les évaluations des besoins essentiels n'indiquent pas seulement qu'une zone est plus vulnérable qu'une autre, elles révèlent également dans quelle mesure les ménages de divers endroits ont la capacité de répondre à une variété de besoins essentiels. Par exemple, ils peuvent fournir des informations et des recommandations sur la façon dont les programmes peuvent mieux répondre aux besoins spécifiques (par exemple, la nourriture, les normes d'hébergement, l'accès à l'eau potable ou l'accès aux soins de santé) pour les ménages urbains et ruraux dans une province donnée. Dans le même temps, une classification globale de la vulnérabilité peut être utilisée pour soutenir la prise de décision pour le ciblage géographique des besoins essentiels. Ces profils sont très utiles lorsqu'il s'agit de déterminer les critères de ciblage.

☆ ÉMETTRE DES RECOMMANDATIONS POUR LA RÉPONSE

Comment peut-on aider les ménages à satisfaire leurs besoins essentiels ?

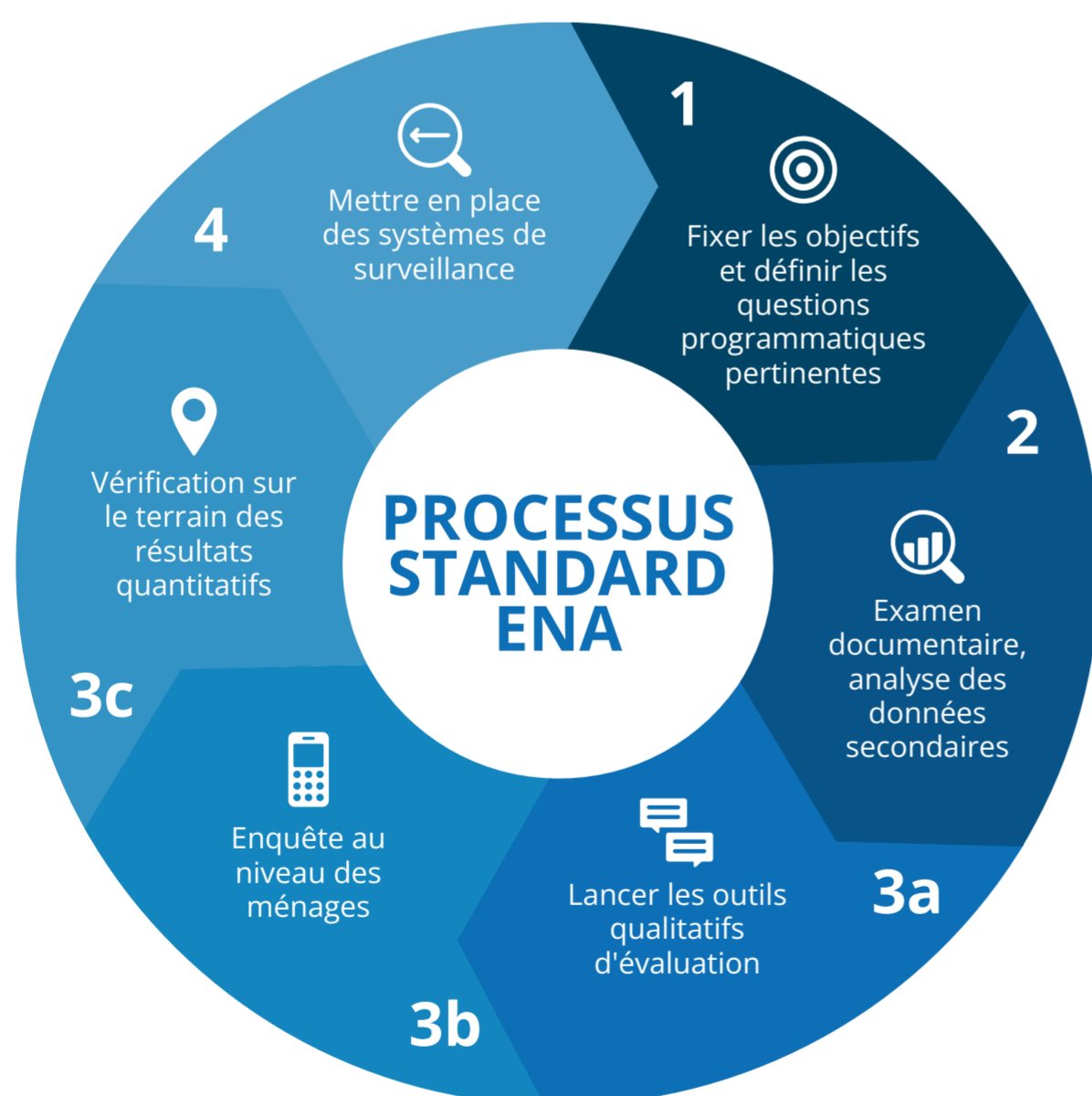
L'évaluation peut fournir des informations cruciales sur la manière d'aider les ménages ou individus à satisfaire leurs besoins, surtout en combinaison avec un MEB et une analyse de l'approvisionnement. Par exemple, les résultats peuvent servir à informer le ciblage et la priorisation des

bénéficiaires, le choix des modalités de transfert, la définition des valeurs de transfert et d'autres caractéristiques de conception du programme. L'évaluation des besoins essentiels est adaptée à un suivi des besoins opportun et à l'évaluation de l'efficacité des programmes. Les recommandations peuvent être appliquées en un large éventail de réponses et particulièrement utiles dans les interventions multipartenaires.

3 Le processus d'évaluation des besoins essentiels

Les étapes d'une évaluation des besoins essentiels sont similaires à celles d'une évaluation standard de la sécurité alimentaire des ménages. Cependant, chaque étape doit refléter la perspective plus large des besoins essentiels et idéalement fournir des informations pour aider à concentrer les étapes suivantes sur les besoins et les questions les plus pertinents. Le processus est conçu pour rendre la collecte de données détaillées sur les ménages aussi complète et brève que possible. Le graphique 4 illustre le processus idéal d'évaluation des besoins essentiels. Ceci peut être ajusté si une approche d'évaluation rapide plus légère est requise, qui fournira des résultats plus rapides mais plus limités (section 9).

En tant que mesure de préparation, les données secondaires qui pourraient être utiles pour les évaluations des besoins essentiels devraient être recueillies et stockées de manière systématique et régulièrement mises à jour. Ces informations structurées peuvent être analysées pour éclairer la conception des évaluations des besoins essentiels et peuvent fournir des preuves utiles pour la prise de décision en cas de crise soudaine.



Graphique 4. Le processus standard d'évaluation des besoins essentiels

1. **Établir les objectifs**, identifier les lacunes en matière d'information et sélectionner les questions auxquelles il faut répondre pour éclairer la prise de décision. Les partenaires clés doivent être identifiés et impliqués dans ce processus.
2. **Réaliser un examen des documents** (portant sur tous les besoins essentiels potentiellement pertinents) et analyser les données secondaires afin d'identifier les lacunes en matière d'information et d'orienter la collecte des données primaires. Identifier les informations disponibles avec l'aide des partenaires. Cette étape est vitale dans des contextes où une évaluation des besoins essentiels n'a jamais été réalisée auparavant. Cependant, elle est fortement recommandée pour tous les cas.
3. **La collecte de données qualitatives (étape 3a)**, y compris les discussions de groupe et les entretiens avec des informateurs clés, est essentielle pour comprendre ce que les populations locales considèrent comme les besoins essentiels les plus critiques, comment une population répond à ces besoins, les lacunes et les raisons de toute privation. Ces informations devraient idéalement être collectées avant de commencer **l'enquête quantitative auprès des ménages (étape 3b)** afin que les informations puissent être utilisées pour adapter le questionnaire. Des enquêtes quantitatives auprès des ménages sont nécessaires pour obtenir une définition plus granulaire des besoins, estimer le nombre de personnes incapables de subvenir à leurs besoins essentiels, quantifier les écarts pour chaque besoin essentiel et établir le profil des plus vulnérables. Une fois que les données sur les ménages ont été analysées, les résultats doivent être **contextualisés** par d'autres discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés (**étape 3c**).
4. **Un plan doit être élaboré pour le suivi** des tendances de la capacité de la population générale à répondre à ses besoins essentiels, ainsi que des résultats parmi les bénéficiaires sur la base des objectifs du programme. Les objectifs et outils de suivi doivent être définis en collaboration avec les parties prenantes de manière à saisir l'effet des programmes et permettre aux analystes de comprendre les facteurs exogènes qui peuvent affecter la capacité des ménages à répondre aux besoins essentiels et aux changements dans le profil des personnes vulnérables.

4 Collecter des informations sur les besoins essentiels : l'approche des méthodes mixtes

Afin de répondre aux questions d'analyse d'une évaluation des besoins essentiels de manière fiable sans créer une enquête trop longue et complexe, une approche de méthodes mixtes à plusieurs étapes est recommandée, comme illustrée dans le graphique 4.

L'utilisation de méthodes qualitatives (groupes de discussion, entretiens avec des informateurs clés et observation) est fortement recommandée car elle garantit que l'évaluation est axée sur les populations et spécifique au contexte et que les besoins identifiés correspondent aux priorités réelles.

Les données qualitatives peuvent être utiles à différentes étapes de l'évaluation. Tout d'abord, elles peuvent servir, avant la réalisation de l'enquête quantitative auprès des ménages, à obtenir une bonne compréhension du contexte, des besoins essentiels et des lacunes, et des raisons pour lesquelles certains ménages sont incapables de répondre à leurs besoins. Les résultats qualitatifs peuvent aider les analystes à interpréter les comportements ou les modèles dans les données quantitatives (par exemple, des entretiens qualitatifs pourraient aider à expliquer quels éléments essentiels manquent aux ménages ou quels changements saisonniers peuvent être attendus). Les données peuvent également éclairer l'élaboration du questionnaire et l'adapter au contexte, en guidant le choix des raisons répertoriées pour ne pas accéder aux soins, par exemple. Les méthodes qualitatives peuvent donner un aperçu des besoins de certains groupes de population, tels que les travailleurs informels, ou peuvent fournir des informations sur l'ensemble de la communauté.

Ces indices reposent sur les outils standards de collecte de données du PAM utilisés pour l'évaluation et le suivi de la sécurité alimentaire et visent à permettre une compréhension plus globale des besoins et des vulnérabilités des ménages.

L'utilisation de méthodes qualitatives (groupes de discussion, entretiens avec des informateurs clés et observation) est fortement recommandée car elle garantit que l'évaluation est axée sur les populations et spécifique au contexte et que les besoins identifiés correspondent aux priorités réelles.

Des données qualitatives peuvent également être collectées après l'analyse des données quantitatives de l'enquête auprès des ménages. Les questions sans réponse, comme les raisons de certains modèles de dépenses ou de comportements de survie négatifs, peuvent souvent trouver une réponse rapidement grâce à une collecte de données qualitatives bien adaptées.

Les instruments qualitatifs doivent être bien adaptés au contexte et aux besoins d'information. [La note d'orientation sur la manière de mener des entretiens](#) pour comprendre les besoins essentiels, qui peut être utilisée pour éclairer la conception de la collecte de données qualitatives, sont disponibles sur le [Centre de ressources du VAM](#). Des informations plus détaillées sur la méthode de collecte de données à utiliser dans quel but ainsi que des conseils sur l'échantillonnage, la collecte de données et l'analyse peuvent être trouvées dans les [Directives CFSVA](#).

Les outils qualitatifs peuvent également fournir des informations indicatives mais précieuses sur les secteurs d'intérêt pour l'analyse de l'offre multisectorielle. Les discussions de groupe peuvent donner un aperçu des principales sources de biens (par exemple, eau potable, nourriture) et de services (par exemple, éducation, soins de santé), ce qui peut concentrer l'analyse de l'offre sur les secteurs pour lesquels la demande existe et les raisons pour lesquelles les besoins restent non satisfaits. Ces premières informations peuvent déjà signaler les outils de réponse les plus appropriés, qui dépendent des contraintes sur la capacité des personnes à répondre à leurs besoins essentiels, qu'ils soient infrastructurels ou dictés par la demande.

Les méthodes quantitatives telles que la collecte de données au niveau des ménages permettent aux analystes de calculer des indices de sécurité alimentaire standard et spécifiques aux besoins essentiels, et de tirer des conclusions concernant la population. Les questionnaires doivent être aussi simples et courts que possible, en trouvant un équilibre entre ce qui est techniquement et financièrement faisable et l'acquisition d'informations suffisamment larges et approfondies. Les outils qualitatifs peuvent aider à affiner les modules et les questions à inclure dans une évaluation des besoins essentiels, de sorte qu'ils ne portent que sur les détails des besoins les plus pertinents dans un contexte donné.

Les enquêtes quantitatives doivent toujours être basées sur un plan d'échantillonnage représentatif⁴ afin de permettre aux analystes d'inférer les résultats des ménages échantillonnés au hasard pour l'ensemble de la population d'intérêt (par exemple un groupe de bénéficiaires, une population vivant dans certaines zones géographiques ou des groupes sociodémographiques spécifiques au sein d'une population de l'intérêt).

Un aperçu détaillé des indices des besoins essentiels et la manière de les collecter et de les calculer est présenté dans la section suivante de cette note d'orientation.

Encadré 3



UTILISER DES DONNÉES À DISTANCE POUR LES ÉVALUATIONS DES BESOINS ESSENTIELS

La collecte de données à distance par le biais d'enquêtes téléphoniques ou en ligne présente de grands avantages : elle est rapide et souvent moins onéreuse que la collecte de données en face à face, et elle permet de collecter des données dans des zones à accès limité.

Cependant, les analystes doivent d'abord étudier si la collecte de données à distance est le bon choix dans un contexte donné : la collecte de données à distance peut entraîner des biais importants, en particulier lorsque la possession de téléphone ou la couverture Internet est faible. Les questionnaires pour les enquêtes à distance doivent être beaucoup plus courts que ceux utilisés dans les enquêtes en face-à-face, et les questions doivent être extrêmement simples. Ainsi, les comparaisons directes avec les résultats des enquêtes en face-à-face peuvent être biaisées.

Pour les évaluations des besoins essentiels, cela peut présenter des difficultés. Les enquêtes à distance ne pourront pas prendre en compte la variété d'indices nécessaires pour bien comprendre une situation complexe. Pour les enquêtes à distance, les analystes doivent prioriser quelques indices, en les ajustant pour s'adapter au format plus court du questionnaire. Les données sur les dépenses collectées par le biais d'enquêtes à distance seront très limitées par rapport aux données en face à face – et les comparaisons directes seront biaisées et ne sont pas recommandées. Le raccourcissement nécessaire du module entraînerait la perte de détails importants, par exemple sur les différents types de dépenses – espèces, crédit, assistance et production propre. La longueur d'un questionnaire sur les dépenses influence également le niveau des dépenses déclarées : plus les détails sont demandés, plus les répondants se souviennent. Comparer les données de dépenses d'un module d'enquête à distance à un MEB sur la base de données détaillées en face-à-face surestimera donc le nombre de personnes en dessous du MEB et introduira potentiellement un biais en faveur de certains groupes tels que les petits agriculteurs.

Néanmoins, sous certaines restrictions d'accès, les enquêtes à distance peuvent être le seul moyen de collecter des informations sur les besoins essentiels et elles peuvent toujours fournir des données pertinentes. Il est important de vérifier la véracité de ces résultats en les comparant à des ressources de données secondaires, qui fournissent également un contexte supplémentaire lorsque les données quantitatives sont limitées.

⁴ Voir PAM, 2004.

5 Indices utilisés pour l'évaluation des besoins essentiels

5.1 Les indicateurs et modules standards

Cette section décrit un ensemble de cinq indicateurs recommandés pour les évaluations des besoins essentiels.

Ces indices reposent sur les outils standards de collecte de données du PAM utilisés pour l'évaluation et le suivi de la sécurité alimentaire, et visent à fournir une compréhension plus globale des besoins et des vulnérabilités des ménages. Ils ne remplacent pas la collecte régulière de données sur les résultats de la sécurité alimentaire, mais représentent plutôt un ensemble complémentaire d'indices pouvant être appliqués conjointement avec les indices généralement collectés dans les évaluations du PAM, tels que ceux liés à la démographie des ménages, aux informations socioéconomiques et à la sécurité alimentaire. Les modules standards suivants doivent être inclus dans toute évaluation des besoins essentiels dans laquelle la collecte de données primaires sur les ménages est réalisée :

- i. Démographie des ménages et modules socio-économiques (y compris éducation et santé)
- ii. Principaux modules de sources de revenus/moyens d'existence
- iii. Modules de sécurité alimentaire pour des indicateurs tels que
 - Le Score de Consommation Alimentaire (SCA) ;
 - Le Score de Consommation Alimentaire – nutrition (SCA-N⁵) ;
 - Le Score de Diversité Alimentaire des Ménages (SDAM⁶) ;
 - L'indice de stratégie de survie simplifié (rCSI).
- iv. Modules sur les conditions de vie (qui pourraient inclure des modules sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA), sur les abris/logements, les combustibles de cuisson, l'éclairage et les actifs)

Ces indicateurs sont fondés sur les outils standards de collecte de données du PAM pour l'évaluation et le suivi de la sécurité alimentaire et visent à fournir une compréhension plus globale des besoins et des vulnérabilités des ménages.

5.2 Les indicateurs de besoins essentiels

Les cinq indicateurs de besoins essentiels proposés se basent sur la collecte de données primaires au niveau des ménages

(voir l'étape 3b de la roue d'évaluation du Graphique 4). Si certains de ces indicateurs ne nécessitent que de petites modifications des pratiques actuelles de collecte de données sur la sécurité alimentaire, d'autres nécessitent des modules supplémentaires. Ces cinq indicateurs sont :

- **La capacité économique à répondre aux besoins essentiels (ECMEN) ;**
- **L'indice de stratégies de survie basées sur les moyens d'existence pour les besoins essentiels (LCS-EN) ;**
- **Les indices d'endettement ;**
- **L'indice de privation multidimensionnelle (MDDI) ;**
- **Les besoins perçus (basés sur l'échelle des besoins perçus dans les situations d'urgence humanitaire (HESPER)).**

L'indice **ECMEN** montre le pourcentage de ménages qui sont en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels grâce à leur propre capacité économique. Il convient de noter que l'indice n'examine que les besoins qui sont partiellement ou totalement couverts par le marché. L'ECMEN peut également fournir des informations sur l'écart entre le coût de satisfaction des besoins par le marché et la capacité économique d'un ménage. Le **MDDI** aide à détecter la privation sectorielle et fournit une mesure multidimensionnelle de la privation liée aux besoins essentiels. Le **LCS-EN** et les **indices d'endettement** montrent si les ménages doivent recourir à des stratégies de survie négatives pour répondre à leurs besoins essentiels. L'indicateur des besoins perçus est utilisé pour comprendre comment la population d'intérêt perçoit ses besoins et quels besoins elle considère comme non satisfaits.

L'ECMEN et le LCS-EN font partie du cadre de résultats institutionnels du PAM et sont obligatoires pour l'évaluation et le suivi de toute intervention multisectorielle du PAM, y compris les programmes monétaires polyvalents.

Leur utilisation est fortement recommandée dans toute intervention qui adopte une approche des besoins essentiels. Les trois indices supplémentaires peuvent être utilisés à la convenance des bureaux de pays selon leur pertinence et leur adéquation au contexte local. Le tableau 1 indique quels indices de besoins essentiels sont recommandés dans quels contextes et résume les forces et les limites de chacun.

⁵ Voir PAM, 2015b.

⁶ Voir Swindale and Bilinsky, 2006.

Tableau 1. Résumé des utilisations recommandées d'indices, leurs atouts et leurs limites

Indicateur	Utilisation ENA*	Pertinence	Atouts	Limites
ECMEN	✓	<ul style="list-style-type: none"> ■ Obligatoire pour le suivi des interventions multisectorielles, y compris les programmes monétaires polyvalents ■ Fortement recommandé pour une évaluation approfondie des besoins essentiels ■ Nécessaire pour calculer le nombre de personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Indicateur de base pour évaluer le pourcentage de ménages dont les dépenses totales dépassent le seuil du MEB ■ Les données sous-jacentes peuvent être utilisées pour l'analyse du gap ■ Devrait être utilisé en combinaison avec LCS-EN et l'indice d'endettement pour déterminer si les ménages épuisent leurs capacités à long terme afin de répondre à leurs besoins essentiels 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Ne prend en compte que les besoins satisfaits par le marché. Ne prend pas en compte l'accès des ménages aux services de base ■ Ne reflète pas les problèmes de qualité des biens ou des services qui peuvent affecter la capacité de répondre aux besoins essentiels ■ Indicateur purement monétaire
LCSI-EN	✓	<ul style="list-style-type: none"> ■ Indicateur obligatoire pour toute l'aide alimentaire ciblée au niveau des ménages, pour toutes les modalités de transfert, y compris les espèces (version LCS-FS) ■ Nécessaire pour calculer le nombre de personnes incapables de subvenir à leurs besoins essentiels 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Indicateur de base pour comprendre si les ménages épuisent leurs capacités à long terme afin de répondre à leurs besoins essentiels immédiats 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Informations limitées sur la satisfaction ou non des besoins spécifiques ■ Deux formes différentes : pour les besoins essentiels et pour besoins alimentaires.
MDDI	✓	<ul style="list-style-type: none"> ■ À utiliser si une évaluation doit fournir des informations détaillées spécifiques au secteur ■ À utiliser si les ménages n'ont pas accès aux services de base 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Fournit une vue composite de la privation des besoins et révèle des informations détaillées sur les résultats et les lacunes spécifiques au secteur ■ Capture les composantes de la pauvreté qui vont au-delà d'une perspective économique 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Peut nécessiter un ajustement au contexte local ■ Le seuil peut ne pas convenir à tous les contextes ; les ajustements peuvent sembler trop arbitraires
Indices d'endettement	✓	<ul style="list-style-type: none"> ■ À utiliser si la dette est un mécanisme de survie largement utilisé ■ À utiliser si la dette n'est pas un sujet de conversation sensible à la culture 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Peut fournir une compréhension approfondie de si et comment la dette est utilisée comme moyen de couvrir les besoins 	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'interprétation de la dette doit être faite avec prudence, car elle peut être contractée par ex. fins productives ■ Les ménages les plus pauvres pourraient même ne pas avoir accès au crédit
Besoins perçus (HESPER)	✓	<ul style="list-style-type: none"> ■ À utiliser si le contexte est volatile et que la priorisation des besoins peut changer avec le temps ■ Utilisation en cas d'urgence 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Recueille le point de vue de la population ciblée et lui donne une voix ■ Complète les indicateurs objectifs avec la composante subjective du bien-être ■ Met en évidence les besoins non satisfaits 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les perceptions sont subjectives et ne peuvent être utilisées isolément ; une triangulation avec des indicateurs objectifs est requise ■ Donne uniquement des informations sur les besoins non satisfaits

* ✓ obligatoire (dans les contextes d'intervention du PAM) pour les évaluations des besoins essentiels

✓ facultatif/recommandé pour les évaluations des besoins essentiels approfondies

5.2.1 La capacité économique à répondre aux besoins essentiels (ECMEN)

Définition

L'ECMEN est défini comme le pourcentage de ménages dont la capacité économique est suffisante pour répondre à leurs besoins essentiels, tel que mesuré par le panier de dépenses minimum (MEB). Un MEB est défini comme ce dont un ménage a besoin pour répondre à ses besoins essentiels, sur une base régulière ou saisonnière, et son coût. Le MEB couvre les besoins que les ménages satisfaits totalement ou partiellement à travers le marché. Il sert de seuil monétaire qui peut être utilisé pour évaluer la capacité économique d'un ménage à répondre à ses besoins. Pour calculer l'ECMEN, les dépenses de consommation des ménages sont utilisées comme approximation de la capacité économique des ménages. La capacité économique est un concept qui fait référence à la capacité du ménage à consommer des biens et des services en utilisant ses propres ressources (c.-à-d. en l'absence d'assistance).

Des ressources utiles pour le calcul de l'indicateur, y compris les modules standard et les fichiers de syntaxe, se trouvent sur [la page ECMEN](#) du Centre de ressources du VAM.

Justification et utilisation de l'indicateur

Le MEB et l'ECMEN sont des éléments analytiques clés pour tous les types d'évaluation des besoins essentiels car ils fournissent des informations cruciales sur la demande réelle des ménages et les habitudes de consommation.

L'ECMEN aide à identifier les ménages d'une population d'intérêt qui sont incapables de répondre à leurs besoins essentiels, sur la base d'une analyse approfondie de leurs dépenses de consommation. Les dépenses peuvent également être utilisées pour identifier l'écart entre la capacité économique des ménages et le montant nécessaire pour répondre à leurs besoins essentiels (voir l'Encadré 8).⁷ L'étude de la capacité économique peut aider à comprendre ce qui empêche les ménages de répondre à leurs besoins essentiels – ceux qui peuvent être satisfaits par le marché – et ainsi formuler les recommandations les plus appropriées.

L'ECMEN doit toujours être analysé en combinaison avec les indices LCS-EN et/ou d'endettement. Une telle triangulation fournit des informations sur la durabilité des moyens d'existence en indiquant si les ménages épuisent leurs ressources afin de répondre à leurs besoins essentiels. Elle permet également de montrer si certains besoins sont satisfaits au détriment d'autres. La combinaison de l'ECMEN avec des indices de consommation alimentaire tels que le SCA et le rCSI peut révéler si les ménages compromettent leur consommation alimentaire en raison d'autres besoins urgents.

L'ECMEN est très pertinent pour les décisions et le suivi programmatiques. En combinaison avec d'autres indices, il peut être utilisé pour le ciblage, l'analyse des gaps et le calcul des valeurs de transfert. Il peut être utilisé pour suivre les résultats des besoins essentiels et, avec de légères modifications, pour mieux comprendre si l'assistance permet aux ménages de répondre à leurs besoins (voir l'Encadré 7). Vous trouverez plus d'informations sur ces cas d'utilisation sur le [site Web des analyses de besoins essentiels](#).

Encadré 4



UTILISER LE MEB DE SURVIE COMME SEUIL SUPPLÉMENTAIRE

Souvent, un MEB de survie (SMEB) est utilisé comme seuil à la place ou en plus du MEB. Si le MEB est défini comme ce dont un ménage a besoin pour répondre à ses besoins essentiels sur une base régulière ou saisonnière et son coût moyen, le SMEB est, quant à lui, le montant minimum absolu requis pour maintenir l'existence et couvrir les besoins vitaux, ce qui pourrait impliquer la privation de certains droits de l'Homme.

Premièrement, avec le MEB, le SMEB peut être utilisé pour classer les ménages en différentes catégories de capacité économique pour répondre à leurs besoins : les ménages dont les dépenses de consommation se situent en-dessous du SMEB ont une capacité économique très insuffisante, ceux situés entre le SMEB et le MEB ont une capacité économique insuffisante et ceux au-dessus du MEB ont une capacité économique suffisante. Ces informations peuvent ensuite servir à l'établissement du profil des ménages incapables de répondre à leurs besoins essentiels, à la priorisation des bénéficiaires ou à des fins de suivi.

Veuillez consulter [la note d'orientation sur le MEB](#) pour en savoir plus sur le SMEB, y compris l'utilisation du MEB alimentaire ou d'autres valeurs basées sur des indices indirects si aucun SMEB n'est disponible.

⁷ Voir la note d'orientation du PAM sur les valeurs de transfert

Calcul

Le calcul de l'indicateur ECMEN se fait en quatre étapes :

1. Identifier le MEB pertinent ;
2. Agréger les dépenses de consommation pour établir la capacité économique des ménages ;
3. Comparer la capacité économique de chaque ménage au MEB⁸ pour déterminer si un ménage est au-dessus de ce seuil, c'est-à-dire s'il peut répondre à ses besoins essentiels ;
4. Déterminer l'indicateur ECMEN en calculant le pourcentage de ménages dont la capacité économique est supérieure au seuil MEB.

Le MEB est un prérequis pour le calcul de l'ECMEN. Il peut être calculé dans le cadre des analyses de besoins essentiels (voir la [note d'orientation sur le MEB](#)) ou, alternativement, les analystes peuvent utiliser un MEB ou un seuil de pauvreté existant qui a été identifié comme approprié pour la population d'intérêt.

L'indicateur ECMEN et le MEB sont construits sur la théorie des mesures de la pauvreté monétaire. Pour mesurer la pauvreté, la première étape consiste à définir une mesure du bien-être. Dans les pays en développement, la consommation est généralement considérée comme une meilleure mesure du bien-être que le revenu, et à leur tour, les dépenses de consommation telles qu'elles sont reflétées dans les données sur les ménages fournissent généralement la mesure la plus fiable de la consommation.⁹ Par conséquent, les données des enquêtes auprès des ménages sur les dépenses constituent la base de la mesure du bien-être et sont utilisées pour définir le seuil du MEB et calculer l'ECMEN. L'agrégation des dépenses de consommation diffère légèrement entre le MEB et l'ECMEN.

L'« agrégat de consommation » utilisé pour le MEB reflète les besoins des ménages tels qu'ils se manifestent dans ce qu'ils consomment réellement, que cela ait été acheté par des ressources propres ou non. Pour l'ECMEN, la capacité économique est calculée à partir des dépenses de consommation, hors la valeur de la consommation de l'aide et des dons en nature. En outre, la valeur de l'aide en espèces reçue du PAM et des organisations humanitaires partenaires est déduite de l'agrégat de la capacité économique des ménages. Un aperçu détaillé des types de dépenses à inclure dans le MEB et l'ECMEN se trouve à l'annexe 1.

Comment les dépenses sont-elles agrégées pour l'ECMEN ?

La partie la plus délicate du calcul de l'ECMEN consiste à agréger les dépenses de consommation afin d'établir ce qui constitue la capacité économique d'un ménage.¹⁰ L'agrégation comprend les dépenses pour tous les articles alimentaires et non alimentaires récurrents et réguliers effectués en espèces et à crédit, ainsi que la valeur estimée de la consommation de la propre production. La valeur de la consommation provenant de l'aide et des dons en nature sont exclus car ils ne représentent pas un ménage réalisant des dépenses de sa propre capacité. La plupart des informations incluses dans le calcul de la capacité économique proviennent d'un module de dépenses. Cependant, certains éléments peuvent être trouvés dans d'autres modules, par exemple l'aide en espèces reçue. Vous trouverez plus de détails sur les dépenses de consommation qu'il convient d'inclure et pour quelles raisons à l'annexe 2.¹¹

Les dépenses peuvent être rapportées en fonction de différentes périodes de rappel. Les dépenses alimentaires sont généralement déclarées pour les sept jours. Certaines dépenses non alimentaires telles que le loyer et la santé peuvent être déclarées pour les six derniers mois. Avant de totaliser les dépenses, il faut que l'ensemble de ces dernières soient converties sur la même période d'un mois afin qu'elles correspondent au MEB (qui est presque toujours un seuil mensuel).

Il est important de tenir compte de la taille du ménage.

Certaines dépenses n'augmentent pas proportionnellement à la taille du ménage en raison des économies d'échelle. Par exemple, les dépenses de loyer sont souvent plus faibles par habitant pour les ménages plus nombreux, car les coûts sont partagés. Pour tenir compte des économies d'échelle, différents seuils de MEB peuvent être définis pour différentes tailles de ménages. Le calcul de l'ECMEN doit les prendre en compte, car la valeur par habitant des dépenses de consommation des ménages et du MEB est requise. Si le MEB est proportionnel à la taille du ménage, le MEB par habitant est le même quelle que soit la taille du ménage. Si le MEB n'est pas proportionnel à la taille du ménage, le MEB par habitant variera selon la taille du ménage.

Les données d'enquête sur les dépenses des ménages constituent la base de la mesure du bien-être et sont utilisées pour déterminer le seuil du MEB et calculer l'ECMEN.

⁸ Dans certains cas, différents MEB peuvent être disponibles pour des zones différentes ou des ménages de tailles différentes.

⁹ Deaton and Zaidi, 2002 et Haughton and Khandker, 2009.

¹⁰ Ceci est différent de l'agrégat de consommation utilisé pour calculer le MEB, qui doit refléter le total de ce qui a été consommé (pour les articles de besoins essentiels identifiés) par le ménage. Cela comprend les achats en espèces, les achats à crédit et toutes les consommations non achetées (par exemple, l'assistance et les dons en nature et la propre production). En revanche, l'« agrégat de la capacité économique des ménages » ne reflète que la part de la consommation des ménages réalisée grâce à la capacité économique du ménage, raison pour laquelle la consommation provenant de l'aide en espèces devrait être exclue et la valeur de l'aide en nature reçue devrait être déduite. Pour plus de détails, consultez les orientations ECMEN disponibles sur la [page ECMEN](#) du Centre de ressources.

¹¹ Vous trouverez dans la [Note d'orientation sur le MEB](#) davantage d'informations sur la manière de travailler avec les données sur les ménages.



Encadré 5

CONSIDÉRATIONS À PRENDRE EN COMPTE POUR LE MODULE DES DÉPENSES

Le module des dépenses ajoute une longueur considérable à une enquête auprès des ménages et doit être bien équilibré en termes de granularité et de parcimonie. Si possible, le MEB et l'ECMEN doivent être calculés à partir du même module de dépenses, car le niveau de détail demandé sur les articles peut également influencer le montant que les ménages déclarent. Il est important de conserver les mêmes modules au fil du temps pour assurer la comparabilité des données.

Le questionnaire sur les besoins essentiels doit inclure les trois modules standards de dépenses, qui peuvent être trouvés dans la page ECMEN du [Centre de ressources du VAM](#). Le module des dépenses standard est composé de trois sous-modules.

- i. Sous-module Aliments (rappel de sept jours)
- ii. Sous-module non alimentaire (rappel de 30 jours)
- iii. Sous-module non alimentaire (rappel de six mois)

Chacun des trois modules doit inclure des colonnes pour les articles **achetés (en espèces et à crédit)** et ceux reçus grâce à une **aide en nature**. Le module alimentaire doit également inclure des colonnes supplémentaires pour saisir la valeur des aliments consommés de la **production propre**. Le module de rappel de six mois doit saisir les ressources financières accumulées sous forme d'épargne et les fonds utilisés pour rembourser les dettes. L'aide en espèces reçue n'est pas comprise dans le module des dépenses mais doit être collectée séparément.



Encadré 6

LES ÉTAPES POUR AGRÉGER LES DÉPENSES DE CONSOMMATION DES MÉNAGES POUR ECMEN, SUR LA BASE DU MODULE DE DÉPENSES DU PAM



Remarque : pour plus de détails, consultez la note d'orientation ECMEN disponibles sur la [page ECMEN du Centre de ressources du VAM](#).



Limites

L'ECMEN mesure uniquement la capacité économique des ménages à répondre aux besoins essentiels. En d'autres termes, il ne fournit pas d'informations sur l'adéquation des structures ou des installations de prestation de services, le rôle joué par les services gratuits ou les obstacles à l'accès autres que les ressources financières. L'ECMEN devrait être complété par les indices de LCS-EN et d'endettement, qui mettent en lumière les comportements de survie non durables auxquels les ménages

pourraient avoir recours pour répondre à leurs besoins essentiels. La combinaison de l'ECMEN avec les informations du MDDI donne un aperçu de l'accès aux services non fournis par le marché et de savoir si l'accès économique est un facteur principal de privation sectorielle.

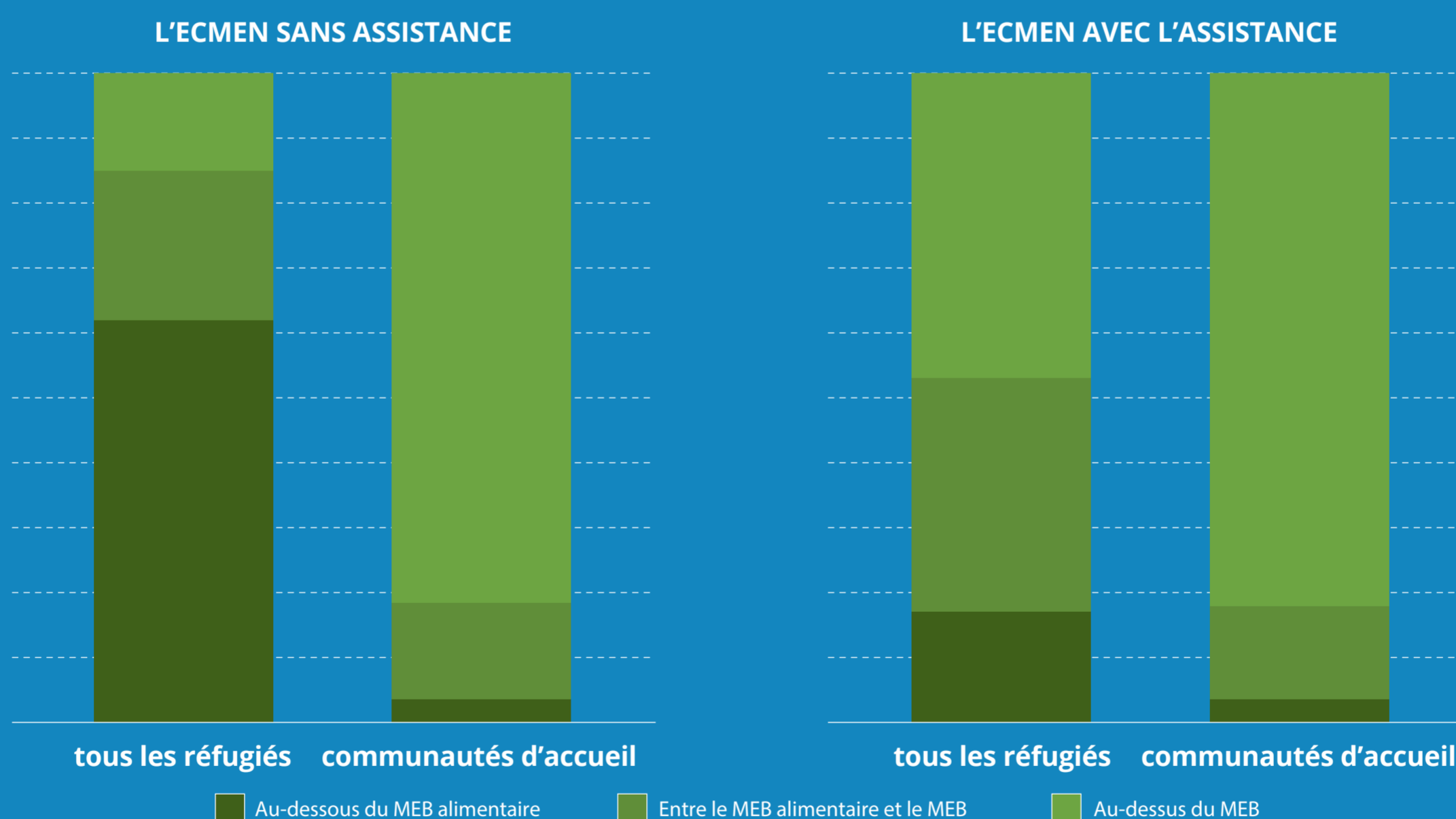
L'ECMEN dépend d'un MEB élaboré de manière fiable. Pour consulter des conseils sur l'élaboration d'un MEB, veuillez vous référer à la [Note d'orientation sur le MEB](#).



Encadré 7

ANALYSE APPROFONDIE : UTILISER L'ECMEN POUR LE SUIVI DES RESULTATS DE L'ASSISTANCE

Dans certains cas, comme pour le suivi du programme, il est important de comprendre si les ménages sont en mesure de répondre à leurs besoins essentiels avec l'assistance fournie. Pour répondre à cette question, l'ECMEN peut être **et une version différente de l'ECMEN (y compris l'assistance) peut être utilisée**. Pour calculer l'ECMEN, y compris l'assistance, la valeur de l'aide en nature consommée devrait être incluse dans l'agrégat de la capacité économique des ménages et la valeur de l'aide en espèces reçue ne devrait pas être déduite. Comparer l'indice ECMEN excluant l'assistance et l'indice ECMEN incluant l'assistance, peut donner un aperçu de l'efficacité d'un programme en indiquant si l'assistance fournie est efficace et si elle est suffisante. Le graphique ci-dessous montre un exemple de Cox's Bazar, au Bangladesh, où les réfugiés dépendent fortement de l'assistance.



Afin d'éviter toute mauvaise interprétation, veuillez à préciser clairement si l'ECMEN inclut l'assistance et/ou le crédit ou non. De plus amples détails sur les différences entre ECMEN excluant l'assistance et ECMEN incluant l'assistance sont disponibles dans les orientations ECMEN disponibles sur la page [ECMEN](#) du Centre de ressources du VAM.

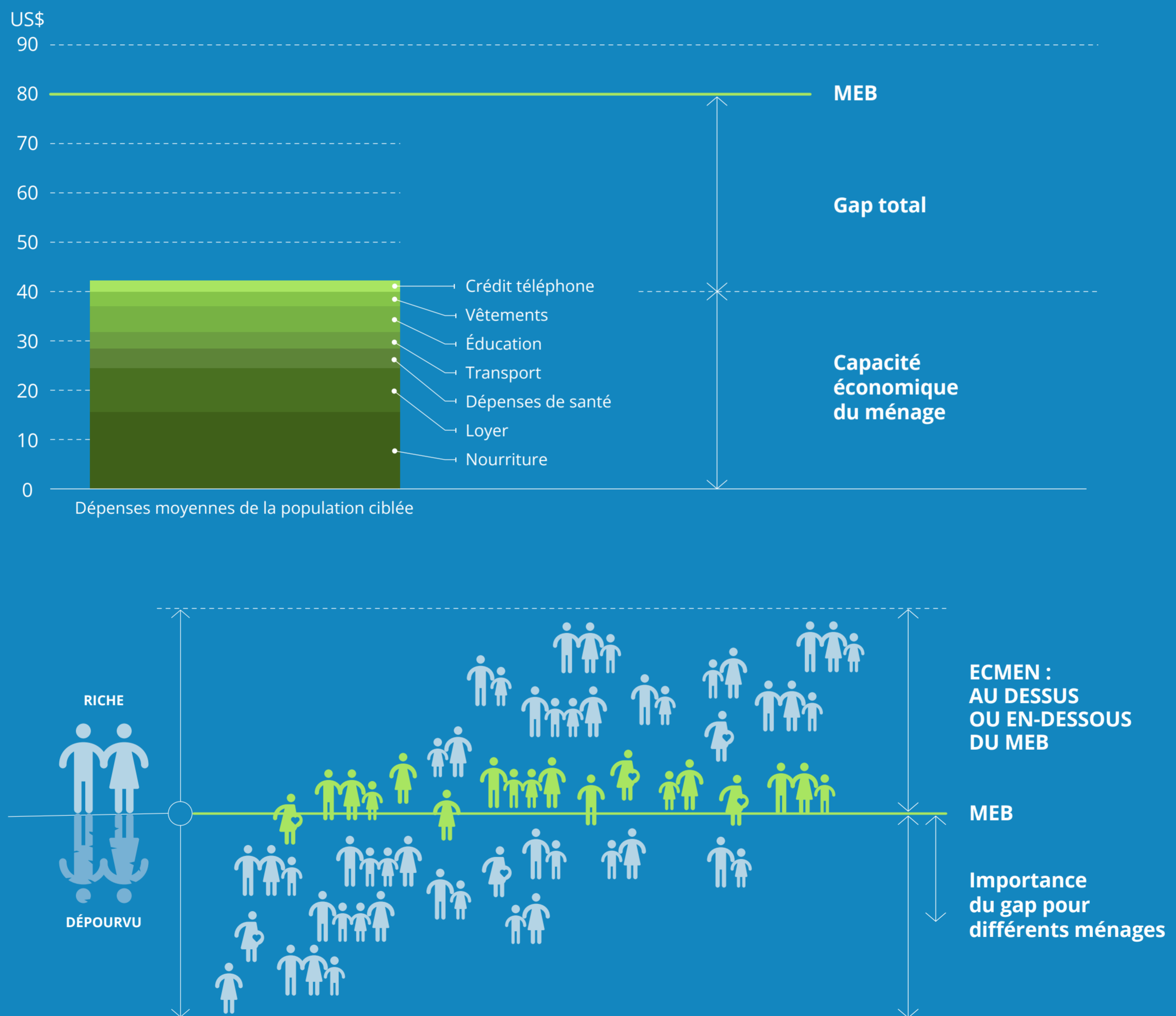


Encadré 8

ANALYSE APPROFONDIE : EXPLORER LE GAP ÉCONOMIQUE

L'ECMEN et ses données de dépenses sous-jacentes peuvent être utilisées pour d'autres types d'analyses très pertinentes pour les analyses de besoins essentiels. Plus important encore, les dépenses peuvent être utilisées pour identifier dans quelle mesure un ménage est en mesure de répondre à ses besoins essentiels en analysant **le gap moyen entre la capacité économique des ménages et le MEB**. Alors que l'ECMEN est basé sur un simple effectif (un ménage est soit au-dessus ou en dessous du MEB), l'analyse de l'écart de dépenses pour ceux en dessous du MEB révèle **la profondeur de la pauvreté** (dans quelle mesure les ménages sont en dessous du seuil du MEB). Notez qu'une fois que l'ECMEN est calculé, l'analyse du gap est simple car toutes les données nécessaires ont déjà été préparées.

L'analyse du gap peut également être utilisée pour éclairer le calcul de la valeur de transfert optimale, définie comme l'écart réel entre le MEB (mensuel, par habitant) et la capacité économique du ménage et en déduisant la valeur de tous les biens et services supplémentaires fournis par d'autres acteurs. Les notes d'orientation sur l'opérationnalisation sur le [site Web des besoins essentiels](#) fournissent plus de détails sur la manière de mener une analyse des gaps et de la traduire en une valeur de transfert.



5.2.2 L'indice de stratégie de survie pour les besoins essentiels (LCS-EN)

Définition

Le LCS pour les besoins essentiels (LCS-EN) identifie les stratégies de survie adoptées par les ménages afin de répondre à leurs besoins essentiels et classe les ménages selon les stratégies de survie adoptées les plus sévères. De telles stratégies ont un impact sur les moyens d'existence et sur la dignité des individus au sein du ménage. En conséquence, le recours à ces mécanismes affecte négativement la capacité à moyen et long terme d'un ménage à générer un revenu et à maintenir ses moyens d'existence.

Aux fins des évaluations des besoins essentiels, le LCS¹² a été légèrement adapté à partir du LCS standard pour la sécurité alimentaire (LCS-FS) afin qu'il prenne en compte les stratégies adoptées non seulement pour couvrir les besoins alimentaires, mais pour tous les besoins essentiels. Alors que la question fondamentale du LCS-FS porte sur les stratégies de survie adoptées pour répondre aux besoins alimentaires, le LCS-EN reformule la question pour englober tous les besoins essentiels :¹³

Au cours des 30 derniers jours, est-ce qu'une personne de votre ménage a dû opter pour l'une des actions suivantes parce qu'il n'y avait pas assez de ressources (nourriture, argent liquide, autre) pour répondre aux besoins essentiels (par exemple un logement adéquat, des services d'éducation, des services de santé, etc.)? [LISTE DES COMPORTEMENTS DE SURVIE]

Le LCS pour les besoins essentiels est donc conçu pour évaluer dans quelle mesure les ménages adoptent divers comportements de survie négatifs afin de répondre à leurs besoins essentiels. Il examine également l'impact de ces stratégies de survie basées sur les moyens d'existence des ménages : comme certains comportements peuvent affecter la capacité de production à long terme, les ménages qui s'engagent dans ces stratégies peuvent être moins capables de faire face aux difficultés à venir.

Les ménages sont classés selon la nature de leurs stratégies de survie, qui sont regroupées en **trois catégories en fonction de la gravité de leurs conséquences.**

- Les stratégies de stress, telles que les dépenses d'épargne, réduisent la capacité du ménage à faire face aux chocs futurs ;
- Les stratégies de crise, comme la vente d'un actif productif, réduisent directement la productivité future (y compris le capital humain) ; et
- Les stratégies d'urgence, telles que la vente de ses terres, affectent également la productivité future mais sont plus difficiles à inverser ou sont de nature plus dramatique.

Étant donné que les besoins essentiels d'un ménage peuvent être larges, le module LCS-EN comprend la question de suivi ci-dessous pour comprendre les principales raisons d'appliquer les stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance. Il est différent du LCS standard pour la sécurité alimentaire (LCS-FS) qui se concentre sur les stratégies d'adaptation négatives adoptées pour répondre aux besoins alimentaires.

Pour quelle(s) raison(s) principale(s) vous ou d'autres membres de votre ménage avez-vous adopté ces stratégies de survie ? (c'est-à-dire, quels besoins essentiels cherchez-vous à satisfaire ?)

Justification et utilisation de l'indicateur

Comprendre la manière dont les individus s'adaptent en temps de crise est un élément central de la compréhension des besoins essentiels. Un examen des comportements de survie montre comment les ménages donnent la priorité lorsque les ressources sont insuffisantes, révélant les compromis à court terme que les ménages sont obligés de faire.

Le LCS-EN est une caractérisation de la durabilité des capacités d'une population à répondre à ses besoins essentiels. Une proportion élevée de ménages s'engageant dans des stratégies de survie de crise ou d'urgence montre que les ménages épuisent leurs actifs ou nuisent à leur productivité future afin de répondre à leurs besoins essentiels immédiats. En conséquence, leur capacité à répondre à ces besoins est susceptible de diminuer à mesure que les conséquences à long terme de leurs comportements de survie prennent effet.

Le LCS-EN est un indice polyvalent car il peut être adapté aux contextes locaux et fournir une gamme d'informations. Il peut être utilisé comme un indicateur indépendant de la capacité à long terme à répondre aux besoins ou, en combinaison avec d'autres indicateurs de besoins essentiels, il peut donner un aperçu des facteurs sous-jacents limitant la capacité des ménages à répondre aux besoins essentiels.

Si la question fondamentale du LCS standard alimentaire porte sur les stratégies de survie adoptées pour répondre aux besoins alimentaires, le LCS pour les besoins essentiels reformule la question pour englober l'ensemble des besoins essentiels.

¹² Pour plus de détails sur le LCS, consultez la [Note d'orientation technique CARI du PAM](#).

¹³ Veuillez vous référer au [Centre de ressources du VAM](#) pour plus de détails sur le [module du LCS](#).

Calcul

Avant l'évaluation, une **liste de stratégies de survie** qui pourraient être pertinentes pour le contexte doit être dressée¹⁴ (voir l'Encadré 9).

Les ménages sont **classés en fonction de la gravité la plus élevée** attribuée au type de stratégies dans lesquelles ils se sont engagés (c.-à-d. stress, crise ou urgence) au cours des 30 jours précédant l'enquête. Le pourcentage de ménages dans chacune des catégories suivantes doit être signalé :¹⁵

- Aucun recours à des stratégies de survie pour des besoins essentiels ;
- Recours à des stratégies de survie basées sur les moyens d'existence de stress pour des besoins essentiels ;
- Recours à des stratégies de survie basées sur les moyens d'existence de crise pour des besoins essentiels ;
- Recours à des stratégies de survie basées sur les moyens d'existence d'urgence pour des besoins essentiels.

La question supplémentaire du module LCS-EN examine quel(s) besoin(s) a déclenché l'adoption des stratégies de survie choisies. Il comprend des options d'intervention multiple qui couvrent divers besoins essentiels, allant des besoins alimentaires au loyer, en passant par la santé, l'éducation et d'autres besoins. À partir de cette question, l'indicateur LCS-FS peut être calculé en considérant les ménages (cas) qui ont déclaré « acheter de

la nourriture » comme l'une des raisons de l'adoption de ces stratégies d'adaptation. Cette question est cruciale pour garantir que le LCS-EN pour les besoins essentiels puisse être utilisé à des fins d'analyse de la sécurité alimentaire, y compris la classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire (IPC) et le Cadre Harmonisé (CH) (voir l'Encadré 10).

Limites

Bien que le LCS-EN puisse être utilisé comme indicateur de la capacité des ménages à répondre aux besoins essentiels, il ne peut pas détecter dans quelle mesure les ménages sont capables de répondre à leurs besoins. L'indice est mieux adapté pour clarifier les conclusions d'autres indicateurs de résultats concernant la durabilité de la capacité des ménages à répondre aux besoins essentiels. Lorsqu'il est analysé conjointement avec l'ECMEN ou le MDDI, le LCS-EN peut fournir des informations pertinentes sur les raisons pour lesquelles certains besoins sont satisfaits ou non.

Les analystes doivent faire une distinction entre le LCS-EN et le -FS. Mélanger les deux indices lors de la comparaison de différentes populations ou pour l'analyse des tendances peut entraîner des biais et des interprétations erronées. À des fins de comparabilité, le LCS-EN doit être ajusté pour saisir les stratégies de survie utilisées pour accéder à la nourriture, comme décrit ci-dessus.



Encadré 9

CRÉER UNE LISTE DES LCS-EN

Les stratégies de survie pour le module LCS-EN doivent être adaptées au contexte et leur niveau de sévérité (stress, crise ou urgence) doit être convenu, car certaines actions peuvent être considérées comme beaucoup plus graves dans certains pays que dans d'autres. Par exemple, le mariage des enfants peut être assez courant dans certains contextes, mais ne peut être fait qu'en dernier recours dans d'autres.

Le projet de liste de stratégies doit être exploré par le biais de groupes de discussion, car il peut inclure d'autres comportements spécifiques au secteur (par exemple, dépendre de l'eau insalubre d'une source proche au lieu d'acheter de l'eau propre). Un exemple de liste est disponible à l'annexe 3.



Encadré 10

UTILISER LE MODULE DU LCS-EN (DANS LE CADRE D'UNE ENA) POUR LES ANALYSES IPC

Le tableau de référence IPC comprend le LCS-FS. Afin d'utiliser LCS-EN pour l'analyse IPC, il est important de vérifier si un ménage donné a adopté des stratégies de survie pour acheter de la nourriture ; ce point est abordé par la question supplémentaire qui porte sur le(s) besoin(s) essentiel(s) qui a (ont) déclenché l'adoption de ces stratégies. Les stratégies de survie adoptées pour répondre à d'autres besoins que la nourriture ne sont pas prises en compte pour l'analyse et la classification de la gravité de l'IPC.

La nourriture étant l'un des besoins primordial, il est probable que la grande majorité des ménages confrontés à des difficultés adoptent des mécanismes de survie négatifs pour accéder à la nourriture. Ce processus de sélection, cependant, est nécessaire pour s'assurer que les données peuvent être utilisées à des fins IPC sans créer de biais.

¹⁴ Veuillez vous référer à la liste de référence de la [Note d'orientation technique CARI du PAM pour des contextes différents](#).

¹⁵ Veuillez vous référer à la [Note d'orientation technique CARI du PAM](#) pour une description étape par étape du calcul et des noms standards des variables.

5.2.3 Les indicateurs d'endettement



Définition

S'endetter est une stratégie de survie que les ménages peuvent adopter lorsqu'ils ne sont pas en mesure de répondre à leurs besoins essentiels. La dette est définie comme la somme d'argent actuellement due par le ménage à des prêteurs formels ou informels, y compris des proches. Dans certains contextes, la dette en nature est également d'une grande importance et doit recevoir une valeur monétaire et inclure.¹⁶

La dette des ménages peut être analysée de diverses manières, en fonction du contexte et des objectifs d'analyse. Par conséquent, cette note directrice ne propose pas un indicateur unique, mais un ensemble d'indicateurs qui peuvent être ajustés en fonction du contexte. Ces derniers incluent la raison de contracter une dette, la source, le délai de remboursement estimé et une différenciation entre les dettes nouvellement contractées et les dettes plus anciennes.



Justification et utilisation de l'indicateur

Une évaluation de l'endettement permet de savoir si les ménages ont actuellement besoin ou non de moyens financiers supplémentaires pour répondre à leurs besoins essentiels. Ainsi, les montants empruntés peuvent aider les analystes à comprendre les lacunes auxquelles les ménages sont confrontés pour répondre à ces besoins. Les principales raisons

pour lesquelles ils s'endettent et la nature de leurs créanciers peuvent fournir des informations supplémentaires sur leur vulnérabilité immédiate et à long terme. L'analyse peut établir une base de référence par rapport à laquelle les changements futurs de l'endettement peuvent être comparés et interprétés.

Les dettes peuvent être un bon indice de vulnérabilité, d'autant plus que les ménages endettés auront moins de ressources sur le long terme du fait de devoir rembourser leurs dettes. Comprendre le montant qu'ils empruntent indique également le niveau de stress économique vécu par ces ménages (à la fois actuellement et à l'avenir en raison du remboursement).

Alors que le fait de contracter des dettes figure généralement sur la liste des stratégies de survie pour le LCS-EN, l'analyse de la dette dans un module séparé révélera plus de détails, en particulier le montant de la dette et les raisons de l'avoir contractée. Or, ces informations n'apparaîtront pas dans le LCS-EN.



Calcul

Le tableau suivant décrit les principaux indices recommandés pour l'analyse de l'endettement pour les besoins essentiels et leur ventilation. Une analyse plus détaillée peut être appliquée si nécessaire. Un module de questionnaire de base et les fichiers de syntaxe pour calculer ces indicateurs se trouvent dans la [page des indicateurs de la dette du centre de ressources VAM](#).

Tableau 2. Les indices d'endettement pour les évaluations des besoins essentiels

Indice	Ventilation
% des ménages endettés	Par raison : <ul style="list-style-type: none"> ■ Prêts pour la consommation courante ■ Prêts pour dépenses extraordinaires ■ Prêts pour la production Par source : <ul style="list-style-type: none"> ■ Prêts de prêteurs informels ■ Prêts de prêteurs formels
% des ménages avec des dettes récentes dans les 30 derniers jours	Par raison : <ul style="list-style-type: none"> ■ Prêts pour la consommation courante ■ Prêts pour dépenses extraordinaires ■ Prêts pour la production Par source : <ul style="list-style-type: none"> ■ Prêts de prêteurs informels ■ Prêts de prêteurs formels
Montant moyen (médian) de la dette totale Montant moyen (médian) de la dette contractée dans les 30 derniers jours Temps moyen (médian) estimé pour le remboursement	

¹⁶ Dans ces cas, dans la mesure du possible, une distinction doit être établie entre les dons en nature sans attente de remboursement et la dette réelle en nature lorsque le créancier s'attend à un remboursement en espèces ou en nature.

La ventilation des réponses par motif invoqué pour emprunter

permet de savoir si la dette a été contractée pour couvrir la consommation (alimentation, soins de santé, éducation, transport, habillement) ; pour la production (entreprise privée, intrants agricoles, coûts de migration) ; ou pour des dépenses extraordinaires (cérémonies). Lorsqu'elle est analysée avec d'autres indices de besoins essentiels tels que l'ECMEN, cette différenciation peut montrer si les ménages ont besoin de ressources financières supplémentaires afin de couvrir leurs besoins essentiels.

La **ventilation par source** donne une indication de l'accès au crédit. Les prêteurs informels peuvent appliquer des taux d'intérêt plus élevés mais peuvent offrir des crédits aux ménages qui n'ont pas accès aux prêts formels, par exemple parce qu'ils ne remplissent pas les conditions requises. La division des acteurs en sources formelles et informelles peut être spécifique au contexte.

Une **différenciation entre la nouvelle dette et l'ancienne dette** donne une image de l'évolution de la situation dans le temps et peut indiquer un élargissement des écarts ainsi qu'un éventuel épuisement de l'accès au crédit. Les nouvelles dettes sont définies comme ayant été contractées au cours des 30 derniers jours (période de référence standard) ; cependant, ce délai peut être ajusté si nécessaire dans le contexte.

Le **temps estimé de remboursement** (en mois) peut être utilisé comme indice de surendettement : plus l'endettement est important par rapport aux capacités financières des ménages, plus il faudra de temps pour le rembourser.

Le **montant de la dette totale et nouvelle**, en particulier lorsqu'il est observé dans le temps ou utilisé pour comparer différents groupes, peut également indiquer un surendettement et un creusement des écarts.

Le temps de remboursement estimé et le montant de la dette peuvent tous deux être présentés sous forme de chiffres moyens ou médians. Si tous les ménages ne sont pas endettés, il est recommandé d'inclure uniquement les ménages endettés (ou ceux ayant de nouvelles dettes) dans le calcul. Si la ventilation par raison et par source indique de grandes différences dans la population et fournit des informations importantes, il est préférable de ventiler également ces indices.

Limites

Comme le LCS-EN, les indices d'endettement sont principalement utilisés pour trianguler les résultats d'autres indices de résultats de besoins essentiels (c'est-à-dire l'ECMEN et le MDDI) afin de comprendre pourquoi certains besoins sont satisfaits ou non. Dans certains contextes, les répondants peuvent ne pas apprécier de divulguer des informations sur leur situation financière, ce qui pourrait créer des biais et générer des conclusions trompeuses. Il est extrêmement important d'être conscient du contexte avant d'utiliser les indices de la dette, et il est essentiel de contextualiser le questionnaire et l'analyse. La triangulation avec des outils qualitatifs peut également aider à mieux comprendre les résultats.

Comme le LCS, les indices de dette sont principalement utilisés pour trianguler les résultats d'autres indices de résultats de besoins essentiels (c'est-à-dire l'ECMEN et le MDDI) afin de comprendre pourquoi certains besoins sont satisfaits ou non.

5.2.4 L'indice de privation multidimensionnelle (MDDI)

Définition

L'indice de privation multidimensionnelle (MDDI) est une mesure de la pauvreté non monétaire calculée au niveau du ménage sur la base des privations dans les six dimensions des besoins essentiels du cadre des besoins essentiels : alimentation, santé, éducation, logement, EHA et sécurité.

Le MDDI fournit des informations sur les ménages qui souffrent de privation multidimensionnelle (incidence) ; l'intensité des différentes privations) subies par les ménages pauvres ; et les dimensions qui présentent le degré le plus de privation.

Justification et utilisation de l'indice

Le MDDI complète le prisme monétaire de l'indice ECMEN.

Les ménages vulnérables sont souvent confrontés à des privations qui sont influencées par des facteurs autres que le seul revenu, par exemple un manque d'accès aux services de base. Le MDDI définit les privations possibles dans six dimensions des besoins essentiels et identifie les ménages qui subissent une privation de besoins multiples, ce qui pourrait indiquer des vulnérabilités systémiques. Par exemple, si un ménage souffre d'une seule privation d'éducation, cela peut indiquer un problème sectoriel lié à l'offre d'éducation. Si, toutefois, le ménage souffre de multiples privations en matière

d'éducation, de santé, de logement et de sécurité, il pourrait y avoir des problèmes systémiques liés, par exemple, à la discrimination sexuelle ou ethnique, qui ne peuvent être résolus que par des approches sectorielles. La comparaison de la corrélation ou du chevauchement de l'ECMEN et du MDDI permet aux analystes de comprendre si la privation est principalement due au manque de revenus ou à d'autres problèmes d'accès - des informations essentielles à la conception de programmes efficaces.

Le MDDI est bien adapté au suivi des niveaux de privation dans le temps dans une zone donnée.

L'indice a été développé par le PAM, sur la base de la méthodologie Alkire-Foster, qui est également utilisée pour l'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle (IPM), du PNUD ainsi que pour de nombreux indices nationaux de pauvreté multidimensionnelle. L'indice tel que proposé dans ces directives a été ajusté pour répondre aux besoins d'information et à la disponibilité des données des contextes dans lesquels le PAM et ses partenaires opèrent. Le MDDI peut être remplacé par un IPM national si nécessaire dans l'analyse conjointe et si adapté aux objectifs des analyses de besoins essentiels.

Tableau 3. Indices, pondération et seuils pour l'indice de privation multidimensionnelle

Dimension	Indice	Pondération (Pond. dimension * pond. indice)	Privation
Alimentation	Score de Consommation Alimentaire (SCA)	1/6*1/2	Limite ou pauvre*
	Stratégie nourriture (rCSI)**	1/6*1/2	>=19
Éducation	Fréquentation école	1/6*1/1	Au moins 1 enfant d'âge scolaire ne fréquente pas***
Santé	Traitement médical	1/6*1/2	Au moins un membre du ménage n'a pas consulté de médecin malgré une maladie chronique ou aiguë ****
	Maladie	1/6*1/2	>1 membre du ménage ou >50% des membres malades
Abri	Combustible cuisson	1/6*1/3	Ménage utilise des combustibles solides
	Peuplement	1/6*1/3	>3 personnes/pièce
	Source d'énergie	1/6*1/3	Ménage n'a pas d'électricité dans son habitation
EHA	Type de toilettes	1/6*1/2	Le ménage utilise des toilettes non améliorés
	Source d'eau	1/6*1/2	Le ménage utilise une source d'eau non améliorée
Sécurité	Insécurité	1/6*1/2	Ressent de l'insécurité ou a souffert de violence
	Déplacement forcé	1/6*1/2	Déplacé de force dans les 12 derniers mois

Remarques :

* Les seuils peuvent varier selon les pays (voir directives SCA).

** Pour renforcer la perspective nutritionnelle, la dimension alimentaire doit être complétée par la Diversité alimentaire minimale des femmes (DAM-F), si disponible.

*** L'âge de la scolarité obligatoire peut varier d'un pays à l'autre.

**** Les indices de santé peuvent être biaisés de telle sorte que les ménages les plus aisés déclarent plus de privation. Si possible, collecter et tester des indices complémentaires.

Calcul

Le Tableau 3 présente les indices qui composent le MDDI ainsi que leur pondération dans l'indice et les valeurs seuils de privation pour chaque indice. Des [modules de collecte de données](#) ET les fichiers de syntaxe pour calculer le MDDI sont disponibles dans le [Centre de ressources du VAM](#).

Pour chaque indice, une **variable de privation** prend la valeur 0 si le ménage ne souffre pas de privation selon le seuil choisi et prend la valeur 1 si le ménage souffre de privations. Un **score global de privation** est calculé en pondérant et en additionnant ces variables. La **pondération** suit la méthode d'imbrication avec des taux de pondération égaux. Cela signifie que toutes les dimensions ont la même importance et ont le même taux de pondération (1/6 s'il y a six dimensions). De plus, les indices au sein de chaque dimension ont tous le même taux de pondération (par exemple 1/3 s'il y a trois indices au sein d'une dimension). Le score de privation peut être considéré comme un pourcentage :¹⁷ une valeur de 0,2 signifie que le ménage souffre de privation dans 20 % des indices pondérés.

Trois indices principaux peuvent être calculés à partir du score de privation multidimensionnelle. L'encadré 12 montre la manière dont ces types d'analyses peuvent être effectués dans la pratique.

D'abord, **l'incidence MDDI (H)** est calculée comme le pourcentage de ménages avec un score de privation multidimensionnel au-dessus d'un certain seuil, qui est fixé à 1/3 du score de privation ; cela correspond à 1/3 des indices pondérés. Un score de privation de 0 signifie donc que le ménage ne souffre de privation dans aucun indice, et une valeur supérieure à 1/3 signifie que le ménage souffre de privation multidimensionnelle. Une valeur de 1 montre que le ménage souffre de privation dans tous les indices. Le seuil choisi est basé sur les valeurs de l'IPM mondial du PNUD. Notez que, comme pour tout seuil de pauvreté, ce seuil est arbitraire et peut être ajusté si nécessaire pour s'adapter au contexte.¹⁸

Ensuite, **l'intensité MDDI moyenne (A)** montre dans combien d'indices pondérés (et donc dans quel pourcentage d'indices) les ménages pauvres souffrent de privation en moyenne. Il est calculé à partir du score de privation comme le pourcentage moyen de privation pondéré de ces ménages au-dessus du seuil. L'intensité moyenne est indiquée en pourcentage entre 1 et 100.

Enfin, le **MDDI combiné (M)** est calculé comme le produit de H et A.¹⁹ Cet indice a l'avantage de prendre en compte à la fois le nombre de ménages qui souffrent de privation multidimensionnelle et l'intensité de leur privation. Il reflète donc les changements dans ces deux aspects et est bien adapté pour documenter les changements au fil du temps. Cet indice est signalé entre 0 et 1, avec généralement trois chiffres.²⁰

Le MDDI peut également donner un aperçu des besoins non satisfaits qui contribuent le plus à la privation multidimensionnelle globale. Il peut être ventilé par dimension et par indice, afin d'identifier le pourcentage de ménages qui souffrent de privations selon un indice ou une dimension spécifique, et de comprendre dans quelle mesure chaque dimension ou indice contribue à la privation multidimensionnelle globale.

Selon le contexte, il peut être **utile d'ajuster ou de compléter ces indices ou leurs valeurs seuils** afin de refléter les vulnérabilités spécifiques à chaque contexte. Les dimensions MDDI doivent cependant rester constantes. L'annexe 4 fournit des conseils sur la façon dont les indices peuvent être ajustés.

Encadré 11



LES NIVEAUX DE SÉVÉRITÉ DE MDDI

Dans certains cas, il peut être utile de classer les ménages en **différents niveaux de gravité** de privation multidimensionnelle, similaire à l'approche du MEB et du SMEB.

Pour la privation multidimensionnelle modérée (comme discuté ci-dessus), un seuil de 33, pour la privation multidimensionnelle sévère, un seuil de 50 (50 pour cent de tous les indices pondérés) est recommandé.²¹

¹⁷ Pour obtenir une valeur en pourcentage, la somme des indices pondérés (une valeur comprise entre 0 et 1) doit être multipliée par 100.

¹⁸ Dans certains contextes, il peut être conseillé de fixer les seuils en fonction d'un nombre de cas souhaité de bénéficiaires ou de faire correspondre le pourcentage de ménages dont les dépenses sont inférieures au MEB. Les seuils choisis sont basés sur l'IPM mondial.

¹⁹ Techniquement, cela signifie que si les ménages non pauvres sont enregistrés comme valeurs manquantes dans A, ils sont enregistrés comme 0 dans M.

²⁰ L'indice combiné M est ce qui est généralement rapporté comme l'IPM ; il est particulièrement utile pour les comparaisons dans le temps ou dans l'espace. M peut être interprété comme la proportion de privations pondérées dont souffrent les pauvres dans une population sur l'ensemble des privations potentielles totales de cette population. A et H sont plus faciles à interpréter et donc avantageux pour la communication.

²¹ Ces valeurs sont basées sur l'IPM mondial.



Encadré 12

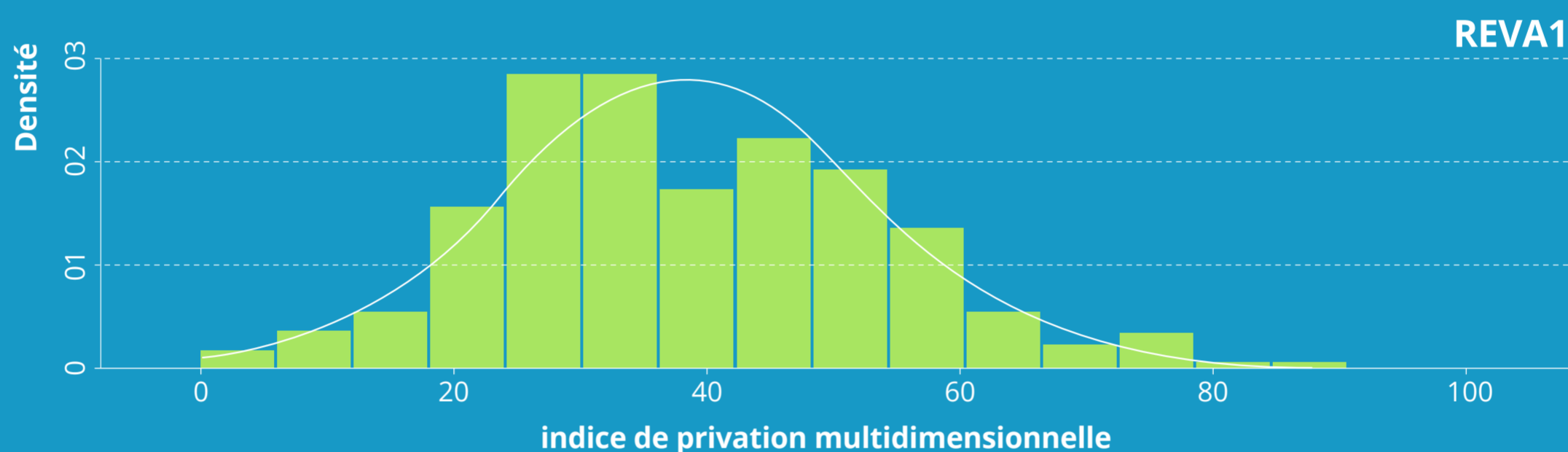
ANALYSE BASÉE SUR LE MDDI

L'analyse suivante a été effectuée afin de valider le MDDI, en utilisant les données de **Cox's Bazar au Bangladesh**.²² Elle fournit des exemples du type d'analyse qui peut être effectué et du type d'information qui peut être obtenu à l'aide du MDDI.

Le tableau a. donne un aperçu des principales statistiques du MDDI, en appliquant le seuil de 1/3 ; il montre que 74 pour cent des ménages souffrent de privations multidimensionnelles. Ces ménages pauvres souffrent de privation, en moyenne, dans 48% des indices pondérés. Le MDDI combiné est de 0,355 – comme indiqué ci-dessus, cet indice est principalement utilisé pour des comparaisons dans le temps, de sous-populations ou différents pays.

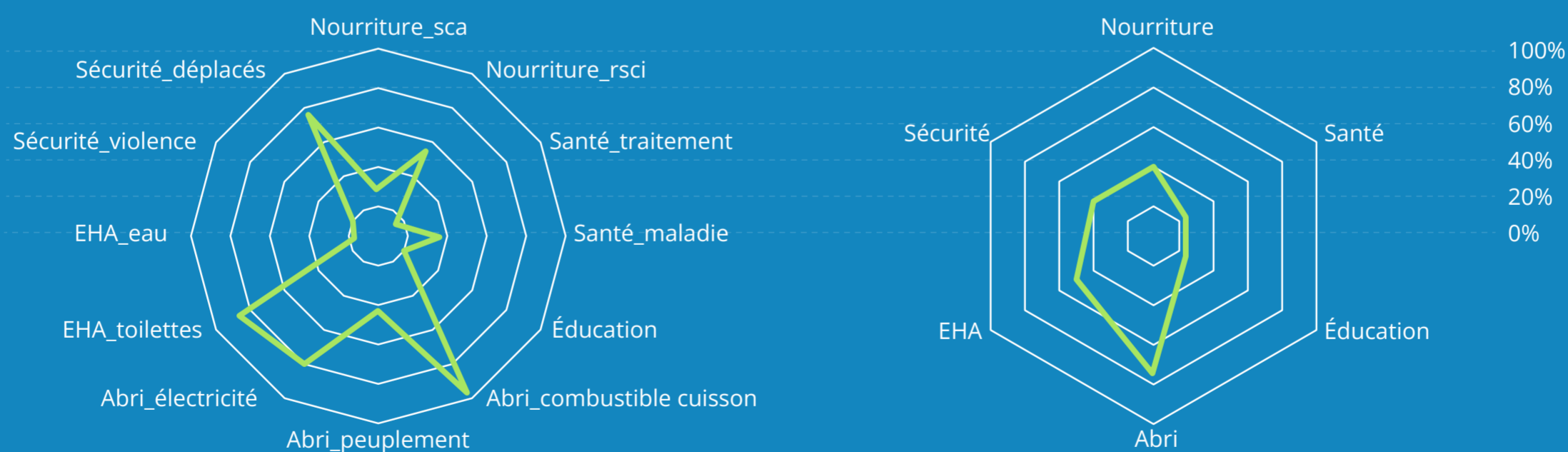
Tableau a. : statistiques du MDDI

MDDI	Incidence (H), %	74
	Intensité pour les personnes souffrant de privation multidimensionnelle (A), %	48
	MDDI combiné (M = H x A)	0.355



Graphique a. : distribution des ménages par intensité de privation (score de privation multidimensionnelle)

Le graphique a. montre le score de privation multidimensionnelle, le pourcentage de privations pondérées subies par les ménages dans la population. Ce graphique montre que la plupart des ménages souffrent de privation dans 30 à 40 % des indices pondérés, très peu de ménages ne souffrent d'aucune privation (0) et aucun ne souffre de privation dans tous les indices (100).



Pourcentage des ménages souffrant de privation par indice

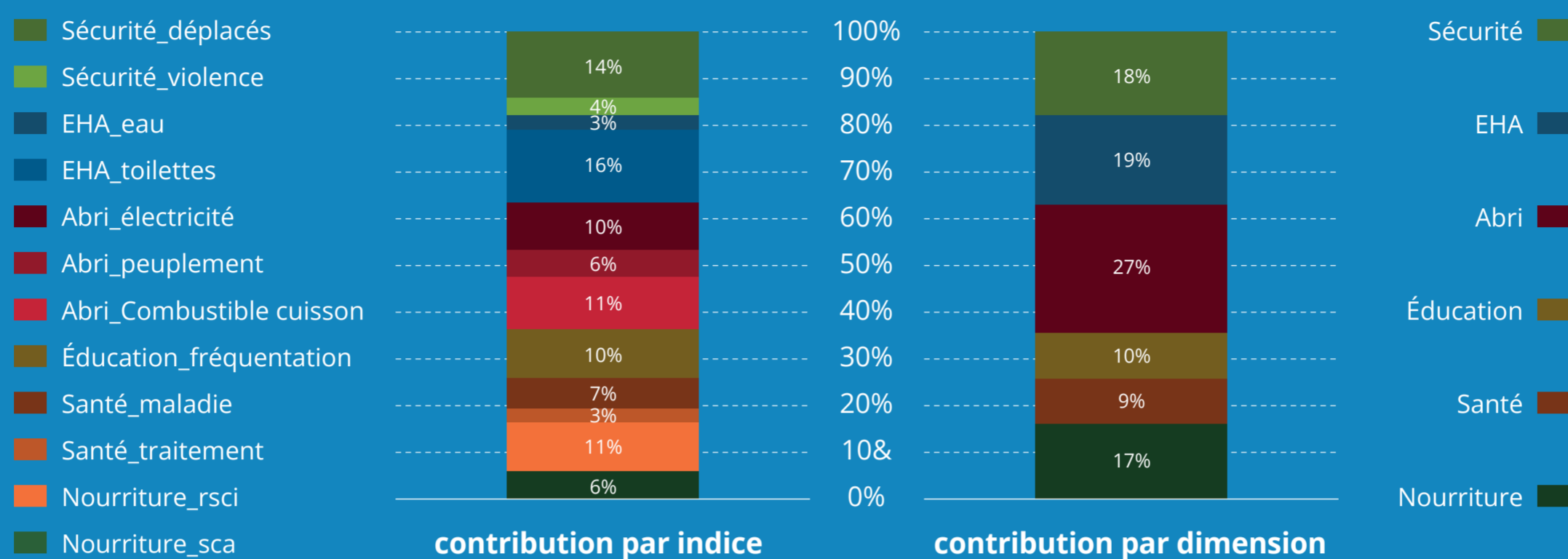
Pourcentage des ménages souffrant de privation par dimension (somme pondérée des indices)

Graphique b. : pourcentage de la population souffrant de privation, par dimension et indice

Le graphique b. décompose le score de privation par indice et dimension - à l'aide d'un diagramme en radar - afin de mieux appréhender les lacunes sectorielles. Le graphique montre que les privations les plus courantes ont été enregistrées dans la dimension du logement, suivie par EHA et la sécurité. En termes d'indices, ces résultats sont tirés par l'accès au combustible de cuisson et à l'électricité et le déplacement. Les ménages sont également confrontés à des privations en termes d'assainissement – bien que l'accès à l'eau soit moins problématique. Ce graphique peut être créé à l'aide de l'option graphique radar d'Excel ou à l'aide d'un logiciel statistique tel que SPSS, STATA ou R. Les nombres sont calculés en tant qu'incidence par indice et par dimension (en tant que somme pondérée des indices).²³

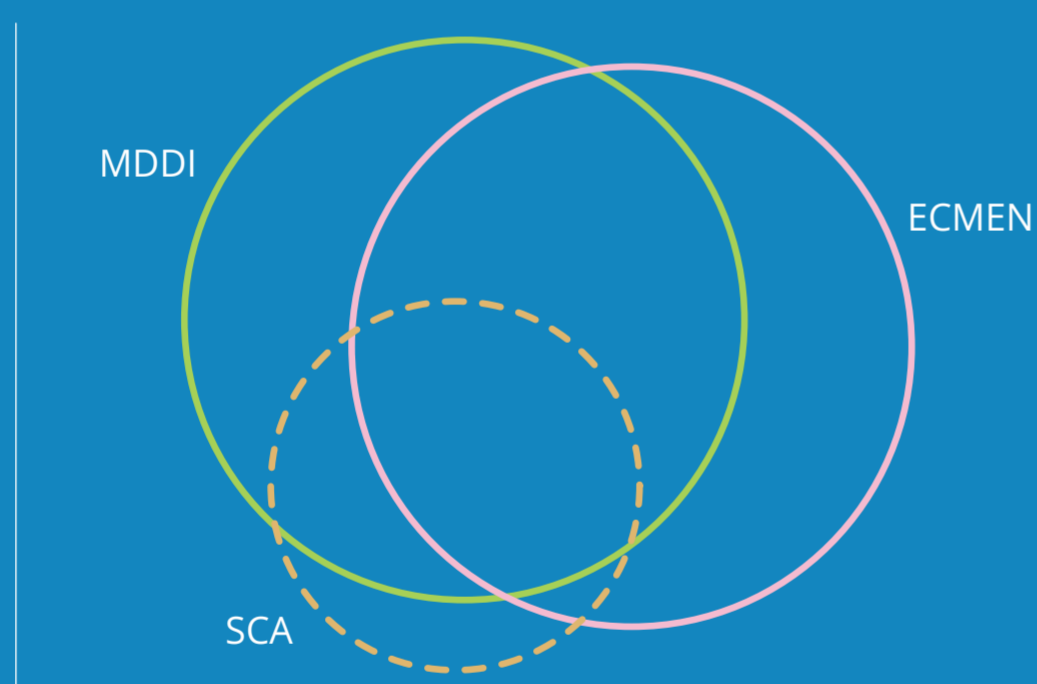
²² L'ensemble de données REVA 1 a été utilisé pour cet exercice. Voir PAM, 2019.

²³ Dans la documentation sur la pauvreté multidimensionnelle, ce type de graphique est souvent utilisé pour montrer le pourcentage de ménages souffrant de privation multidimensionnelle qui souffrent également de privation dans un indice spécifique. Pour simplifier, dans cet exemple, nous utilisons le pourcentage de ménages souffrant de privation.



Graphique d. Contribution des indices et dimensions du MDDI combiné.

La graphique d. montre le pourcentage de contribution de chaque indice (ou dimension, respectivement) aux privations dont souffrent les ménages pauvres de façon multidimensionnelle. La contribution peut varier du pourcentage de ménages qui souffrent de privation dans un indice, en raison des pondérations différentes des indices. C'est ce que montre l'exemple de l'éducation, qui contribue à 10 % de l'indice, bien que plus de 20 % des ménages souffrent de privations selon cet indice. La contribution est calculée en pondérant les variables de privation censurées – cela signifie que la variable binaire de privation pour chaque indice (par exemple la variable de privation contenant 0 pour les ménages avec eau améliorée et 1 pour les ménages avec eau non améliorée) est remplacée par 0 pour tous les ménages qui ne souffrent pas en même temps de privation multidimensionnelle. Cet indice censuré est ensuite pondéré par le taux de pondération de l'indice et de la dimension. La somme de la moyenne de tous les indices censurés est égale au MDDI combiné. Pour rapporter un pourcentage, la moyenne de l'indice censuré est donc divisée par le MDDI combiné.



Graphique c : Chevauchement entre l'ECMEN, le SCA et le MDDI

Le graphique c. montre le chevauchement entre les ménages vulnérables identifiés par l'ECMEN (ménages en dessous du MEB), le SCA des (ménages avec une consommation alimentaire pauvre ou limite) et le MDDI (ménages souffrant de privation multidimensionnelle). Le fait qu'il y ait un chevauchement limité entre les trois mesures indique que chacune véhicule des informations distinctes et complémentaires sur les types de vulnérabilités auxquels sont confrontés les ménages. Ce type de diagramme de Venn peut être créé à l'aide de logiciels statistiques tels que R ou STATA. Alternativement, les pourcentages de chevauchement peuvent être calculés et exprimés dans un tableau.

Pour plus d'informations sur l'analyse en profondeur de la privation multidimensionnelle, voir par exemple PNUD, 2019 et Alkire et al., 2015.

Limites

L'indice présenté ici fournit une base commune minimale pour mesurer la privation multidimensionnelle dans différents contextes. Si une image plus précise et plus fine de la vulnérabilité est nécessaire, l'indice doit être adapté pour refléter les problèmes et les vulnérabilités spécifiques au contexte (voir Annexe 4).

Dans la mesure du possible, les indices de bien-être subjectifs ou autodéclarés ont été évités, car ils peuvent être sujets à des biais. Cependant, la santé reste un domaine difficile à étudier. L'état de santé autodéclaré, par exemple, est souvent pire parmi les ménages aisés, non pas parce qu'ils sont plus sujets aux maladies, mais parce qu'ils ont tendance à être plus conscients et plus sensibles à la maladie. À des fins de suivi, des indices ont été sélectionnés qui sont sensibles au temps afin qu'ils capturent les changements qui surviennent en tant que résultats de l'intervention. Ici aussi, certaines imperfections subsistent et l'indice peut réagir plus lentement aux changements que, par exemple, l'ECMEN.

L'élaboration de l'indice a été limitée par la disponibilité des données, en particulier pour les indices de santé et de sécurité. Il est donc judicieux de collecter les indices supplémentaires proposés dans le [module d'enquête](#) (dans le [Centre de ressources du VAM](#)) pour ces dimensions, et de vérifier si elles améliorent l'indice.

Si une image plus précise et plus détaillée de la vulnérabilité est nécessaire, cet indice doit être adapté pour refléter les problèmes et les vulnérabilités spécifiques au contexte.

5.2.5 L'indicateur des besoins perçus (HESPER)

Définition

Les besoins perçus sont un indicateur basé sur la perception qui est utilisé pour comprendre et analyser comment une population perçoit et priorise les besoins non satisfaits. Cet indice évalue si les ménages pensent avoir un « problème grave » en ce qui concerne une variété de besoins. Les besoins perçus sont compris comme des besoins ressentis ou exprimés par les personnes elles-mêmes et indiquent les manques qu'elles ressentissent. Principalement utilisé dans les situations d'urgence, cet indicateur est basé sur l'échelle de mesure des besoins perçus dans un contexte d'urgence (HESPER).

Le module d'enquête est disponible sur le [Centre de ressources du VAM](#).

Justification et utilisation de l'indicateur

Comprendre les besoins auto-identifiés est essentiel à une approche centrée sur les populations. L'échelle HESPER prend en compte des questions liées aux lacunes spécifiques au secteur qui examinent les besoins non satisfaits et leur importance relative. Ces informations sont essentielles pour concevoir une réponse monétaire spécifique à un secteur, multisectorielle ou polyvalente.

L'utilisation d'HESPER pour l'analyse des tendances permet aux analystes d'identifier rapidement de nouveaux domaines de préoccupation pour la population. L'indicateur des besoins perçus prendra en compte les changements au fil du temps, reflétant d'importants facteurs contextuels tels que la saisonnalité ou les changements de politique.

Dans le contexte d'une assistance monétaire polyvalente, les résultats peuvent donner un aperçu des besoins que les ménages sont susceptibles de privilégier avec l'assistance fournie. En outre, le suivi de certains aspects liés aux perceptions de la sécurité, à l'acheminement de l'aide et à la cohésion communautaire / sociale peut aider à s'assurer que l'intervention n'a pas d'impact négatif involontaire dans ces domaines.

Les besoins perçus sont compris comme des besoins ressentis ou exprimés par les personnes elles-mêmes et indiquent le manque qu'elles ressentent

L'indicateur des besoins perçus met principalement en évidence les besoins non satisfaits ; cela doit être pris en compte lors de l'interprétation des résultats. Par exemple, dans une population de réfugiés dont tous les besoins alimentaires sont couverts par l'assistance alimentaire, il est probable que l'indicateur des besoins perçus ne fera que signaler des besoins urgents autres que la nourriture.

L'HESPER contient des questions liées aux lacunes sectorielles qui examinent les besoins non satisfaits et leur importance relative.

Calcul

HESPER est un questionnaire contenant 26 « domaines ou besoins « problématiques » » (avec la possibilité d'ajouter des domaines spécifiques au contexte). Les répondants évaluent s'ils ont ou non un problème grave dans chaque domaine. A la fin du questionnaire, il leur est demandé d'identifier les trois problèmes les plus graves par ordre d'importance.

Pour l'analyse, les besoins les plus urgents sont identifiés sur la base du pourcentage des ménages interrogés qui déclarent un « problème grave » pour une zone donnée (voir exemple dans l'Encadré 13). Les analystes peuvent également calculer le pourcentage de ménages qui classent un certain problème donné parmi leurs trois problèmes prioritaires. Le nombre total moyen ou médian de problèmes identifiés peut également être calculé.

Compte tenu de la longueur d'HESPER, il est préférable de se concentrer sur **les questions les plus pertinentes** par rapport au contexte, en particulier celles concernant les besoins sectoriels physiques. Des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés peuvent guider le choix. Le module d'enquête ainsi que les fichiers syntaxiques et d'autres ressources utiles se trouvent à la page Indicateurs des besoins perçus du centre de ressources du VAM.²⁴

²⁴ Voir [QMS, 2011](#).

Limites

Les besoins perçus ne doivent pas être utilisés comme un indicateur indépendant - l'HESPER est conçu uniquement pour identifier les besoins non satisfaits : des évaluations (sectorielles) supplémentaires sont nécessaires afin de comprendre les causes profondes de ces problèmes.

Les problèmes soulevés concerneront uniquement les besoins non satisfaits plutôt que les besoins globaux : les besoins déjà satisfaits par d'autres sources (par exemple, soins de santé gratuits, aide alimentaire d'urgence) n'apparaîtront pas dans l'analyse. Par conséquent, cet indice ne peut répondre qu'à la deuxième question analytique énoncée en introduction (« Quels besoins ne sont pas satisfaits ? ») et non à la première (« Quels sont les besoins essentiels ? »).

Les indices basés sur la perception sont par définition subjectifs et sont vulnérables aux influences de nombreux facteurs externes. Ils peuvent fluctuer sur de brèves périodes de temps en raison des états émotionnels des répondants ou d'événements récents (par exemple, la réception d'une aide ou d'autres revenus), entre autres facteurs. Par conséquent, les indices basés sur la perception ne doivent jamais être collectés seuls, mais doivent toujours être comparés aux autres indices présentés dans cette note d'orientation.

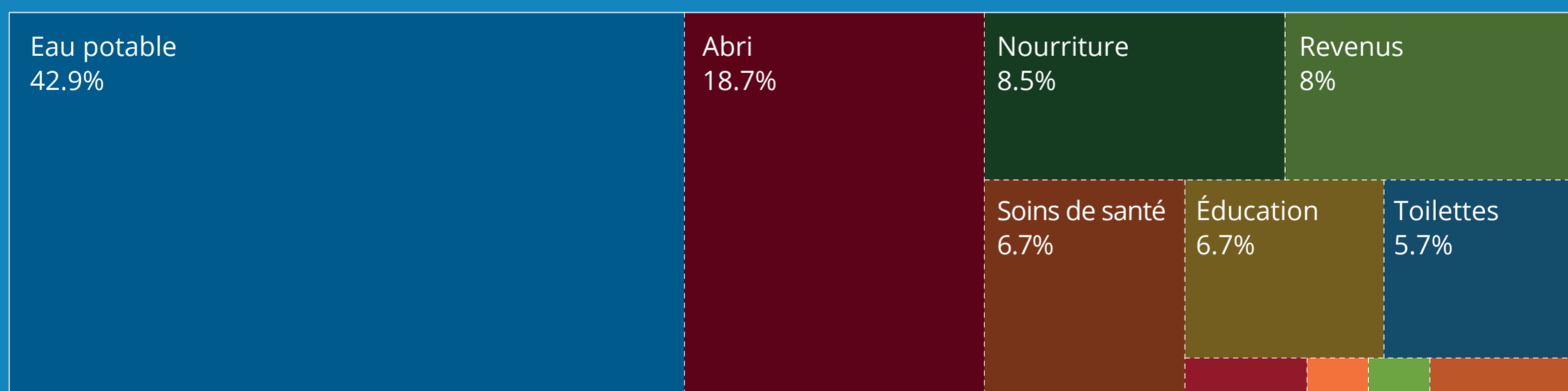


Encadré 13

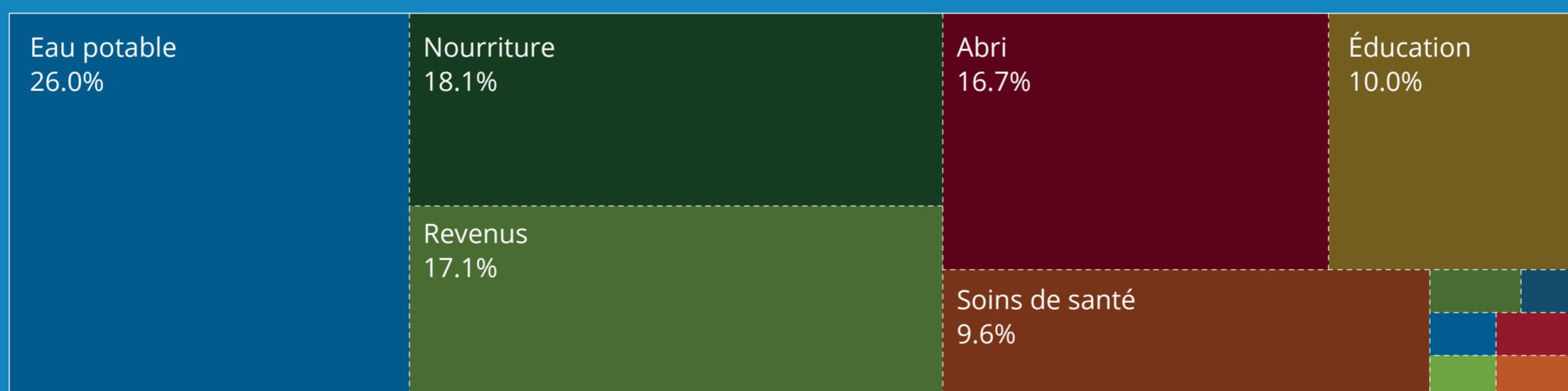
BESOINS PERÇUS BASÉS SUR L'HESPER : UN EXEMPLE DU KASAÏ, EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dans une évaluation des besoins essentiels au **Kasaï, en République démocratique du Congo**, les besoins perçus ont été examinés au fil du temps. Les résultats ont montré des changements dans les besoins les plus urgents en fonction de la saison et de l'aide reçue.

Perceptions des problèmes les plus graves par les bénéficiaires (avril 2018)



Perceptions des problèmes les plus graves par les bénéficiaires (août 2018)



5.3 Combiner les indices pour comprendre les besoins essentiels

La nature complexe des besoins essentiels et les préférences des personnes à les prioriser en période de difficultés rendent **nécessaire l'utilisation d'une combinaison d'indices**. Ce guide propose une combinaison d'indices de besoins essentiels en conjonction avec des indices de vulnérabilité standards. L'ECMEN, le MDDI, le LCS-EN, les besoins perçus et les indices de dette devraient avoir une certaine liaison.

Par exemple, un ménage qui a vendu des actifs productifs afin d'envoyer ses enfants à l'école pourrait recevoir un score élevé sur les dépenses d'éducation et un score faible sur la privation selon le MDDI. Sans une analyse plus approfondie, l'hypothèse serait que ce scénario n'est pas problématique, même si les dépenses d'éducation ont été couvertes par l'utilisation de stratégies de survie négatives. C'est pourquoi le LCS-EN est utilisé pour aider à établir comment les ménages priorisent temporairement ou régulièrement leurs dépenses ou s'engagent dans des stratégies de survie négatives.

Le groupe de ménages identifiés comme vulnérables par les indices monétaires (ECMEN) et non monétaires (MDDI) ne se chevauchent souvent que partiellement, car la capacité à satisfaire les besoins essentiels peut être déterminée par des facteurs autres que le seul pouvoir d'achat. La comparaison des résultats des deux indices permet de comprendre si l'incapacité à répondre aux besoins essentiels est principalement due au manque de revenus – dans ce cas, les deux indices doivent être fortement corrélés – ou à d'autres facteurs. Cette information sera très pertinente pour la conception du programme.

Le tableau 5 à la section 10 fournit des conseils aux analystes sur les indices à utiliser, la manière de les utiliser et les sources de données à utiliser pour répondre aux six questions abordées par les évaluations des besoins essentiels.

La nature complexe des besoins essentiels et les préférences des personnes à les prioriser en période de difficultés rendent nécessaire l'utilisation d'une combinaison d'indices.

6 Estimer le nombre de personnes incapables de satisfaire leurs besoins essentiels

« Combien de personnes sont incapables de répondre à leurs besoins essentiels ? » est la troisième question analytique abordée dans une évaluation des besoins essentiels. Une estimation fiable du nombre de personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels peut être obtenue grâce à un processus en deux étapes :

1. **Définir les niveaux de vulnérabilité** (extrêmement vulnérable, très vulnérable, modérément vulnérable ou non vulnérable) qui reflètent le contexte et les données disponibles.
2. **Estimer le nombre de personnes incapables de satisfaire leurs besoins essentiels** : calculer le nombre de ménages dans chaque niveau de l'échantillon et déduire le nombre de personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels dans la population.

Définir la vulnérabilité. L'approche pour définir les niveaux de vulnérabilité en utilisant les informations de l'évaluation des besoins essentiels dépend également du contexte programmatique et des partenaires impliqués. La méthodologie préconisée ici peut donc être ajustée.

Indices et seuils recommandés : l'ECMEN combiné avec le LCS-EN et le SCA

L'ECMEN saisit la capacité économique d'un ménage à répondre à ses besoins essentiels avec un seul indice. En tant que tel, il est considéré comme l'indice de profilage de base pour les analyses de besoins essentiels. Cependant, un ménage peut n'avoir pu répondre à ses besoins essentiels qu'en adoptant des stratégies de survie qui ont porté atteinte à sa dignité et/ou à ses moyens d'existence. La combinaison de l'optique monétaire de l'ECMEN avec le LCS-EN garantit que les ménages qui répondent à leurs besoins essentiels en appliquant des stratégies de survie de crise ou d'urgence seront classés comme vulnérables. L'ajout du SCA garantit que des dépenses globales élevées ne sont pas effectuées au détriment de la qualité et de la quantité de nourriture consommée, sur la base du fait que la nourriture est un besoin essentiel dans toute population. Les seuils recommandés se trouvent dans le Graphique 5 ci-dessous. Tous les indices peuvent être séparés en trois groupes : pour l'ECMEN, les ménages

peuvent être en dessous du SMEB, entre le SMEB et le MEB ou au-dessus du MEB. Pour le LCS-EN, ils présentent une stratégie de survie d'urgence, une stratégie de survie de crise ou aucune stratégie de survie d'urgence / de crise. Et pour le SCA, ils ont une consommation alimentaire faible, limite ou acceptable. Ces groupes sont combinés pour classer les ménages de manière prudente en niveaux de vulnérabilité.

La combinaison de l'optique monétaire de l'ECMEN avec le LCS garantit que les ménages qui répondent à leurs besoins essentiels en appliquant des stratégies de survie de crise ou d'urgence seront classés comme vulnérables.

Considérer des alternatives

Il peut y avoir des contextes dans lesquels la combinaison de l'ECMEN, du LCS-EN et/ou du SCA peut ne pas fournir la meilleure définition pour les niveaux de vulnérabilité, ou il peut s'avérer nécessaire d'ajuster les seuils pour mieux refléter la réalité.

1. Le choix de l'ECMEN comme indice suppose que les besoins essentiels ne sont pas satisfaits principalement en raison du manque de revenus. Si ce n'est pas le cas, le MDDI pourrait être choisi comme alternative à l'ECMEN. Gardez à l'esprit que cette situation nécessiterait probablement une réponse du programme qui irait au-delà de la simple injection de la demande – peut-être par le biais d'approches sectorielles ou de fourniture de services.
2. Lors de l'analyse d'une population présentant des taux extrêmement élevés de vulnérabilité et de dépendance vis-à-vis de l'assistance (par exemple dans les camps de réfugiés), la définition discutée de la vulnérabilité pourrait ne pas être la meilleure approche, car la majorité des ménages seraient classés comme vulnérables. Dans ce cas, des seuils supplémentaires pourraient être nécessaires, ou – si tous les ménages reçoivent une assistance, l'ECMEN pourrait être utilisé, y compris l'assistance (voir Encadré 7) pour obtenir une image plus précise.

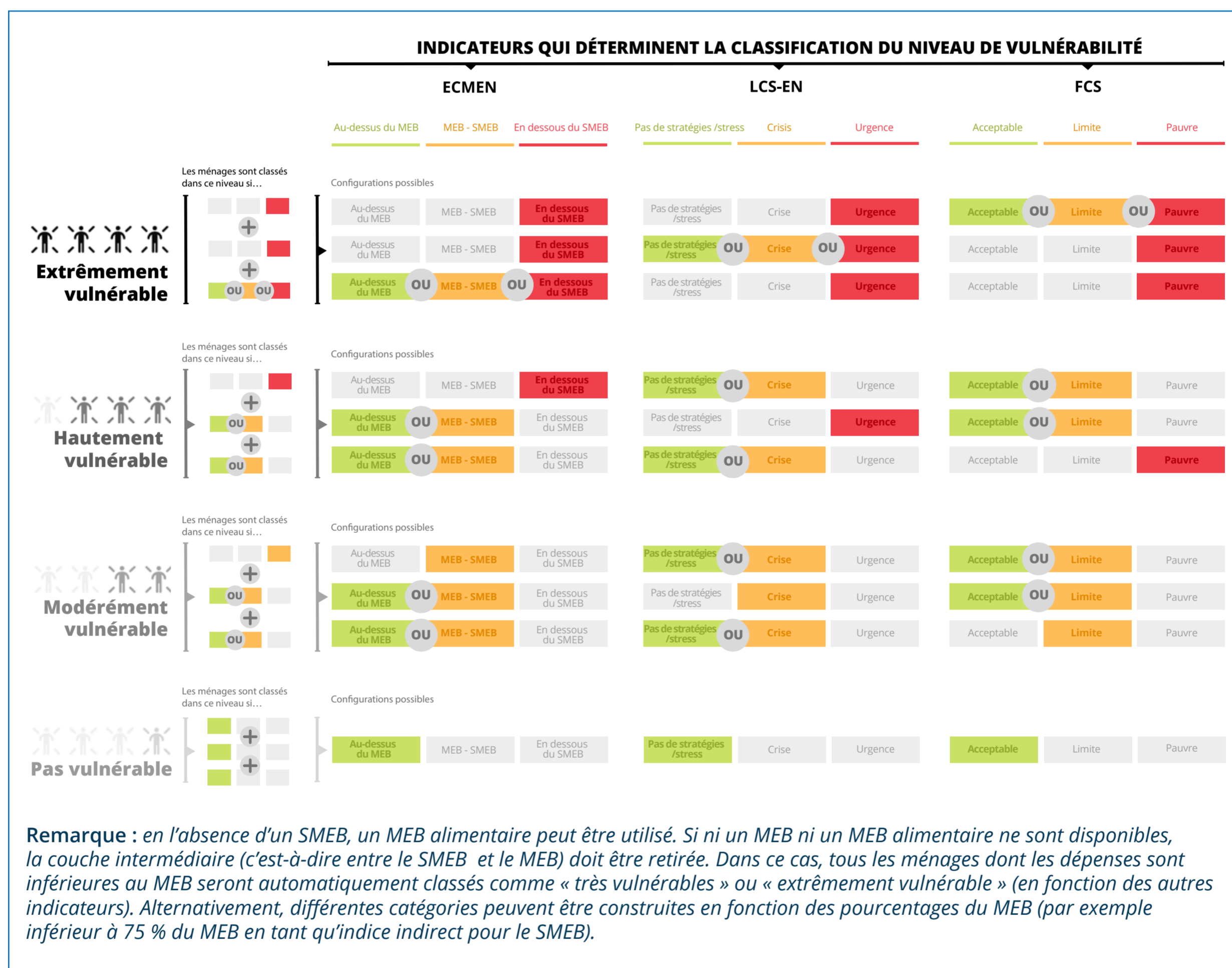
L'approche pour définir les niveaux de vulnérabilité en utilisant les informations de l'évaluation des besoins essentiels dépend également du contexte programmatique et des partenaires impliqués.

Estimer le nombre de personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels. Une fois les niveaux définis, le nombre de ménages de l'échantillon qui entrent dans les différents niveaux de vulnérabilité peut être calculé et, en tenant compte de la taille du ménage, le nombre réel de personnes dans l'échantillon au sein de chaque niveau de vulnérabilité peut être calculé.

L'utilisation d'une enquête auprès des ménages statistiquement représentative (et le fait de disposer de données sur la population sous-jacente) permet aux analystes de déduire le nombre de personnes dans chaque niveau de vulnérabilité de la population, y compris le nombre de personnes incapables de répondre à

leurs besoins essentiels. Les pourcentages doivent également être déclarés. Dans le calcul, il est important d'appliquer les taux de sondage.

Il est important de noter que le nombre de personnes qui ne sont pas en mesure de répondre à leurs besoins essentiels ne correspond pas au nombre de bénéficiaire du programme, car les objectifs du programme et la stratégie de ciblage n'ont généralement pas été décidés à ce stade. Il peut également y avoir des erreurs d'inclusion et d'exclusion dans le ciblage à prendre en compte et un éventuel besoin de prioriser en raison des restrictions de financement.



Graphique 5. Classification globale de la vulnérabilité basée sur l'ECMEN, le LCS-EN et le SCA

7 Établir le profil de vulnérabilité

L'un des principaux résultats d'une analyse de besoins essentiels est l'identification des caractéristiques des personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels. Ceci est utilisé lors de la définition des réponses et des critères d'éligibilité pour le ciblage et/ou la priorisation des ménages ou des individus pour l'assistance.

Établir le profil des ménages. L'établissement du profil examine ce qui caractérise les ménages appartenant à chaque niveau de vulnérabilité. Une fois les niveaux de vulnérabilité définis

(voir section 6), les ménages peuvent être catégorisés selon leur profil en les associant à des caractéristiques socioéconomiques et démographiques spécifiques qui sont plus courantes parmi les ménages vulnérables. Les indices les plus courants dans l'établissement du profil se trouvent au tableau 4.

Dans une évaluation des besoins essentiels avec des enquêtes auprès des ménages, les données quantitatives peuvent être testées pour des corrélations statistiquement significatives afin de valider les différences observées. Plus d'informations sur les tests statistiques pour le profilage peuvent être trouvées dans les lignes directrices de la [Note d'orientation sur la CFSVA](#).

Tableau 4. Indices les plus communs dans l'établissement du profil de vulnérabilité

Composition du ménage	Moyens d'existence	Caractéristiques de l'habitation	Actifs
<ul style="list-style-type: none"> ■ Sexe du chef de ménage ■ Taille du ménage (nombre ou recodé en petit, moyen, grand) ■ Nombre d'hommes adultes ■ Nombre de personnes à charge ■ Nombre de personnes âgées ■ Niveau d'éducation du chef de ménage ■ Âge du chef de ménage ■ Présence de membres malades/handicapés chroniques ■ Parent isolé ■ Présence de mineurs non accompagnés ■ Présence/nombre de femmes enceintes ou allaitantes 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Nombre de sources de revenus ■ Type de principale source de revenu ■ Présence d'au moins une activité génératrice de revenus vs. dépendance totale à l'aide/assistance/dons ■ Nombre de jours travaillés en tant qu'ouvriers occasionnels 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Matériaux de construction ■ WC (amélioré) à l'intérieur de la maison ■ Cuisine à l'intérieur de la maison ■ Indice de peuplement ■ Accès à une source d'eau améliorée ■ Accès à l'électricité ■ Type de combustible de cuisson 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Propriété de terres ■ Bétail ■ Énergie solaire ■ Moyens de transport ■ TV, électronique ■ Téléphone portable



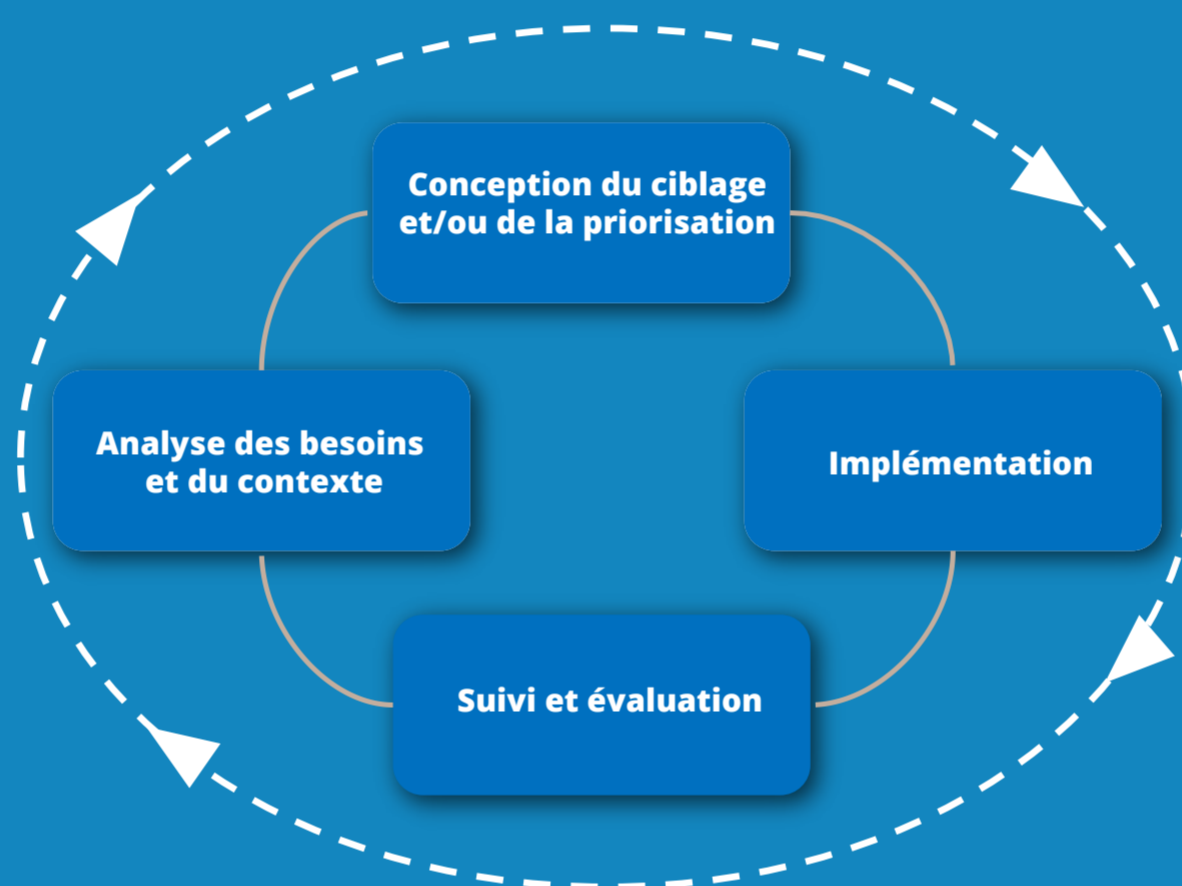
Encadré 14

DU PROFIL AU CIBLAGE ET À LA PRIORISATION

Les analyses des profils sociodémographiques et économiques des ménages vulnérables, rendues possibles grâce aux données issues des évaluations des besoins, constituent une contribution importante à l'analyse des interventions et à la conception des programmes, y compris les décisions relatives au ciblage et à la hiérarchisation des priorités.

Si l'approche de ciblage est fondée sur des critères d'éligibilité au niveau des ménages, les profils de vulnérabilité peuvent directement éclairer leur identification, c'est-à-dire l'élaboration de critères d'éligibilité pour l'inclusion dans l'aide. Voir la section 3.2 de la Note d'orientation opérationnelle sur le ciblage et la priorisation (p.28) pour plus d'informations sur la façon de procéder, ainsi que sur ce qui constitue de bons critères de ciblage et de priorisation. La note d'orientation ainsi que la circulaire de la Directrice exécutive sur la gestion des processus de ciblage par les bureaux du PAM sont disponibles pour guider les bureaux de pays dans le processus de ciblage et les exigences minimales connexes.

ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ ET DES PARTENAIRES



COMMUNICATION BIDIRECTIONNELLE AVEC LES POPULATIONS AFFECTÉES



Encadré 15

EXEMPLES D'ÉTABLISSEMENT DU PROFIL DE VULNÉRABILITÉ DANS LES ÉVALUATIONS DES BESOINS ESSENTIELS

1. Évaluation de la vulnérabilité d'urgence des Rohingya (REVA) – profil de la vulnérabilité

Contexte : depuis août 2017, plus de 650 000 réfugiés rohingyas ont migré vers **Cox's Bazar, au Bangladesh**, fuyant la violence et les violations des droits de l'Homme. Ces réfugiés ont rejoint les vagues précédentes de migrants, portant la population totale de Rohingyas dans le district à plus de 900 000. La plupart d'entre eux vivent dans des camps et des abris de fortune.

Objectifs de la REVA : en collaboration avec le Bangladesh Institute of Development Studies, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et Action contre la faim, le PAM a dirigé conjointement le REVA afin de comprendre les besoins prioritaires des Rohingyas déplacés et des communautés d'accueil et d'évaluer combien les gens étaient incapables de répondre à leurs besoins essentiels, y compris leurs besoins alimentaires; ce qui caractérise ceux qui sont incapables de répondre à leurs besoins essentiels ; et quelles actions étaient nécessaires pour améliorer leur vie et leurs moyens d'existence.

Approche : des groupes de discussion et des entretiens avec des informateurs clés ont été menés et des consultations de partenaires ont été organisées pour tous les secteurs concernés, notamment l'abri, la santé, l'éducation, la protection, la nutrition et le groupe de travail sur les espèces afin de comprendre les principaux défis auxquels sont confrontés les réfugiés en termes de satisfaction de leurs besoins et afin d'adapter la conception de l'enquête auprès des ménages au contexte local. Une enquête représentative auprès des ménages a été menée auprès des réfugiés et des communautés d'accueil.

Les ménages ont été classés en différents niveaux de vulnérabilité en fonction de l'ECMEN, de la gravité des stratégies de survie négatives qu'ils ont appliquées et de leur niveau de consommation alimentaire. Le MEB était basé sur un seuil préalablement établi par le groupe de travail cash pour la population locale.

Résultats : les résultats ont montré que malgré des taux élevés de consommation alimentaire inacceptable parmi les ménages de réfugiés, près de la moitié de ceux qui ont reçu une aide en nature ou des bons alimentaires en vendaient une partie pour obtenir de l'argent. La perspective des besoins essentiels de l'évaluation a permis de détecter les causes profondes de ce comportement : les ménages vendaient de l'aide afin de répondre à d'autres besoins tels que du poisson sec et frais, des légumes, du carburant, des soins de santé, des médicaments, des articles de toilette, des vêtements et des transports. Près de la moitié des ménages de réfugiés avaient une consommation alimentaire faible ou limitée. L'épargne et les autres ressources étant partiellement ou totalement épuisées, les ménages aux moyens d'existence fragiles ou sans revenus stables adoptaient des stratégies de survie à haut risque afin de répondre à leurs besoins essentiels.

Ces résultats ont permis d'ajuster l'assistance aux besoins : le PAM a augmenté la valeur des bons électroniques et mis en place des corners de produits frais et des marchés de producteurs, permettant aux ménages d'acheter une alimentation plus diversifiée. Les ménages ont également reçu plus de carburant. L'autosuffisance et les activités d'existence ont été intensifiées pour favoriser les opportunités de revenus. En outre, la collaboration entre les différents secteurs a été améliorée : l'évaluation des besoins essentiels a permis d'améliorer la réponse conjointe et coordonnée. Les résultats ont également informé une mission d'évaluation conjointe et un plan d'action conjoint du HCR et du PAM.

Pour plus en savoir plus, consultez les évaluations de la vulnérabilité en situation d'urgence de l'afflux des Rohingya du PAM publiées en 2019 et 2020.

2. Déplacement et retour soudains de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) au Kasai, en République démocratique du Congo

Contexte : suite à la crise du début de 2017, la population du Kasai a été confrontée à des déplacements généralisés alors qu'elle cherchait à éviter tout contact avec les groupes armés. Le déplacement a causé d'importantes perturbations aux activités socio-économiques, notamment l'agriculture et l'élevage, et a entravé l'accès aux services de santé et d'éducation ; les maisons, les hôpitaux et les écoles ont été systématiquement pillés et endommagés. La majorité de la population est retournée chez elle entre août et décembre 2017.

Objectifs de la base de référence des besoins essentiels : le PAM a initié une intervention monétaire polyvalente (MPC) à destination de 126 000 personnes dans une zone de santé du Kasai-Central. Entre février et juin 2018, environ 120 000 bénéficiaires ont reçu un droit global au MPC en trois cycles mensuels.



Les bases de référence ont fourni des repères pour le suivi des changements dans l'accès aux besoins essentiels après l'intervention. L'objectif de l'évaluation était d'évaluer combien de personnes étaient en mesure de répondre à leurs besoins essentiels avant et après la distribution d'argent, et de définir comment le profil de vulnérabilité a évolué.

Approche : des groupes de discussion/entretiens/observations avec des informateurs clés ont été menés en novembre 2017 et avril 2018 afin de recueillir des informations sur le niveau global de vulnérabilité et de perturbation des moyens d'existence, et d'établir quels besoins essentiels n'étaient pas satisfaits. Une première évaluation de base des besoins essentiels au niveau des ménages a été réalisée en février et ne couvrait que les indices de processus et de résultats standards de la sécurité alimentaire, puis un suivi post-distribution à mi-parcours a été assuré en avril 2018, lequel a fourni une base de référence pour des indices supplémentaires tels que l'ECMEN, le MDDI, les besoins perçus et le LCS-EN. Ces indices ont permis aux analystes d'établir des références sur la pauvreté multidimensionnelle (MDDI), la privation économique (ECMEN), le type de besoins essentiels non satisfaits (MDDI, LCS, indices de dépenses et de résultats de la sécurité alimentaire) et le profil de ceux qui ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins essentiels (module sociodémographique triangulé avec l'ECMEN et le MDDI).

Remarque : le MDDI suivait une ancienne version de la méthodologie et s'appelait le MPI.

3. Évaluation urbaine de référence pour le profilage de la vulnérabilité à Kinshasa, République démocratique du Congo

Contexte : avec plus de 12 millions d'habitants, Kinshasa en République démocratique du Congo est la deuxième plus grande ville d'Afrique subsaharienne. La croissance démographique rapide à Kinshasa présente plusieurs défis pour l'infrastructure actuelle. La pauvreté est généralisée ; une grande partie de la population vit dans des bidonvilles et n'a pas accès aux services de base.

Objectifs : préoccupés par une éventuelle escalade des tensions, le PAM et ses partenaires ont lancé une étude de référence sur les besoins essentiels en décembre 2017 dans cinq communes très vulnérables, dans le but d'évaluer la prévalence et les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire ; estimer l'évolution de l'accès à la nourriture en cas d'instabilité politique ; et évaluer dans quelle mesure les besoins essentiels ont été satisfaits, établir un MEB et évaluer le bien-être général des ménages urbains dans ces communes pour un suivi futur.

Approche : l'évaluation des besoins essentiels a été adaptée au contexte urbain. Après un bref examen des données secondaires, les outils suivants ont été utilisés :

- **Discussions de groupe :** des entretiens avec des hommes, des femmes et des enseignants ont permis d'identifier les principaux moyens d'existence et les contraintes sectorielles et ont permis la personnalisation des questionnaires d'enquête auprès des ménages.
- **Enquêtes auprès des commerçants :** 112 commerçants alimentaires et non alimentaires ainsi que des vendeurs d'aliments de rue ont été interrogés afin de collecter les prix et les composantes nécessaires au calcul du MEB et estimer les niveaux de consommation d'aliments en dehors du ménage. Les vendeurs de rue ont fourni des informations sur la valeur nutritionnelle de leurs plats principaux.
- **Chefs de quartiers :** 119 questionnaires avec 15 questions simples fermées ont permis d'identifier les principales lacunes infrastructurelles qui empêchaient l'accès aux services essentiels (eau, assainissement, santé, éducation, etc.).
- **Enquête auprès des ménages :** Plus de 1 900 questionnaires auprès des ménages axés sur les besoins essentiels ont été remplis. Les résultats ont confirmé la première impression des discussions de groupe selon laquelle la pauvreté monétaire – affectant deux ménages sur trois – était le principal facteur de vulnérabilité. La pauvreté s'est avérée être corrélée à de multiples privations, y compris celles liées à l'accès à l'eau potable et aux installations d'assainissement et aux conditions d'hébergement. Un ménage sur deux n'avait pas une consommation alimentaire minimalement acceptable. Les personnes interrogées ont également été invitées à partager leurs numéros de téléphone pour un suivi futur de leur pauvreté et de leur insécurité alimentaire grâce à des enquêtes à distance (mVAM) afin de mettre en place un système de suivi multi-agences et multisectoriel.



Modules d'enquêtes

Indices démographiques : taille du ménage, sexe du chef de ménage, présence de membres malades/handicapés chroniques, âge du chef de ménage, rapport de dépendance, présence de personnes âgées/enfants/mineurs/femmes enceintes ou allaitantes

SCA, HDDS, SCA-N, SCA hors de la maison, Kcal ingérées par personne, sources de nourriture

Moyens d'existence – sources de revenus, revenus

Survie : rCSI, LCS-EN

Dépenses : MEB, SMEB, ECMEN, part des dépenses alimentaires, dépenses alimentaires, dépenses totales, pauvreté (basé sur le seuil de pauvreté national)

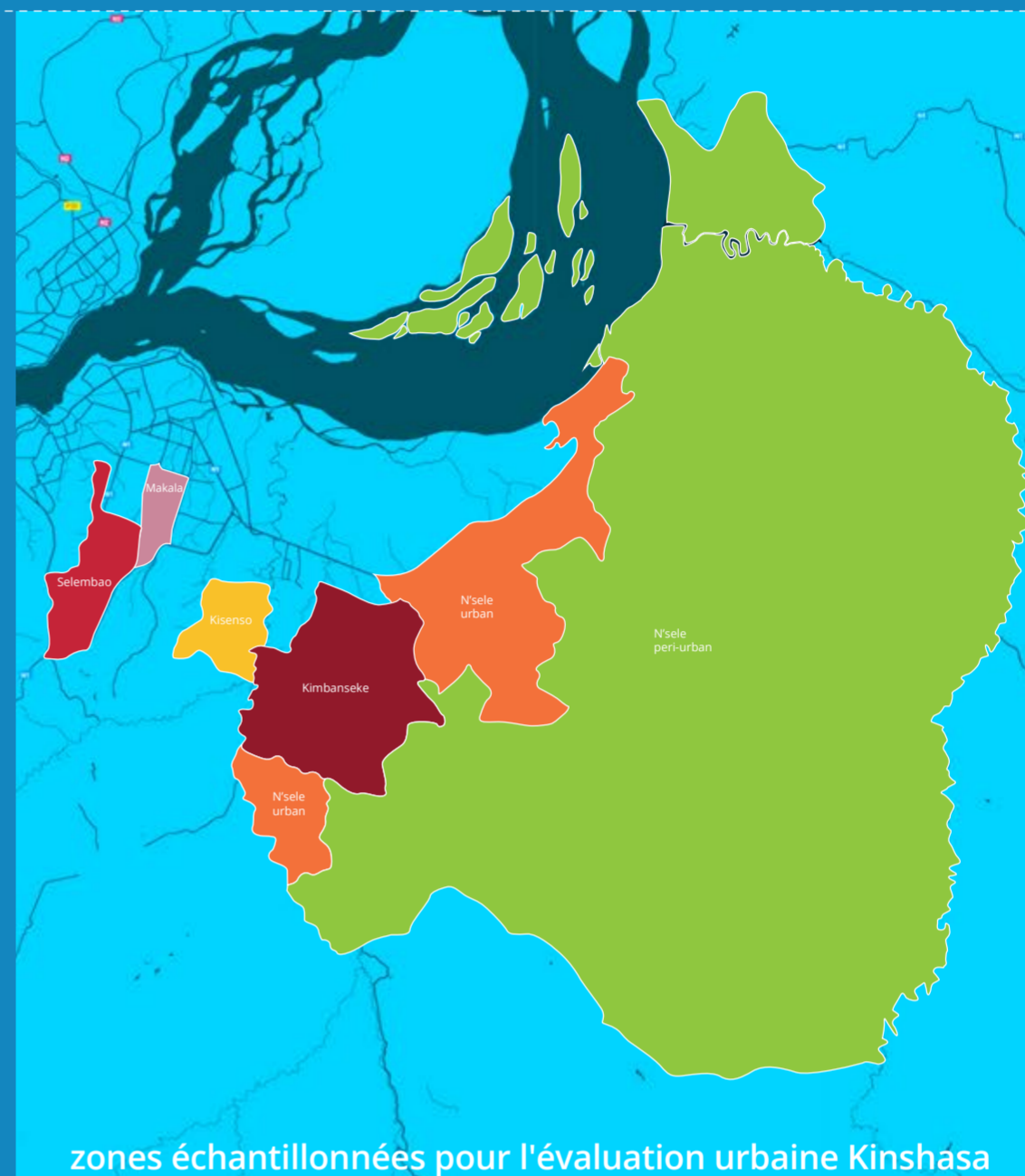
MDDI, dette, indices basés sur la perception

Conditions de logement : eau, assainissement, matériaux de construction, combustible de cuisson/éclairage

Actifs domestiques et de production

Éducation (abandons et fréquentation) et santé (morbidité et traitement)

Migration (entrée ou sortie de Kinshasa) et envois de fonds



a. Principaux résultats

- Environ 36 pour cent des habitants des cinq communes de Kinshasa étaient en situation d'insécurité alimentaire ; la pauvreté était de loin le principal facteur d'insécurité alimentaire.
- La sécurité alimentaire n'était pas séparée de la capacité à répondre aux besoins essentiels : les conditions de vie, l'éducation, la nourriture et la génération de revenus étaient les besoins essentiels les plus problématiques (et le plus souvent non satisfaits) des citoyens. Les filets de sécurité informels étaient négligeables.
- Forte volatilité des revenus et des dépenses. Les ménages étaient rapidement confrontés à la privation lorsque des chocs de prix ou de revenus se produisaient.
- Corrélation significative entre pauvreté non monétaire et pauvreté monétaire. La capacité à répondre aux besoins essentiels et à la satisfaction des répondants était inversement corrélée à la pauvreté.

b. Principales leçons tirées

- Pertinence de l'approche des méthodes mixtes : les discussions préliminaires des groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés sont encore plus importants que dans les évaluations standards de la sécurité alimentaire. Cela est dû au besoin accru de personnaliser les options de réponse pour les modules de besoins essentiels et de mieux comprendre les mécanismes de survie pour la nourriture et d'autres besoins essentiels.
- Un contexte sociodémographique et économique plus complexe nécessite une analyse plus approfondie de la vulnérabilité au regard des besoins essentiels, englobant tous les éléments pertinents (moyens d'existence, démographie, lacunes infrastructurelles, pauvreté).
- Le calcul du MEB est indispensable pour définir et quantifier la vulnérabilité ; dans le même temps, le calcul d'un MEB est extrêmement délicat dans les contextes urbains en raison des modèles de dépenses très diversifiés des populations et de la composition asymétrique des ménages.
- Les indices MDDI et basés sur la perception ont tendance à converger et pourraient être utilisés de manière interchangeable pour le suivi des résultats.

Remarque : le MDDI a suivi une ancienne version de la méthodologie et s'appelait le MPI.

Rapport: PAM et al, 2018.

8 Analyse de la réponse pour les besoins essentiels

Une fois que les cinq premières questions clés de l'évaluation des besoins essentiels ont obtenu une réponse, les résultats peuvent être utilisés pour éclairer les options et les recommandations pour une réponse. Les recommandations de réponse doivent répondre à la question « Comment aider et responsabiliser les ménages pour satisfaire leurs besoins essentiels ? » Il est important de noter qu'afin d'identifier des options de réponse complètes, il est fortement recommandé de combiner les résultats de l'évaluation des besoins essentiels avec ceux d'une analyse de l'offre et du panier de dépenses minimum et d'autres sources pertinentes. La combinaison de ces différents éléments d'analyse de besoins essentiels permet d'identifier les éléments de réponse les plus efficaces, couvrant à la fois la demande et l'approvisionnement en besoins essentiels.

Réponse du côté de l'approvisionnement ou de la demande ?

Les résultats de l'évaluation des besoins essentiels aident à identifier les difficultés auxquelles les ménages sont confrontés dans la satisfaction des besoins essentiels. En particulier, la combinaison des divers indices permet de comprendre si les écarts sont dus au manque de ressources économiques ou si les privations peuvent être dues à un autre type d'accès ou de problème de disponibilité. Il nous indique également comment les ménages sont susceptibles de prioriser leurs ressources et comment ils font face, par exemple, si les ménages contracteront de nouvelles dettes pour répondre à leurs besoins. La combinaison de ces résultats au niveau des ménages avec les informations de l'analyse de l'approvisionnement et du Market Functionality Index permet d'identifier si les lacunes au niveau de la satisfaction des besoins sont mieux comblées par des interventions du côté de la demande - par exemple, en augmentant le pouvoir d'achat grâce à des transferts monétaires - ou par des interventions du côté de l'approvisionnement - par exemple le marché - activités de soutien ou renforcement de la prestation de services - ou une combinaison des deux.

Pour les programmes spécifiques à la sécurité alimentaire, la [Note d'orientation sur la CFSVA](#) représente un bon point de départ pour identifier les recommandations de réponse. Pour des réponses couvrant plus de besoins essentiels, il est essentiel de comprendre les différentes approches sectorielles et de savoir comment les combiner.

Tout comme il convient toujours de viser à effectuer des analyses de besoins essentiels en tant **qu'exercice conjoint ou coordonné**, les recommandations en termes de réponse doivent l'être également. Cela ne signifie pas nécessairement que la réponse est conjointe, mais plutôt que les partenaires impliqués parviennent à une compréhension commune de ce à quoi pourrait ressembler une réponse appropriée. La mise en œuvre ultérieure peut être conjointe, complémentaire ou coordonnée.

Cela s'applique également au soutien des **gouvernements** et de leurs efforts de réponse aux crises de différents types ainsi qu'aux besoins chroniques ou liés au cycle de vie des populations vulnérables. L'évaluation des besoins essentiels, le panier de dépenses minimum et l'analyse de l'approvisionnement peuvent également être menés conjointement avec des partenaires à l'appui des efforts de protection sociale ou de secours des gouvernements, et des institutions nationales et infranationales chargées d'identifier et de répondre aux besoins des populations par le biais d'interventions du côté de la demande et de l'approvisionnement.

L'évaluation des besoins essentiels et les analyses de besoins essentiels de manière plus générale peuvent aider à décider des objectifs de programme appropriés et à définir un ensemble de paramètres de conception de programme. Certaines des principales utilisations sont décrites ci-dessous.

Le ciblage. L'évaluation des besoins essentiels établit le profil des ménages vulnérables (voir section 7) pour les identifier. Dans le cadre des recommandations de réponse, les informations de profilage combinées au type de réponse proposé et aux informations contextuelles sont utilisées pour recommander des approches de ciblage et guider la sélection des critères d'éligibilité. Voir les directives du PAM sur le ciblage et la priorisation pour plus d'informations sur ce processus.

Afin d'identifier des options de réponse complètes, il est fortement recommandé de combiner les résultats de l'évaluation des besoins essentiels avec ceux d'une analyse de l'approvisionnement et du panier de dépenses minimum et d'autres sources pertinentes.

Sélection de la modalité de transfert. La sélection de la modalité de transfert la mieux adaptée est une décision clé à prendre dans toute réponse du côté de la demande - si une intervention doit déployer des transferts en nature, en espèces ou en bons, ou une combinaison. Le cadre de sélection des modalités de transfert du PAM décrit deux piliers clés (examen des objectifs du programme et des considérations contextuelles, et analyse de faisabilité), suivant le modèle de processus opérationnel des transferts monétaires (MPM). L'évaluation des besoins essentiels offre des informations sur les deux piliers, et l'analyse de l'offre fournit des informations clés sur la faisabilité, en particulier la faisabilité du marché et les évaluations des risques. Voir le guide de sélection des modalités de transfert et du mécanisme de transfert du PAM pour plus d'informations (à venir).

L'évaluation des besoins essentiels et l'analyse des besoins essentiels de manière plus générale peuvent aider à décider des objectifs de programme appropriés et à définir une gamme de paramètres de conception de programme.

Valeurs de transfert pour la programmation basée sur les aides en espèces. Si une intervention du côté de la demande sous la forme d'un programme monétaire est identifiée comme une recommandation de réponse, l'un des paramètres de conception cruciaux à définir est de décider d'une valeur de transfert appropriée. La [Note d'orientation du PAM sur les valeurs de transfert](#) décrit une série de points clés à prendre en compte lors de la détermination de la valeur de transfert, y compris l'analyse des écarts pour la population cible, les ajustements de la taille des ménages, l'harmonisation avec d'autres agences et les considérations sur l'étendue par rapport à la profondeur du transfert.

Il y a plus encore à apprendre à ce sujet. L'ensemble des outils d'analyse de besoins essentiels est basé sur des expériences de terrain. Comme les analyses de besoins essentiels sont de plus en plus utilisées pour éclairer les décisions programmatiques, de nouveaux apprentissages sur la meilleure façon de le faire seront continuellement mis à disposition. Les [Notes d'orientation sur l'opérationnalisation](#) recueilleront ces apprentissages et seront complétées par de nouveaux sujets au fil du temps.

9 Ajuster les processus : les évaluations rapides des besoins essentiels

Les évaluations des besoins essentiels sont un outil très flexible qui peut être ajusté pour s'adapter à différents objectifs et contextes. Une distinction importante peut être faite entre les évaluations approfondies et rapides des besoins essentiels. Les évaluations approfondies – celles décrites jusqu'à présent dans ce guide – fournissent des informations statistiquement représentatives et détaillées sur les besoins essentiels pertinents et le nombre de personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels. Ils s'appuient sur une mine d'informations, y compris des données quantitatives au niveau des ménages. Ils nécessitent également du temps pour la collecte et l'analyse des données primaires et sont donc plus adaptés aux crises prolongées, aux contextes d'insécurité alimentaire chronique et de pauvreté, et comme suivi des évaluations rapides des besoins essentiels menées dans les situations d'urgence soudaines.

Lorsqu'une évaluation approfondie des besoins essentiels n'est pas réalisable en raison de contraintes de temps, d'accès ou de données, une évaluation rapide des besoins essentiels peut être effectuée. Celle-ci repose sur des informations secondaires et des données qualitatives ou quantitatives de portée limitée telles que les données d'enquêtes à distance. Ce type de données peut être collecté rapidement et dans des situations avec un accès physique limité. Ces évaluations rapides fournissent des informations opportunes quoique approximatives sur les besoins essentiels et le nombre de personnes incapables de les satisfaire. Ces informations ne sont pas statistiquement représentatives et ne peuvent générer que des estimations approximatives. Les évaluations rapides des besoins essentiels sont donc les mieux adaptées aux situations d'urgence soudaines lorsqu'une réponse humanitaire immédiate est requise.

Les éléments suivants doivent être pris en compte pour décider de lancer une évaluation rapide ou approfondie des besoins essentiels :

1. Conditions de sécurité et accessibilité
2. Disponibilité budgétaire
3. Disponibilité et délai de réponse
4. Ressources humaines pour la collecte des données et analystes formés pour la gestion des données
5. Disponibilité des données secondaires
6. Type d'urgence/contexte

Le processus standard d'évaluation des besoins essentiels doit être adapté pour des évaluations rapides. Cela signifie généralement se concentrer sur l'utilisation des informations existantes dans une étude documentaire (voir l'étape 2 du graphique 4) en conjonction avec la collecte de données qualitatives, principalement par le biais d'entretiens avec des informateurs clés et de discussions de groupe (étape 3a). Comme la collecte de données primaires sur les ménages (étape 3b) est presque toujours l'élément d'une évaluation qui consomme le plus de temps et de ressources, les évaluations rapides des besoins essentiels sacrifient (ou limitent) généralement cette étape afin de concentrer le temps et les ressources sur les autres étapes.

Alors que le PAM encourage la collecte de données primaires et le stockage de données dans des référentiels organisés dans une infrastructure de données spatiales (voir [les directives sur l'évaluation en 72 heures](#)), pour de nombreuses zones sujettes aux aléas, il n'y a peut-être pas une telle richesse d'informations à portée de main. Dans de telles situations, le manque d'informations peut également rendre difficile, voire impossible, la revue de la littérature et l'analyse des données secondaires. Dans ces cas, le processus d'évaluation rapide des besoins essentiels doit s'appuyer sur des données primaires qualitatives et/ou des données quantitatives distantes limitées qui peuvent être collectées et analysées rapidement. Des outils qualitatifs (groupes de discussion, entretiens avec des informateurs clés, discussions communautaires et observation directe) permettent d'identifier les besoins essentiels pertinents pour une communauté donnée dans chaque contexte et de mettre en évidence les caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages les plus vulnérables. Bien que moins rigoureuses et plus sujettes à l'influence du jugement subjectif, ces méthodes peuvent offrir une indication rapide des profils de vulnérabilité. Des exemples peuvent être trouvés dans le [Guide sur la recherche qualitative pour le suivi du PAM](#).

Les évaluations rapides des besoins essentiels – en particulier si elles sont étayées par des données secondaires précises – peuvent également être utilisées pour estimer le nombre de personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels, bien qu'avec un degré de précision inférieur à celui des évaluations approfondies des besoins essentiels. Dans ce cas, les informations sur les profils de vulnérabilité recueillies par les informateurs clés, les observations et les groupes de discussion peuvent être triangulées avec des données démographiques pour générer une estimation éclairée et une analyse des secteurs présentant les écarts les plus importants. De plus amples informations sur ces étapes peuvent être trouvées dans les sections de données qualitatives du tableau récapitulatif de la section suivante.



Encadré 16

ÉVALUATIONS RAPIDES DES BESOINS ESSENTIELS PENDANT LA CRISE DE LA COVID-19

Cet encadré décrit une approche d'évaluation rapide des besoins essentiels qui pourrait être utilisée pour évaluer les besoins dans les zones touchées par la COVID-19, sur la base du suivi d'urgence du PAM. Dans cette situation, la collecte primaire de données quantitatives ou qualitatives en face à face n'est pas possible. L'évaluation doit donc s'appuyer sur un suivi à distance par le biais d'enquêtes téléphoniques ou web et de données secondaires avant la crise. Ces informations peuvent être utilisées pour répondre aux questions analytiques des évaluations des besoins essentiels.

Source des données	Suivi à distance du ménage	Suivi du marché (à distance)	Données secondaires (avant la crise)	Information sur la crise	Information des partenaires ou du PAM
<ul style="list-style-type: none"> ■ Informations/indices pertinent(e)s 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Profils démographiques ■ Changements dans les moyens d'existence ■ Dette ■ MDDI ■ Taux d'infection 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Changements de prix ■ Prestation publique de services ■ Indice de fonctionnalité du marché 	<ul style="list-style-type: none"> ■ MEB/lignes de pauvreté ■ Dépenses ■ Moyens d'existence ■ Profils démographiques ■ Cartographie et informations géographiques 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Confinements ■ Restrictions de mouvement ■ Fermetures de marché ■ Fermetures d'écoles ■ Mesures de quarantaine ■ Taux d'infection/de mortalité/profils 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Informations sur les filets de sécurité ■ Informations sur les aides existantes ou nouvelles

Quels sont les besoins essentiels de la population et comment les gens y répondent-ils ? Quels besoins essentiels ne sont pas satisfaits et pourquoi ?

Établir des informations sur les moyens d'existence et les besoins avant la crise et estimer les impacts sanitaires et économiques du COVID-19 sur

- Evolution des besoins essentiels des ménages (hygiène, transport, éducation)
- Evolution du coût de la satisfaction de ces besoins (changements de prix)
- Changements dans la façon dont les gens répondent à leurs besoins (accès aux marchés et aux services, stratégies de survie)
- Changements dans la capacité des ménages à couvrir leurs besoins essentiels à partir de leurs propres revenus/ressources ou de l'aide disponible

Quelles sont les personnes qui sont incapables de répondre à leurs besoins essentiels ? Où sont-elles ?

- Définir un groupe de personnes les plus affectées, par moyens d'existence et caractéristiques socio-économiques.
- Définir les groupes les plus à risque de COVID-19 (personnes âgées, malades chroniques, aidants).
- Définir en plus (ou alternativement) les zones où les personnes sont les plus vulnérables en fonction de leur profil ou des mesures COVID-19.




Combien de personnes sont incapables de répondre à leurs besoins essentiels ?




Sur la base des profils des personnes vulnérables et des informations démographiques récentes, une indication du nombre de personnes incapables de répondre à leurs besoins essentiels peut être donnée, en fonction de la qualité des données disponibles.






10. Tableau récapitulatif : réaliser l'évaluation des besoins essentiels






Le tableau suivant résume comment différents types d'informations et différents indices peuvent être combinés pour répondre aux questions analytiques d'une évaluation des besoins essentiels.




Tableau 5. Les flux de l'analyse de l'évaluation des besoins essentiels

Question	Étape	Sources d'informations suggérées	L'analyse peut inclure...	Indices des besoins essentiels pertinents	Autres indices utiles	Conclusions de l'analyse
1.1 Quels sont les besoins essentiels de la population et comment y répond-elle ?	1. IDENTIFIER ET COMPRENDRE LES BESOINS ESSENTIELS					
	 <p>2: Examen documentaire, analyse des données secondaires</p>	Recensement/enquêtes nationales auprès des ménages, évaluations sectorielles, seuils de pauvreté, MEB (si préexistant)	Fourniture publique de biens et services pertinents, y compris l'assistance. Existence de filets de sécurité formels/informels. Sources de revenus.			Des études sectorielles peuvent aider à comprendre les besoins les plus critiques et la manière dont les gens y répondent. Les informations démographiques peuvent montrer si une densité élevée dans certaines zones coïncide avec une faible capacité d'absorption des services de base.
	 <p>3a: Lancer les outils qualitatifs d'évaluation</p>	Entretiens avec des informateurs clés (KII) et discussions de groupe (FGD) : Représentants des institutions locales et des dirigeants communautaires ; Experts du marché du travail ; Parties prenantes / experts du secteur ; groupes communautaires, etc.	Besoins autodéclarés, habitudes de consommation, stratégies de survie basées sur les moyens d'existence			Les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés aident à comprendre si les services (y compris les services gratuits) sont disponibles et justifient un bon accès indépendamment des ressources financières limitées. Les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés peuvent facilement définir les besoins les plus critiques ; expliquer comment les gens les rencontrent (grâce à leur propre budget, aux services gratuits, à l'aide humanitaire, etc.) ; et dites si ceux-ci varient selon les saisons ou sont constants tout au long de l'année. Les groupes de discussion peuvent aider à définir les mesures (par exemple, les mécanismes de survie) utilisées pour répondre à ces besoins.
 <p>3b: Enquête au niveau des ménages 3c: Vérification au sol des résultats quantitatifs</p>	Modules d'enquête auprès des ménages et vérification qualitative sur le terrain	Dépenses, dette, stratégies de survie basées sur les moyens d'existence/sources de revenus	LCS-EN Dette	Modèles de dépenses Moyens d'existence / sources de revenus	Les habitudes de dépenses donnent un aperçu des besoins satisfaits à un coût pour les ménages. Les LCS-EN et les indices de dette peuvent aider à déterminer si certains de ces besoins ne sont satisfaits que par l'adoption de mécanismes de survie négatifs. Dans la triangulation avec les groupes de discussion, les KII et les données secondaires, les analystes doivent définir si les faibles dépenses allouées à un besoin critique sont dues à une prestation publique gratuite ou à des ressources limitées. Les raisons de faire face et de contracter des dettes et l'affectation des dépenses à des secteurs spécifiques peuvent aider à classer les besoins les plus critiques dans des domaines et des moments spécifiques.	

Question	Étape	Sources d'informations suggérées	L'analyse peut inclure...	Indices des besoins essentiels pertinents	Autres indices utiles	Conclusions de l'analyse
1.2 Quels besoins essentiels ne sont pas satisfaits, et pourquoi ?	1. IDENTIFIER ET COMPRENDRE LES BESOINS ESSENTIELS					
	 <p>2: Examen documentaire, analyse des données secondaires</p>	Recensement/enquêtes nationales auprès des ménages, évaluations sectorielles, analyse de l'offre si elle est réalisée ou autres évaluations du marché	Lacunes identifiées dans les données/la littérature secondaires, contraintes d'accès aux biens/services, raisons chroniques/aiguës de l'incapacité d'accéder aux besoins Existence de filets de sécurité formels/informels			L'évaluation du marché (par exemple, l'analyse de l'offre) peut faire la lumière sur les goulots d'étranglement potentiels dans la fourniture de biens et services essentiels par les acteurs privés et publics. Cette analyse peut être superposée à des données démographiques pour montrer la capacité d'absorption des marchés, et à des études de revenus (type de source, durabilité, revenu moyen et diversification des moyens d'existence, résilience, etc.). Rapports sectoriels – par ex. rapports annuels sur les taux de fréquentation scolaire du ministère de l'Éducation ou de l'UNICEF, nombre de patients par médecin ou tendances des taux d'admission de l'OMS et du ministère de la Santé, rapports CFSAM de la FAO/PAM/ministère de l'Agriculture – sont tous des outils valables pour comprendre les lacunes sectorielles, multisectorielles, structurelles et spécifiques au temps.
	 <p>3a: Lancer les outils qualitatifs d'évaluation</p>	KII et discussions de groupe : Parties prenantes/experts du secteur, leaders communautaires, groupes communautaires, etc.	Priorisation autodéclarée des besoins, habitudes de consommation et stratégies de survie, problèmes auto-identifiés pour répondre à certains besoins, raisons chroniques/aiguës de l'incapacité de répondre aux besoins			Les KII et les FGD peuvent aider à clarifier quels besoins ne sont pas satisfaits et pourquoi (en raison d'un pouvoir financier limité ou d'une mauvaise prestation de services, ou si les individus ne les considèrent tout simplement pas comme une priorité absolue par rapport à d'autres besoins). Ils fournissent des informations sur la présence sur le marché, l'intégration et la fonctionnalité. Ils permettent de comprendre rapidement le comportement de consommation des ménages confrontés à des besoins multiples et à des ressources limitées. La manière dont les ménages fixent les priorités est essentielle pour comprendre si les écarts sont structurels, c'est-à-dire communs à tous les ménages. Il est également important d'évaluer si les besoins non satisfaits varient selon les saisons ou non.
 <p>3b: Enquête au niveau des ménages 3c: Vérification au sol des résultats quantitatifs</p>	Modules d'enquête auprès des ménages et vérification sur le terrain	Dépenses, dimensions de la pauvreté, perception des besoins, stratégies de survie, dette	ECMEN MDDI LCS-EN dette Besoins perçus	Part des dépenses Indices démographique	L'ECMEN et le LCS-EN sont combinés pour évaluer les contraintes financières des ménages pour répondre aux besoins essentiels. Les écarts sectoriels sont mieux définis grâce au MDDI (montrant combien de ménages sont confrontés à la privation dans une dimension donnée). La vérification sur le terrain des résultats quantitatifs par le biais des groupes de discussion et des entretiens avec les informateurs clés est essentielle pour garantir que les résultats sont corrects et pour clarifier pourquoi les besoins ne sont pas satisfaits.	

Question	Étape	Sources d'informations suggérées	L'analyse peut inclure...	Indices des besoins essentiels pertinents	Autres indices utiles	Conclusions de l'analyse
2.1 Combien de personnes sont incapables de satisfaire leurs besoins essentiels ?	2. ESTIMER LE NOMBRE DE PERSONNES INCAPABLES DE SATISFAIRE LEURS BESOINS ESSENTIELS					
	 <p>2: Examen documentaire, analyse des données secondaires</p>	Recensement/enquêtes nationales auprès des ménages, autres données sur la population	Informations existantes sur la population (population globale et population d'intérêt)			<p>Les données démographiques du recensement mis à jour en combinaison avec les données des évaluations des besoins essentiels peuvent aider à estimer le nombre de personnes vulnérables, sur la base d'informations sur les besoins et les moyens d'existence non satisfaits.</p> <p>Dans les évaluations rapides des besoins essentiels, ces informations, combinées aux informations qualitatives provenant des évaluations des besoins essentiels, peuvent aider à établir une indication approximative du nombre de personnes vulnérables.</p>
	 <p>3a: Lancer les outils qualitatifs d'évaluation</p>	Parties prenantes/experts du secteur, leaders communautaires, groupes communautaires, etc.	Besoins et raisons autodéclarés (non satisfaits) Habitudes de consommation Les stratégies de survie			
 <p>3b: Enquête au niveau des ménages 3c: Vérification au sol des résultats quantitatifs</p>	Module d'enquêtes auprès des ménages	Indices des besoins essentiels analysés par rapport aux données démographiques/cartographiques, définissant les niveaux de vulnérabilité des besoins essentiels	ECMEN LCS-EN MDDI	Dettes Besoins perçus Moyens d'existence démographiques/ sources de revenus Indices de sécurité alimentaire (SCA, rCSI)		
3.1 Qui sont les personnes incapables de satisfaire leurs besoins essentiels ?	3. PROFIL DES MÉNAGES INCAPABLES DE SATISFAIRE LEURS BESOINS ESSENTIELS					
	 <p>2: Examen documentaire, analyse des données secondaires</p>	Recensement / enquêtes nationales auprès des ménages, analyse de la vulnérabilité / pauvreté existante	Critères de vulnérabilité préexistants			<p>Analyse des indices de pauvreté et de vulnérabilité par rapport aux informations démographiques, aux informations sur les moyens d'existence et éventuellement aux indices de sécurité alimentaire et à d'autres indices socio-économiques pertinents (d'une importance particulière dans les évaluations rapides des besoins essentiels).</p>
	 <p>3a: Lancer les outils qualitatifs d'évaluation</p>	Dirigeants communautaires, groupes communautaires, etc.	Caractéristiques de vulnérabilité acceptées localement, éventuellement triangulation de la définition des niveaux de vulnérabilité			
					<p>Les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés peuvent aider à comprendre si la vulnérabilité est corrélée à certains profils socio-économiques et est donc susceptible de dépendre des contraintes financières de certains groupes de population, ou si elle est liée à des contraintes structurelles affectant l'ensemble de la population. Par exemple, une mauvaise infrastructure d'approvisionnement en eau est susceptible d'avoir un impact sur toutes les personnes, quel que soit leur statut social et économique, tandis que des soins de santé médiocres sont susceptibles de frapper plus durement les pauvres, car les riches ont plus de chances d'accéder aux cliniques ou aux fournisseurs de services privés.</p>	

Question	Étape	Sources d'informations suggérées	L'analyse peut inclure...	Indices des besoins essentiels pertinents	Autres indices utiles	Conclusions de l'analyse	
 3. PROFIL DES MÉNAGES INCAPABLES DE SATISFAIRE LEURS BESOINS ESSENTIELS							
3.2 Où sont les personnes incapables de satisfaire leurs besoins essentiels ?	3.1	 <p>3c: Vérification au sol des résultats quantitatifs</p>	Modules d'enquête auprès des ménages	Démographie, indices de sécurité alimentaire, moyens d'existence et autres caractéristiques des ménages analysés par rapport aux dépenses, et indices de besoins essentiels spécifiques	ECMEN MDDI LCS-EN Dette Besoins perçus	Démographie Moyens d'existence / sources de revenus Indices de sécurité alimentaire (FCS, FCS-N, rCSI)	Les variables de résultat utilisées pour définir la vulnérabilité (ECMEN + LCS-EN + SCA) doivent être testées par rapport aux caractéristiques socio-économiques spécifiques des ménages ou à d'autres critères observables (voir le tableau 4).
	 <p>2: Examen documentaire, analyse des données secondaires</p>	Cartes et autres informations géospatiales	Informations cartographiques existantes			Une cartographie de l'endroit où se trouvent les personnes identifiées à l'étape 2.1 . Cela peut inclure plusieurs couches cartographiques, car différents besoins essentiels peuvent être couverts à des degrés divers par des personnes situées à différents endroits.	
	 <p>3a: Lancer les outils qualitatifs d'évaluation</p>	Informateurs clés : leaders communautaires, groupes communautaires, etc.	Contexte de l'hétérogénéité géographique et des poches de vulnérabilité			Les groupes de discussion et les KII peuvent fournir des informations pour identifier si la vulnérabilité est endémique (c'est-à-dire commune à l'ensemble de la communauté dans une zone) ou affecte des profils ou des emplacements spécifiques dans la zone d'analyse.	
	 <p>3b: Enquête au niveau des ménages</p>	Modules d'enquête auprès des ménages	Indices des besoins essentiels analysés et cartographiés par rapport aux informations géographiques	ECMEN MDDI LCS-EN	FCS	La triangulation des indices de résultats de la vulnérabilité (ECMEN, LCS-EN, FCS) et les zones géographiques (par exemple, les zones administratives, les zones de moyens d'existence, les zones urbaines vs périurbaines vs rurales) montre si certaines zones ont des niveaux de vulnérabilité significativement plus élevés que d'autres.	
<p>Le MDDI peut être croisé avec des zones géographiques pour voir si les privations de besoins spécifiques sont plus courantes dans certaines zones (par exemple, si une proportion plus élevée de ménages est confrontée à des privations pour accéder aux services de santé ou d'éducation dans les zones rurales par rapport aux villes).</p>							

Étape	Sources d'informations suggérées	L'analyse peut inclure...	Indices des besoins essentiels pertinents	Autres indices utiles	Conclusions de l'analyse
☆ 4. METTRE DES RECOMMANDATIONS POUR L'ASSISTANCE					
4.1 Comment peut-on aider les ménages/individus à satisfaire leurs besoins essentiels ?	 <p>2: Examen documentaire, analyse des données secondaires</p>	Tout document de réponse existant, évaluations sectorielles	Contexte de l'assistance existante et faisabilité des différents types d'intervention		<p>L'examen documentaire de l'assistance existante fournit des informations importantes pour la conception de tout programme. Les études sectorielles soutenues par les groupes de discussion et les KII peuvent générer des recommandations sur la manière de soutenir les systèmes de prestation de services de base (par exemple, en augmentant le nombre d'écoles dans une zone avec des salles de classe surpeuplées ou pour les communautés éloignées des écoles).</p> <p>Les informations qualitatives peuvent donner un aperçu de l'existence et de la faisabilité des programmes de soutien au niveau des ménages tels que l'assistance alimentaire générale, en particulier lorsqu'ils sont appuyés par des analyses de la pauvreté, des modèles de dépenses et des écarts économiques par zone et par catégorie de personnes.</p> <p>Les groupes de discussion et les KII peuvent aider à définir les profils les plus vulnérables pour le ciblage et à identifier les moyens d'existence qui doivent être soutenus afin de garantir l'accès aux marchés, à l'emploi et aux revenus.</p>
	 <p>3a: Lancer les outils qualitatifs d'évaluation</p>	Parties prenantes/experts du secteur, leaders communautaires, groupes communautaires, etc.	Besoins d'assistance auto-identifiés		
	 <p>3b: Enquête au niveau des ménages 3c: Vérification au sol des résultats quantitatifs</p>	<p>Modules d'enquête auprès des ménages</p> <p>Analyse de l'approvisionnement (si réalisée)</p>	<p>Analyse des lacunes à l'aide des dépenses et du MEB</p> <p>Analyse de l'approvisionnement</p>	ECMEN / MEB MDDI	

Abréviations

CARI	consolidated approach to reporting indicators of food security (Approche consolidée pour la présentation des indicateurs de la sécurité alimentaire)
CFSAM	crop and food security assessment mission (mission d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire)
CFSVA	comprehensive food security and vulnerability assessment (analyse et surveillance complètes de la Sécurité alimentaire et de la vulnérabilité)
CH	Cadre Harmonisé
ENA	Essential Needs Analysis (Analyses de Besoins Essentiels)
EFSA	emergency food security assessment (Évaluation de la sécurité alimentaire d'urgence)
FGDs	focus group discussions (discussions de groupe)
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations (L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)
SCA	Score de Consommation Alimentaire
SCA-N	Score de Consommation Alimentaire – Nutrition
SDAM	Score de Diversité Alimentaire des Ménages
HESPER	Humanitarian Emergency Settings Perceived Needs Scale (échelle des besoins perçus dans les situations d'urgence humanitaire)
IDPs	internally displaced persons (Personnes déplacées internes)
IPC	Integrated phase classification (classification intégrée des phases)
JANFSA	joint approach for nutrition and food security assessment (approche conjointe pour l'évaluation de la nutrition et de la sécurité alimentaire)
KIIs	key informant interviews (entretien avec des informateurs clés)
LCS	livelihood coping strategy indicator (indice des stratégies de survie basées sur les moyens d'existence)
LCS-EN	livelihood coping strategy indicator for essential needs (indice des stratégies de survie basées sur les moyens d'existence pour les besoins essentiels)
LCS-FS	livelihood coping strategy indicator for food security (indice des stratégies de survie basées sur les moyens d'existence pour la sécurité alimentaire)
MDDI	multidimensional deprivation indicator (indice de privation multidimensionnelle)
MEB	Minimum Expenditure Basket (Panier de Dépenses Minimum)
MPI	multidimensional poverty index (indice de pauvreté multidimensionnelle – IPM)
MPC	multipurpose cash (subvention en espèces polyvalente)
mVAM	mobile vulnerability and mapping (Analyse et cartographie des vulnérabilités à distance)
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires)
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
Rcsi	reduced coping strategy index (indice des stratégies de survie simplifié)
REVA	Rohingya influx emergency vulnerability assessment (Évaluation de la vulnérabilité d'urgence des Rohingya)
SMEB	survival minimum expenditure basket (Panier de Dépenses Minimum de Survie)
UNICEF	United Nations Children's Fund (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)
UNHCR	Office of the United Nations High Commissioner for Refugees
EHA	water, sanitation and hygiene (Eau, Hygiène et Assainissement)

Références

- Alkire, Foster, Seth, Santos, Roche and Ballon. 2015. Multidimensional Poverty Measurement and Analysis, Oxford: Oxford University Press, chapter. 5. https://www.ophi.org.uk/wp-content/uploads/OPHIWP086_Ch5.pdf
- The Cash Learning Partnership (CaLP). Glossary of terminology for cash and voucher assistance. <https://www.calpnetwork.org/learning-tools/glossary-of-terms/> Deaton and Zaidi. 2002. Guidelines for Constructing Consumption Aggregates for Welfare Analysis. LSMS Working Paper no. 135. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/14101>
- Haughton and Khandker. 2009. Handbook on Inequality and Poverty. The World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/11985>
- Save the Children UK. 2018. Basic Needs Assessment Guidance and Toolbox. Part I: Background and Concepts. <https://reliefweb.int/report/world/basic-needs-assessment-guidance-and-toolbox>
- Swindale and Bilinsky. 2006. Household dietary diversity score (HDDS) for the measurement of household food access: Indicator guide. <https://www.fantaproject.org/monitoring-and-evaluation/household-dietary-diversity-score>
- UNDP and Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI). 2019. How to Build a National Multidimensional Poverty Index (MPI): Using the MPI to inform the SDGs. https://www.undp.org/content/dam/undp/library/prosperity/inclusive-growth/How_to_Build_a_National_Multidimensional_Poverty%20Index.pdf
- Le PAM. 2004. Sampling Guidelines for Vulnerability Analysis. Thematic guidance, https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/manual_guide_proced/wfp197270.pdf
- Le PAM. 2009a. Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis Guidelines. <https://www.wfp.org/publications/comprehensive-food-security-and-vulnerability-analysis-cfsva-guidelines-first-edition>
- Le PAM. 2009b. Emergency Food Security Assessment (EFSA) Handbook, 2nd edition. <https://www.wfp.org/publications/emergency-food-security-assessment-handbook>
- Le PAM. 2015a. Consolidated Approach to Reporting Indicators of Food Security (CARI) Technical guidance note. 2nd edition. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000107745/download/>
- Le PAM. 2015b. Food Consumption Score Nutritional Analysis (FCS-N) Guidelines. <https://www.wfp.org/publications/food-consumption-score-nutritional-quality-analysis-fcs-n-technical-guidance-note>
- Le PAM. 2018. The 72-hour assessment approach: A guide for vulnerability and spatial analysis in sudden-onset disasters. <https://www.wfp.org/publications/72-hour-assessment-approach-guide-vulnerability-spatial-analysis-sudden-onset-disasters-june-2018>
- Le PAM. 2019. Refugee influx Emergency Vulnerability Assessment (REVA) for Cox's Bazar, Bangladesh. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106095/download/>
- Le PAM. 2020a. Refugee influx Emergency Vulnerability Assessment (REVA) for Cox's Bazar, Bangladesh. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000115837/download/>
- Le PAM. 2020b. Minimum expenditure baskets guidance note. <https://www.wfp.org/publications/essential-needs-guidelines-july-2018>
- Le PAM. 2020c. Setting the transfer value for CBT interventions. Transfer Value Interim Guidance. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117963/download/>
- Le PAM. 2021. Targeting and prioritization – operational guidance note. <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000122035/download/>
- Le PAM. 2022 (forthcoming). Transfer modality and transfer mechanism selection guidance.
- Le PAM, Global Food Security Cluster and Food Security Cluster for the Democratic Republic of the Congo. 2018. Urban essential needs assessment in the five communes of Kimbanseke, Kinsenso, Makala, N'sele and Selembao (Kinshasa). <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000099888/download/>
- Le PAM et l'UNICEF. 2016. Technical guidance for the joint approach to nutrition and food security assessment (JANFSA). <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000021096/download/>
- L'OMS. 2011. The Humanitarian Emergency Settings Perceived Needs Scale (HESPER) manual and scale. https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/44643/9789241548236_eng.pdf
-

Annexe 1 - Types de dépenses à inclure dans le MEB et l'ECMEN

Type de dépense	ECMEN <i>Capacité économique</i>	MEB <i>Agrégat de la consommation</i>	Remarque
Valeur des achats effectués en espèces ou à crédit (alimentaire et non alimentaire)	✓	✓	Inclus dans le MEB et l'ECMEN en tant que ces dépenses sont une indication directe de la consommation réelle et de la capacité économique. En ce qui concerne les dépenses effectuées à crédit, d'un point de vue conceptuel, la capacité d'un ménage à accéder au crédit pour lisser la consommation peut être considérée comme une forme de « capacité économique », puisque la solvabilité d'un ménage est positivement corrélée à sa capacité à générer des revenus et à son capital humain et social.
Valeur estimée des aliments consommés provenant de leur propre production (y compris les aliments collectés/chassés/pêchés et les aliments obtenus en échange de main-d'œuvre)	✓	✓	Alors que les ménages ne dépensent pas en nourriture de leur propre production, ces biens contribuent à leur consommation. Si les ménages n'obtenaient pas ces articles, ils dépendraient du marché pour les obtenir et par conséquent dépenseraient plus pour les acheter. La valeur estimée (ou attribuée) de ces biens donne une indication de ce qu'ils auraient dépensé et donc de leur capacité économique globale à répondre aux besoins essentiels.
Valeur estimée de l'assistance extérieure alimentaire et non-alimentaire consommée (par exemple du gouvernement, des ONG, des agences des Nations Unies), en nature et en espèces Valeur estimée des cadeaux de parents/amis	✗	✓	L'assistance extérieure qui est consommée par le ménage fait partie du MEB car elle reflète la consommation réelle. Pour calculer l'ECMEN, l'assistance en nature fournie par les gouvernements nationaux, les acteurs humanitaires ou de développement et les cadeaux des parents et amis doivent être exclus du calcul de la capacité économique des ménages pour éviter une sous-estimation de la vulnérabilité économique des bénéficiaires actuels. Comme les achats effectués à partir d'une aide en espèces ne peuvent être distingués des autres dépenses en espèces, le montant reçu doit être noté séparément du module de dépenses. Lorsque l'ECMEN est utilisé pour le suivi du programme pour voir si l'assistance permet aux ménages de répondre à leurs besoins essentiels, une version (incluant l'assistance) peut être calculée qui inclut la valeur de la consommation provenant de l'assistance. Dans ce cas, l'aide en espèces reçue n'est pas non plus déduite. Il doit être clairement indiqué si l'assistance est incluse.

Type de dépense	ECMEN <i>Capacité économique</i>	MEB <i>Agrégat de la consommation</i>	Remarque
Loyer	<p>✓</p> <p>✗</p>	<p>✓</p> <p>✗</p>	<p>Le loyer ne sera généralement inclus dans le MEB que si le nombre de locataires dans la population d'intérêt est important. Il peut s'agir d'une partie assez importante du MEB.</p> <p>Si le loyer n'est pas inclus dans le MEB, il ne devrait pas être inclus dans l'ECMEN, même si quelques ménages dépensent pour le loyer.</p> <p>Si le loyer est inclus dans le MEB et que (presque) tous les ménages dépensent pour le loyer, il doit être inclus dans l'ECMEN.</p> <p>Le loyer peut entraîner des biais importants s'il est inclus dans le MEB, mais de nombreux ménages ne dépensent pas pour le loyer car ils sont propriétaires de leur logement. Les ménages qui sont propriétaires de leur logement et ne paient donc pas de loyer peuvent être classés comme incapables de couvrir leurs besoins simplement parce qu'ils n'ont pas de dépenses importantes pour le logement. Dans ce cas, il peut être une solution d'imputer les dépenses de loyer pour les non-locataires de manière optimale dans les deux, MEB et ECMEN. Cela se fait en estimant le coût de location potentiel pour le type de logement dans lequel ils vivent. Pour ce faire, il faut généralement un module de logement dans l'enquête auprès des ménages qui contient des informations sur la propriété, les types et la taille des logements afin que les équivalents locatifs puissent être calculés et imputés pour les non-locataires.</p>
Intrants pour les moyens de subsistance	✗	✗	Les Intrants pour les moyens de subsistance constituent un produit intermédiaire, et pourtant pas une consommation en tant que telle. (c'est-à-dire que les ménages ne tirent pas directement leur bien-être de la consommation d'intrants de subsistance). C'est pourquoi ils sont exclus de l'ECMEN et du MEB.
Dépenses destinées à des célébrations/festivals/dons	✗	✗	Les célébrations peuvent être des dépenses importantes, effectuées en une fois et ne reflétant pas les habitudes de consommation régulières et récurrentes du ménage. Elles sont donc exclues de l'ECMEN et du MEB.

Annexe 2 – Bonnes pratiques pour l'analyse des données des dépenses

L'analyste doit toujours s'assurer que les données sur les dépenses sont **correctement apurées et que les valeurs aberrantes sont supprimées**, ainsi que converties dans la **même période de rappel** (les périodes de rappel des aliments et des produits non alimentaires sont généralement différentes).

Les dépenses doivent être calculées en **chiffres par habitant** (par exemple en divisant les dépenses totales des ménages par la taille des ménages) afin de les rendre immédiatement comparables entre les ménages.

Avant de commencer l'analyse ECMEN, il est fortement recommandé de faire une simple analyse descriptive des données de dépenses afin de comprendre les tendances. Il est recommandé d'analyser **à la fois les dépenses moyennes et médianes** de l'échantillon. Cela aidera à comprendre la répartition des dépenses et à détecter les problèmes possibles. Alors que la médiane est plus robuste aux valeurs aberrantes, si une grande partie de l'échantillon a 0 dépenses pour un article particulier, la médiane pourrait être 0 et peut donc ne pas être la meilleure estimation du besoin. Dans ce cas, la moyenne peut être préférable. Une **analyse de fréquence** des dépenses non nulles par groupe/article peut également être utile pour comprendre si certaines dépenses sont rares ou forfaitaires.

Annexe 3 – le LCS-EN pour les besoins essentiels - liste de stratégies

La liste des stratégies de survie pour le LCS-EN devrait être ajustée à partir du LCS-FS, comme il est décrit dans [la note d'orientation CARI du PAM](#). Le choix des stratégies dépend du contexte et doit être éclairé par des informations qualitatives. La liste de la note d'orientation CARI pourrait par exemple être modifiée par certaines des stratégies spécifiques aux besoins essentiels suivantes :

- Réduction des dépenses non alimentaires essentielles consacrées à l'éducation
- Réduction des dépenses non alimentaires essentielles en matière de santé
- Achat de nourriture ou d'autres articles essentiels à crédit
- Déménagé dans un logement moins cher
- Engagés dans des emplois socialement dégradants, à haut risque ou d'exploitation, ou dans des activités de revenu mettant leur vie en danger (vol, prostitution)
- Membres du ménage ont migré

Annexe 4 – Guide étape par étape pour ajuster le MDDI au contexte

Étape 1 : pour chacune des six dimensions, sélectionnez des indices en fonction des données disponibles, des objectifs de l'évaluation et du contexte/des priorités locales. La sélection des indices doit viser à maximiser les informations tout en minimisant la duplication. Les indices doivent être mesurables, non statiques, axés sur les besoins et conformes aux normes internationales. Voir la liste des exigences pour les indices ci-dessous.

Étape 2 : pour chaque indice, définissez des seuils de privation basés sur des normes internationales, des législations nationales ou des preuves scientifiques et créez une variable binaire de privation.

Étape 3 : pour chaque indice, vérifiez les observations manquantes, les corrélations, la distribution afin d'éliminer les indices biaisés ou redondants.

Étape 4 : déterminer la pondération des indices et des dimensions. La valeur par défaut est d'opter pour une pondération égale/emboîtée, sauf s'il existe de bonnes raisons d'en décider autrement. Cela signifie que les indices de chaque dimension sont pondérés de manière égale et que chacune des six dimensions est pondérée à 1/6.

Étape 5 : générer un score de privation en additionnant les privations (pondérées) pour chaque ménage.

Étape 6 : définir un seuil multidimensionnel (c'est-à-dire le nombre minimum de privations pondérées requis pour être considéré comme une privation multidimensionnelle), sur la base de considérations normatives ou d'un objectif de nombre de cas. La valeur par défaut est un score de 1/3 des indices pondérés.

Étape 7 : estimer le nombre de ménages qui souffrent de privation multidimensionnelle (c'est-à-dire ceux qui souffrent de privation dans au moins le nombre minimum de privations défini à l'étape 6). Calculer l'intensité moyenne de la privation pour les ménages pauvres et l'effectif ajusté.

Étape 8 : décomposer l'estimation de la pauvreté multidimensionnelle par dimension et/ou sous-groupe de population.

Exigences pour la sélection des indices (étape 1)

Cohérence : les indices choisis pour ce MDDI doivent évaluer les dimensions nourriture, santé, éducation, EHA, abri et sécurité au niveau des résultats (voir Cadre des besoins essentiels. Cela signifie que vous devez éviter les indices de « stratégies » (par exemple les moyens d'existence, les revenus, les dépenses) ou d'« accès » (par exemple, l'accès aux services), qui sont considérés comme des intrants dans la production de besoins essentiels dans ce cadre. Vous devez également éviter les indices d'impact sur le bien-être (par exemple, le bien-être psychologique), en raison de la nature largement subjective et spécifique au contexte de ces indices.

Mesurabilité : premièrement, les indices doivent être disponibles à un coût raisonnable. Par exemple, la collecte de données anthropométriques peut être très coûteuse. Deuxièmement, dans la mesure du possible, il est préférable d'éviter les indices de bien-être subjectifs ou autodéclarés, qui peuvent être sujets à des biais. La santé autodéclarée, par exemple, est souvent pire pour les ménages aisés, non pas parce qu'ils sont plus sujets aux maladies, mais parce qu'ils ont tendance à accorder plus d'attention à la maladie.

La saillance informationnelle : ce critère fait référence au problème de redondance d'informations. Les indices proposés doivent être choisis pour maximiser le contenu informationnel de l'indice dans chacune des dimensions pertinentes, tout en minimisant le chevauchement entre les indices. Les indices fortement corrélés ou véhiculant un contenu informatif similaire doivent donc être évités dans la mesure du possible. Les indices manquant d'un grand nombre d'observations doivent également être évités.

Distribution : afin de faciliter l'analyse des données, l'indice qui en résulte devrait idéalement avoir une distribution proche de la normale. Dans la mesure du possible, des indices devraient être choisis pour tendre vers cet objectif. Il s'agit d'éviter les indices qui ont une distribution « forfaitaire » ou qui sont fortement corrélés. Dans la mesure du possible, vous devriez essayer d'éviter les indices qui ont des taux de prévalence extrêmement faibles ou extrêmement élevés (<10 % ou >90 %), car ils ont tendance à rendre l'indice inégal en raison du grand nombre de ménages indifférenciés.

Dynamique : pour rendre l'indice utile pour le suivi, les indices dynamiques doivent être choisis par rapport aux indices statiques ou boursiers. Par indices dynamiques, on entend des indices qui peuvent changer soudainement en réponse à un changement soudain de circonstances externes (par exemple, la fréquentation scolaire plutôt que l'achèvement des études). Cette condition vise à garantir que l'indice est capable d'identifier les changements soudains de bien-être dus à des chocs défavorables ou à des interventions humanitaires, comme cela pourrait être le cas dans les situations d'urgence.

Basé sur des normes internationales : dans la mesure du possible, les indices et les seuils doivent être sélectionnés sur la base des normes internationales existantes. Par exemple, les combustibles solides de cuisson sont considérés comme un contributeur important aux maladies respiratoires aiguës dans de nombreux pays à faible revenu, c'est pourquoi cet indice est inclus dans les objectifs de développement durable (ODD).